

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Réunion du Conseil d'administration du 21 février 2012 École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

En présence de :

Les membres du Conseil d'administration

- Daniel PAYOT, Président,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Robert HERRMANN, Premier Adjoint au Maire de Strasbourg,
- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Sophie ROHFRTSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Alain HAUSS, Directeur régional de l'action culturelle,
- Bernard GOY, pour le directeur général de la création artistique,
- Paul-Philippe MEYER, pour Alain BRILLARD, Président de l'UHA,
- Gérard BUQUET, compositeur et tubiste,
- Robert CAHEN, plasticien,
- Bernard BLENY, représentant du personnel pédagogique,
- Frédéric DUPUIS, représentant Bertrand LEMONNIER, représentant du personnel pédagogique,
- Olivier PONCER, représentant du personnel pédagogique,
- Emmanuel SEJOURNE, représentant du personnel pédagogique,
- Alain SPOHR, représentant du personnel administratif et technique,
- Yannick WEYNACHT, représentant du personnel administratif et technique,
- François BAUER, représentant des étudiants en arts plastiques,
- Stéphane CLOR, représentant des étudiants en musique.

Membres excusés :

- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de Mulhouse, pouvoir,
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de Mulhouse, pouvoir,
- Vincent DUBOIS, Université de Strasbourg,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire, pouvoir.

Autres présents :

- David CASCARO, Directeur du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Aymée ROGÉ, Administratrice du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Otto TEICHERT, Directeur de l'ESADS,
- Vincent DUBOIS, Directeur du Conservatoire de Strasbourg à compter du 1^{er} mars 2012,
- Thierry LOUTON, Receveur des finances, comptable de l'établissement public,
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Catherine MARCO, Directrice par intérim, Directrice adjointe du Conservatoire,
- Laurent DOUCELANCE, Responsable communication du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Leila FARAUT, Directrice par intérim, Directrice des études du Conservatoire,
- Marie-Hélène FOURNIER, Conseillère aux études supérieures musicales du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,

- Stéphanie ESCHENBRENNER, Assistante de direction, Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Jean WILLMÉ, DGA, Pôle Épanouissement de la personne, Ville de Mulhouse,
- Aziz KAHLOUCH, suppléant du représentant du personnel administratif,
- Chantal KUNKLER, suppléante du représentant du personnel administratif et technique,
- Eléonore LABAUME, suppléante du représentant des étudiants en musique,
- Thomas SORIANO, suppléant aux représentants du personnel pédagogique.

Pas sur :

- Philippe GEISS, suppléant au représentant du personnel pédagogique.

Point 1 : Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 13 décembre 2011

Yannick WEYNACHT demande à ce que les représentants du personnel soient désignés comme prévu par les statuts, à savoir « représentant du personnel administratif et technique ».

Isabelle PHALIPPON-ROBERT, concernant son intervention au point n°3, souhaite que ses propos soient formulés de la sorte : *« Pour Madame PHALIPPON-ROBERT, une coupure avec la dénomination retenue pour l'enseignement initial doit être établie et un changement de nom serait plus symbolique pour distinguer enseignement initial et enseignement supérieur ».*

Le procès-verbal du conseil d'administration du 13 décembre 2011 incluant les deux remarques précédentes est approuvé à l'unanimité.

Point 2 : Convention pluriannuelle de partenariat avec la région Alsace

Daniel PAYOT introduit cette délibération en rappelant que la Région Alsace est un partenaire privilégié du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts même si elle ne fait pas partie des membres fondateurs.

Cette convention a pour objet de préciser les relations entre les deux institutions.

Le Président donne la parole à Sophie ROHFRIETSCH, Vice-présidente du Conseil régional et à Pierre de SAINT CHAMAS, directeur adjoint à la Direction de l'Innovation, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur du Conseil régional.

Mme ROHFRIETSCH précise les termes de la convention qui liera la Région Alsace et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts. La Région souhaite accompagner le Pôle par des moyens attribués au budget de fonctionnement pour permettre une aide à la professionnalisation des étudiants, la promotion des métiers et formations et la lancement d'appel à projet de dimension régionale. Elle rappelle que c'est la première fois que la Région Alsace s'engage de cette façon dans le budget d'une institution telle que l'EPCC.

M. SAMUEL-WEISS salue cette participation, historique.

P. de SAINT-CHAMAS précise que la commission permanente de la Région délibérera dans ce sens le 16 mars ce qui permettra de finaliser très rapidement ce partenariat.

D. PAYOT remercie l'ensemble des collaborateurs qui ont œuvré de manière très efficace pour que cette convention aboutisse.

David CASCARO souligne l'efficacité des services de la Région et la qualité des relations nouées, rappelle les trois objectifs que la Région Alsace fixe à l'établissement et indique que le programme de travail pour l'année 2012 et les modalités d'applications de ces trois objectifs seront discutés en Conseil pédagogique :

- professionnalisation des étudiants,
- promotion des métiers et des talents,
- appel à projet régional.

L'ensemble des membres approuve le projet de convention entre le Pôle et la Région Alsace et autorise le Président à signer la convention.

Point 3 : Convention de mise à disposition des locaux, matériels, équipements et véhicules des villes de Strasbourg et Mulhouse et de la communauté d'agglomération de Mulhouse auprès du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

D. PAYOT rappelle qu'au moment de la création de l'EPCC le 1^{er} janvier 2011, l'Etat avait accordé un délai aux collectivités partenaires pour régler le transfert des personnels et des biens.

Cette délibération vise à fixer le transfert des biens nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

Il est précisé que les locaux de la Cité de la Musique auxquels il est fait référence dans la convention sont ceux dédiés à l'administration de l'EPCC et aux salles de cours liés à l'enseignement supérieur de la musique. La convention concernant le véhicule avec la ville de Mulhouse et la Communauté d'agglomération de Mulhouse n'est pas encore finalisée mais en passe de l'être. Elle le sera dans les mêmes termes que la convention avec la Ville de Strasbourg.

O. TEICHERT intervient pour faire part de ses préoccupations concernant le bâtiment « Annexe » de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg. Ce problème perdure depuis près de 10 ans et la dernière visite de la commission de sécurité a noté des nombreux problèmes d'hygiène, de sécurité, d'inadaptation des locaux et émis un avis défavorable sur la poursuite de l'exploitation en tant qu'établissement recevant du public. O. TEICHERT informe qu'il ne souhaite plus engager sa responsabilité en tant que directeur quant à l'usage de ce bâtiment.

Un contact récent avec les services compétents de la Ville de Strasbourg s'est déroulé. O. TEICHERT souhaite qu'un diagnostic de sécurité soit fait et rappelle l'opportunité du projet de la Manufacture des tabacs.

D. SZUSTER s'interroge sur le non engagement de responsabilité de la part du directeur et souhaite savoir ce qui se passerait en cas de problème. La question n'est pas résolue.

Le compte rendu de cette réunion du Conseil d'administration fera référence dans les relations avec la Ville de Strasbourg à ce sujet.

D. CASCARO rappelle que la commission de sécurité a aussi émis un avis négatif pour Le Quai.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des membres. Le Président signera les conventions de mise à disposition des locaux, matériels, équipements et véhicules des villes de Strasbourg et Mulhouse et de la communauté d'agglomération de Mulhouse auprès du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Point 4 : Création et transformation d'emplois

D. CASCARO présente Vincent BAPST, le responsable des ressources humaines pour le Pôle. Il expose cette délibération qui vise à :

- transformer un poste vacant de professeur d'enseignement artistique par un poste de directeur des études en arts plastiques, également directeur adjoint du Pôle. Ce poste permettra d'harmoniser les études entre les deux écoles d'arts plastiques et de mettre en cohérence les cursus dans le domaine des arts visuels, de mettre en place un livret unique étudiant, concourir à la mise en place d'une politique de recherche et d'une politique documentaire ;
- créer un poste de responsable des relations internationales du Pôle. Cette création de poste répond directement aux exigences des statuts du Pôle qui a pour objectif notamment de positionner l'établissement au niveau national, européen et international, de favoriser le développement de partenariats avec les universités et hautes écoles de part et d'autre du Rhin et d'engager une politique de recherche originale et ambitieuse. Le responsable des relations internationales sera chargé de promouvoir la mobilité enseignante et étudiante, d'en harmoniser les pratiques, de coordonner les différents projets dont les programmes européens, il développera des réseaux, participera à l'élaboration de partenariats avec des structures professionnelles à l'étranger.

B. BLENY pense que les caractéristiques du poste de directeur des études auraient pu être discutées au préalable en commission pédagogique.

B. GOY estime que cette création d'un poste de directeur des études contribuera à combler un manque au vue de l'effectif étudiant. Il souligne également l'importance de la dimension de la recherche pour ces deux postes.

S. EL MAYSOUR souhaite des éclaircissements sur l'organisation du Pôle.

D. CASCARO précise que le Pôle est dirigé par un directeur suppléé par deux directeurs adjoints l'un dans le domaine de la musique, l'autre des arts plastiques.

D. PAYOT souligne que l'établissement a un besoin urgent de ces deux postes. L'organisation du Pôle sera présentée au Conseil d'administration prochainement.

Cette délibération est adoptée avec 25 voix pour et 1 abstention.

Point 5 : Action sociale en faveur des agents du Pôle - adhésion du Pôle au Groupement d'action sociale du Bas-Rhin

A. ROGE présente cette délibération qui vise à mettre en place une politique d'action sociale en faveur des agents directement rattachés au Pôle dans un souci d'équité face aux agents mis à disposition du Pôle par les Villes qui continuent à bénéficier des prestations sociales offertes par les amicales des villes.

La cotisation pour les agents s'élève à 12€ par an, prélevée directement sur les payes. L'adhésion au CNAS est soumise à l'accord de l'agent.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Point 6 : Contrat d'assurance des risques statutaires

A. ROGE présente cette délibération qui vise à souscrire un contrat d'assurance garantissant les risques statutaires auxquels le Pôle peut être confronté. Suite au marché lancé par le Centre de gestion, mandaté par le Pôle en vertu de la délibération du 28 juin 2011, l'assureur AXA et le courtier Yvelin sont retenus. Le contrat est conclu pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2012.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité. Elle autorise le Président à souscrire pour le compte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts un contrat d'assurance des risques statutaires.

Point 7 : Gratification des étudiants stagiaires et accès aux restaurants administratifs

D. PAYOT présente cette délibération qui permettra au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts de mettre en place un système de gratification des étudiants dont la durée de stage est supérieure à deux mois. Il est aussi demandé la possibilité d'accéder aux restaurants administratifs de Strasbourg et de Mulhouse pour tous les stagiaires quelle que soit la durée de leur stage.

F. DUPUIS souhaite comprendre pourquoi différents niveaux de gratification ont été prévus en fonction du niveau de diplôme. D. PAYOT rappelle que la mission confiée dépend du niveau de diplôme de l'étudiant, cette différence de gratification permet une reconnaissance de l'expérience. A. SPOHR conforte ce point de vue.

O. TEICHERT souligne que cela permettra de recruter des étudiants compétents.

S. ROHFRITSCH rappelle l'existence de « Citéstage » qui permet de renforcer les liens entre les établissements d'enseignement secondaire et supérieur d'Alsace et le monde économique. Ce site Internet permet la consultation d'offres de stage et garantit la qualité des offres de stage grâce à la signature d'une charte qualité.

Cette délibération est votée à l'unanimité.

Point 8 : Nom de l'enseignement supérieur de la musique du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

D. CASCARO accueille Vincent DUBOIS, Directeur du Conservatoire de Strasbourg, également directeur adjoint du Pôle ; qui participe pour la première fois au Conseil d'administration. Sa prise de fonction effective aura lieu au 1^{er} mars.

D. PAYOT présente cette délibération qui permettra d'attribuer à l'enseignement supérieur de la musique une dénomination officielle. Ce nom lui permettra d'être reconnu au sein du Conservatoire mais aussi à l'international. Le débat a déjà été entamé lors de la dernière réunion du Conseil d'administration.

Le ministère de la Culture rappelle la position déjà présentée en décembre et propose que l'enseignement supérieur de la musique soit appelé : Institut supérieur de musique de Strasbourg.

Les représentants « Musique » assurent que cette dénomination ne sera pas identifiable à l'étranger et réaffirment leur souhait d'un nom facilement exportable à l'étranger par les enseignants et les étudiants.

D. CASCARO rappelle que ce point a déjà été abordé lors du précédent Conseil d'administration.

M. SAMUEL-WEIS propose que ce point soit reporté à la prochaine réunion car le Directeur régional aux affaires culturelles vient d'être nommé et propose, comme suggéré par les représentants du ministère de la Culture, que l'ensemble des protagonistes se réunissent pour discuter de ce sujet en amont du prochain Conseil d'administration. Cette réunion se déroulera à l'initiative de la DRAC et associera les coordinateurs et les étudiants de l'enseignement supérieur de la musique.

Le vote de cette délibération est reporté à la prochaine réunion du Conseil d'administration.

Point 9 : Attribution de bourses d'aide à projet à des étudiants du Pôle

L'Ecole des arts décoratifs de Strasbourg a mis en place depuis 2008 une bourse d'aide à projets qui permet aux étudiants de bénéficier d'un soutien financier dans le cas de projets artistiques dotés d'une visibilité publique, et, si possible, extérieure. Il est proposé, par cette délibération, d'étendre ce dispositif à l'ensemble du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

D. CASCARO souligne que l'octroi de cette bourse à l'ensemble des étudiants du Pôle est réalisable grâce au soutien de la Région Alsace.

Le budget alloué globalement sera de 20 000€ et un étudiant pourra percevoir 500€ maximum par projet.

Le conseil pédagogique du Pôle proposera au Conseil des modalités et des conditions de l'attribution de ces bourses à l'échelle du Pôle.

F. DUPUIS regrette qu'il n'y ait pas eu à ce sujet d'information préalable. D. CASCARO rappelle que cette délibération permettra d'étendre un dispositif propre à l'ESADS à l'ensemble du Pôle.

Après vérification par le receveur T. LOUTON, la ligne d'imputation budgétaire est, comme indiquée dans la délibération, la ligne 6714.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Point 10 : Modification des tarifs d'inscription aux concours et commissions d'équivalence du Pôle à compter des sessions 2012

Les deux écoles d'arts plastiques du Pôle ont harmonisé leurs concours en prévoyant un calendrier commun (10 et 11 mai 2012) et des épreuves unifiées. Cette délibération vise à homogénéiser les tarifs d'inscription aux concours en proposant un tarif unique de 35€ qui permettra l'accès aux candidats aux deux concours.

La délibération propose aussi d'adopter les tarifs pour 2012 des cartes de photocopies mises en vente à l'ESADS.

B. BLENY s'interroge sur la notion de tronc commun. Il est rappelé que les deux écoles d'arts plastiques préparent aux mêmes diplômes. Monsieur BLENY a peur que l'uniformisation engagée fasse perdre la diversité qui caractérise l'ESADS. D. PAYOT, en réponse à cette inquiétude, rappelle que la délibération vise simplement à uniformiser les tarifs et non les contenus pédagogiques. La diversité des profils des étudiants doit être conservée.

O. TEICHERT rappelle que les questions pédagogiques feront l'objet de discussions en conseil pédagogique.

D. SZUSTER souhaite des éclaircissements sur le choix du tarif le plus élevé pour l'inscription au concours. En réponse, D. CASCARO rappelle qu'en proposant un tarif unique, les étudiants auront la possibilité de concourir aux deux écoles d'arts plastiques, pour le prix d'une seule inscription.

Cette délibération est adoptée avec 25 voix pour et 1 voix contre.

Point 11 : Convention de partenariat avec l'Université du Witwatersrand de Johannesburg, Afrique du Sud

Cette délibération s'inscrit dans le cadre de « Urban Games », plateforme de recherche et de création entre l'option Design et Scénographie du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le département Art de l'université de Witwatersrand de Johannesburg. Elle fixe le cadre administratif de la coopération entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et l'université de Witwatersrand pour une durée de 3 ans (jusqu'en 2015). L'Institut français y apportera une aide.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Le Président est autorisé à signer la convention de partenariat avec l'Université du Witwatersrand de Johannesburg.

Point 12 : Convention de partenariat avec l'association VIA - Valorisation de l'innovation dans l'ameublement - en vue de la participation du Pôle au Salon international du design de Milan en avril 2012

Les écoles d'art ayant un cursus spécifique en option design se sont regroupées en un réseau et participent, pour assurer leur promotion, à deux rendez-vous importants : la Biennale de Saint Etienne et le salon international de design de Milan qui se tient en avril 2012. L'association VIA a été choisie pour assurer le commissariat général de l'exposition de Milan.

L'Institut culturel italien de Strasbourg est associé à cet événement, une exposition dans les locaux de l'Institut pendant la première quinzaine de juin 2012 présentera la participation du Pôle Alsace à l'exposition de Milan.

L'objet de cette délibération est de formaliser le partenariat entre le Pôle et VIA.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité. Le Président est autorisé à signer cette convention de partenariat avec l'association VIA.

Point 13 : Actualités de l'établissement

Pour l'enseignement supérieur de la Musique :

- retour sur la semaine du son
- retour sur l'ensemble Babel Trio
- retour sur les nominations aux Victoires de la Musique classique.

Pour l'Ecole supérieure des arts décoratifs :

- un point sur la manifestation « Avant Première » est présenté. Il s'agit d'un projet autogéré par les étudiants, qui se déroulera les 16, 17 et 18 mars. Cette manifestation peut être considérée comme un arrêt sur image sur ce qui a été fait par les étudiants,

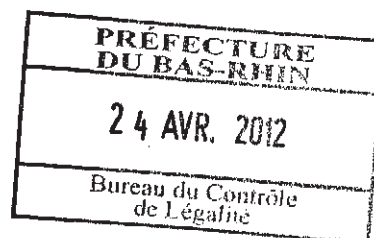
D. PAYOT conclut la séance en indiquant les prochaines réunions du Conseil d'administration :

- 13 avril à Mulhouse,
- 26 juin à Strasbourg.

Une visite de l'Ecole supérieure des arts décoratifs est proposée.

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 026-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

2^{ème} point de l'ordre du jour : convention d'objectifs 2012-2014 avec la Région Alsace

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

le projet de convention entre le Pôle et la Région Alsace, jointe en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 026- 2012 du 21 février 2012

Objet : convention d'objectifs 2012-2014 avec la Région Alsace

Exposé des motifs

Lors de la constitution du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts en établissement public de coopération culturelle, effective le 1^{er} janvier 2011, la Région Alsace a manifesté son souhait de siéger au conseil d'administration comme membre du nouvel établissement.

La Région Alsace a en effet considéré que ce regroupement présentait de nombreux atouts et perspectives en faveur du développement régional du fait notamment des éléments suivants :

- la reconnaissance des diplômes délivrés par le Pôle au niveau du grade de master permettant une meilleure visibilité dans le panorama de l'enseignement supérieur alsacien, en France et dans l'espace européen,
- le partenariat entre trois établissements alsaciens de référence permettant une approche pluridisciplinaire,
- l'autonomie juridique et pédagogique du nouvel établissement, permettant le lancement d'initiatives en région,
- la taille critique atteinte par le Pôle avec 700 étudiants dans le domaine des arts visuels et de la musique.

Aussi la Région Alsace dans le cadre de sa politique régionale de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche a-t-elle décidé de mettre en place une collaboration avec le Pôle. De son côté, afin de consolider ses fondements et sa reconnaissance comme établissement d'enseignement supérieur, le Pôle souhaite, conformément à ses statuts et ses missions, renforcer la dimension professionnelle des formations, la dimension internationale et la formation à la recherche.

C'est dans ce contexte que la Région Alsace et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts décident d'unir leurs efforts dans un contrat d'objectifs 2012-2014, aujourd'hui proposé au vote du conseil d'administration du Pôle. Cette convention porte sur trois axes de développement prioritaires :

- la professionnalisation des étudiants ;
- la valorisation des métiers et des talents,
- la mise en place d'une bourse à projets régional, visant à soutenir des projets étudiants à dimension régionale, interdisciplinaires et associant des acteurs du monde économique.

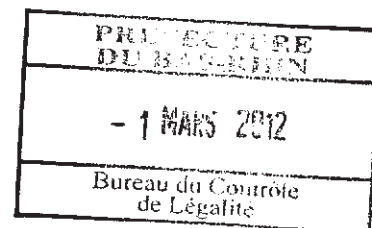
La convention, conclue pour une durée de trois ans, prévoit une subvention régionale fixée à 180 000€ sur trois ans, soit 60 000 € par an, répartie sur les trois axes précités.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention entre le Pôle et la Région Alsace, jointe en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 027-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

3^{ème} point de l'ordre du jour : Conventions avec les villes de Mulhouse et Strasbourg et la communauté d'agglomération de Mulhouse pour la mise à disposition de locaux, matériels, équipements et véhicules pour le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve :

- la mise à disposition, à titre gratuit, pour une durée de 6 ans renouvelable, au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, pour ses activités d'enseignement, ses besoins administratifs et les activités culturelles prévues par ses statuts :
 - des locaux, équipements, et matériels de l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg situés 1 et 2, rue de l'Académie ainsi que 5, rue de la Manufacture des tabacs,
 - des locaux, équipements, et matériels de l'école supérieure d'art de Mulhouse, Le Quai, situé 3 quai des Pêcheurs
 - des locaux administratifs situés au sein de la Cité de la musique et de la danse pour le siège de l'établissement public et l'administration de l'enseignement supérieur de la musique,
 - de salles, équipements et matériels de la Cité de la musique et de la danse pour les besoins de l'enseignement supérieur de la musique, en partage avec les autres enseignements organisés par le Conservatoire de Strasbourg, ce partage donnant lieu à une convention d'usage révisée chaque année en fonction des besoins liés aux cursus des étudiants,
- la mise à disposition, à titre gratuit, pour une durée de 3 ans renouvelable, au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts pour ses activités d'enseignement, ses besoins administratifs et les activités culturelles prévues par ses statuts :
 - des véhicules et engins utilisés par l'école supérieure des arts décoratifs
 - du véhicule utilisé par l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai,
- autorise le Président à signer les conventions de mise à disposition jointes en annexe ainsi que la convention relative au même objet et répondant aux mêmes principes concernant le véhicule utilisé par l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai qui sera signée ultérieurement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de l'établissement.

Vote

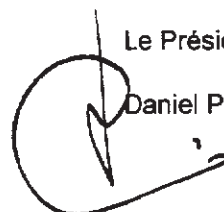
Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN
- 1 MARS 2012
Bureau du Contrôle de Légalité

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 027- 2012 du 21 février 2012

Objet : Conventions avec les villes de Mulhouse et Strasbourg et la communauté d'agglomération de Mulhouse pour la mise à disposition de locaux, matériels, équipements et véhicules pour le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Exposé des motifs

Les statuts de l'établissement, adoptés par les assemblées délibérantes des deux Villes et de la CUS en décembre 2010, ont permis la création du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts au 1^{er} janvier 2011 conformément au calendrier retenu par l'Etat. Ce dernier a cependant accordé un délai pour permettre aux collectivités partenaires d'organiser le transfert dans de bonnes conditions des personnels et des biens nécessaires à l'exercice des activités d'enseignement.

La présente délibération vise à régler les conditions de transfert des biens nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, dont les activités, bien que rassemblées sous l'autorité d'un établissement public unique, continuent cependant d'être exercées dans trois sites différents :

- l'enseignement supérieur de la musique, à la Cité de la musique et de la danse, place Dauphine, à Strasbourg,
- l'enseignement supérieur des arts plastiques :
 - à Strasbourg, à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg,
 - à Mulhouse, à l'école supérieure d'art, Le Quai.

Les locaux, équipements, matériels, ainsi que les véhicules des deux écoles d'art et de la Cité de la musique et de la danse de Strasbourg sont propriétés municipales. Dans un souci de continuité des enseignements, il convient d'organiser leur mise à disposition au nouvel établissement.

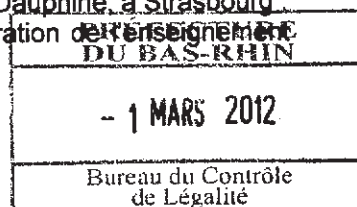
1. Locaux

Mise à disposition des locaux

Les modalités de mise à disposition des locaux, équipements et matériels se présentent différemment selon qu'elles concernent les deux écoles d'art, dont l'activité a rejoint dans sa totalité le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, et l'enseignement supérieur de la musique qui est pris en charge par le nouvel établissement, à l'exclusion des autres enseignements qui restent gérés par le Conservatoire.

Dans ce sens, le projet de convention propose le dispositif suivant :

- la mise à disposition par la Ville de Strasbourg au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts de l'ensemble des locaux, équipements, et matériels de l'ESADS nécessaires à l'enseignement, à l'administration et aux activités culturelles telles que prévues dans les statuts de l'établissement public,
- la mise à disposition par la Ville de Mulhouse au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts de l'ensemble des locaux, équipement et matériels du Quai nécessaires à l'enseignement, à l'administration et aux activités culturelles telles que prévues dans les statuts de l'établissement public,
- la mise à disposition, au sein de la Cité de la musique et de la danse, place Dauphine, à Strasbourg :
 - de locaux pour le siège administratif de l'EPCC et pour l'administration de l'enseignement supérieur de la musique,



- de salles, équipements et matériels pour l'enseignement supérieur de musique, en partage avec les autres enseignements organisés par le Conservatoire de musique de Strasbourg.

Cette mise à disposition est prévue pour une durée de six ans, renouvelable à compter de la date du 1^{er} janvier 2012.

Le partage des salles, équipements et matériels de la Cité de la musique et de la danse entre l'enseignement supérieur de la musique, lequel relève du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et les autres enseignements, organisés par le Conservatoire de Strasbourg, fera en outre l'objet chaque année d'une convention d'usage particulière entre le Conservatoire de Strasbourg et l'établissement public, les besoins liés au cursus supérieur étant susceptibles de varier d'une année scolaire à l'autre, en fonction des choix des étudiants.

Conditions financières

Du point de vue des conditions financières, le projet de convention prévoit une mise à disposition des locaux, équipements et matériels à titre gratuit, dans la mesure où le financement de l'établissement public est assuré de façon très largement majoritaire par les Villes de Mulhouse et Strasbourg et la Communauté urbaine de Strasbourg.

Les villes continueront à assumer les charges du propriétaire, les interventions d'entretien courant ainsi que les investissements liés à l'immobilier.

L'établissement public assumera quant à lui, soit directement, soit contre refacturation des interventions réalisées par les services des collectivités, le coût des interventions techniques relatives aux charges courantes (contrats d'entretien, fluides, assurances,...) ainsi qu'aux charges locatives.

En ce qui concerne les locaux occupés par le siège de l'établissement public et par l'enseignement supérieur de la musique dans l'enceinte de la Cité de la musique et de la danse, ces charges locatives seront valorisées dans la dotation de la Ville à l'établissement, au prorata des surfaces occupées ainsi que des heures d'enseignement effectuées.

2. Véhicules et engins

Mise à disposition de véhicules

D'autres conventions concernent les véhicules et engins aujourd'hui mis à disposition par les villes de Strasbourg et Mulhouse à l'école supérieure des arts décoratifs et à l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai. Il s'agit :

Pour l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg :

- d'une berline FIAT Punto,
- d'un fourgon Renault Master,
- d'une bicyclette,
- d'une charrette à bras,
- d'un souffleur portable.

Pour l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai :

- d'un véhicule Renault Kangoo.

Selon les conventions proposées, les villes demeurent propriétaires des véhicules et autres engins et matériels. Elles en effectuent le remplacement le cas échéant, les grosses réparations, l'entretien et la maintenance et les assure dans le cadre des contrats de flotte qu'elles ont souscrits. Ces dernières compétences sont, à Mulhouse, assurées par la communauté d'agglomération. L'établissement public pourra, par ailleurs, continuer à s'approvisionner en carburant auprès des services municipaux.

Enfin, à côté de cette mise à disposition permanente, l'établissement pourra continuer à faire appel au parc des véhicules des collectivités susmentionnées pour des besoins ponctuels.

Conditions financières

La mise à disposition des véhicules précités est réalisée à titre gratuit par les villes.

Les montants des dépenses engagées par les collectivités pour la consommation de carburant, l'entretien et l'assurance des véhicules et engins mis à disposition feront l'objet d'une refacturation annuelle à l'établissement public.

L'appel par le Pôle au parc des véhicules des collectivités susmentionnées pour des besoins ponctuels se fera à titre gratuit.

Ces conventions sont proposées pour une durée de trois ans, renouvelable.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le conseil d'administration
après en avoir délibéré
approuve

- la mise à disposition, à titre gratuit, pour une durée de 6 ans renouvelable, au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, pour ses activités d'enseignement, ses besoins administratifs et les activités culturelles prévues par ses statuts :

- des locaux, équipements, et matériels de l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg situés 1 et 2, rue de l'Académie ainsi que 5, rue de la Manufacture des tabacs,
- des locaux, équipements, et matériels de l'école supérieure d'art de Mulhouse, Le Quai, situé 3 quai des Pécheurs

- des locaux administratifs situés au sein de la Cité de la musique et de la danse pour le siège de l'établissement public et l'administration de l'enseignement supérieur de la musique,

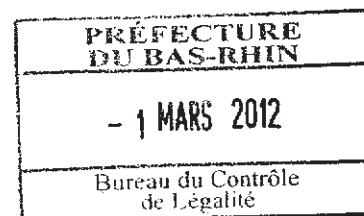
- de salles, équipements et matériels de la Cité de la musique et de la danse pour les besoins de l'enseignement supérieur de la musique, en partage avec les autres enseignements organisés par le Conservatoire de Strasbourg, ce partage donnant lieu à une convention d'usage révisée chaque année en fonction des besoins liés aux cursus des étudiants,

- la mise à disposition, à titre gratuit, pour une durée de 3 ans renouvelable, au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts pour ses activités d'enseignement, ses besoins administratifs et les activités culturelles prévues par ses statuts :

- des véhicules et engins utilisés par l'école supérieure des arts décoratifs
- du véhicule utilisé par l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai,

- autorise le Président à signer les conventions de mise à disposition jointes en annexe ainsi que la convention relative au même objet et répondant aux mêmes principes concernant le véhicule utilisé par l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai qui sera signée ultérieurement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de l'établissement.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 028-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

4^{ème} point de l'ordre du jour : Emplois

Le Conseil, après en avoir délibéré

Décide

de la transformation et de la création d'emplois présentées en annexes.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Vote

Votants : 26
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 1

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 028-2012 du 21 février 2012

Objet : Emplois

Exposé des motifs

La délibération soumise au Conseil d'administration porte sur des transformations et créations d'emplois au sein du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

1. Une transformation d'emploi présentée en annexe 1 :

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts réunit, outre l'enseignement supérieur de la musique, les deux écoles supérieures d'art de Mulhouse et Strasbourg : Le Quai et l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg.

Afin de mettre en cohérence les cursus dans le domaine des arts visuels entre les différentes filières (art, design, communication) et notamment l'harmonisation des études entre les deux écoles d'art de Mulhouse et Strasbourg, il est proposé la transformation d'un emploi de professeur d'enseignement artistique, vacant depuis la rentrée scolaire dernière, en emploi permanent, à temps complet, de directeur des études en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, à compter de la présente délibération.

Placé sous l'autorité du directeur du Pôle, le directeur des études en arts plastiques, également directeur adjoint de l'établissement, coordonnera l'activité du personnel enseignant ainsi que celle des services de la scolarité en arts plastiques. Participant à la mise en œuvre du projet d'établissement, dans les domaines de la recherche, de la professionnalisation et de l'internationalisation, il organisera l'évaluation des formations (AERES, CNESER) et veillera également à promouvoir les échanges et passerelles avec les enseignements musicaux. Il sera compétent en ses matières à l'échelle du Pôle, pour les sites de Mulhouse comme Strasbourg. Ces missions justifient son positionnement.

Cet emploi sera financé par la transformation de l'emploi d'enseignant précité.

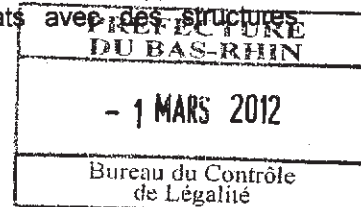
2. Une création d'emploi présentée en annexe 2.

Statutairement, la création du Pôle vise notamment à :

- « positionner le [nouvel] établissement aux niveaux national, européen et international, contribuant au rayonnement des villes sièges et de l'Alsace,
- favoriser le développement des partenariats, notamment avec le réseau universitaire et les Hautes écoles de part et d'autre du Rhin,
- engager une politique de recherche originale et ambitieuse ».

Une étude, menée sur la politique internationale du Pôle, financée par la DRAC Alsace, dont les résultats avaient été présentés en conseil le 30 septembre 2011, avait démontré la nécessité pour l'établissement nouvellement créé de se doter d'un responsable des relations internationales compétent pour l'ensemble des activités du Pôle, et notamment piloter une véritable stratégie internationale transversale.

Chargé de promouvoir la mobilité enseignante et étudiante, d'en harmoniser les pratiques, de coordonner les différents projets dont les programmes européens tels qu'INTERREG ou CULTURE, le futur responsable des relations internationales du Pôle sera ainsi responsable du développement des réseaux, de la prospection et participera à l'élaboration de partenariats avec des structures professionnelles à l'étranger.



Il coordonnera bien sûr l'activité menée au titre des relations internationales dans les différents sites du Pôle. Enfin, le responsable des relations internationales du Pôle aura à développer, parmi des projets internationaux ambitieux et durables, des projets de recherche pluriannuels, et des cursus ouverts à l'international.

La création de ce poste permanent à temps plein est financée sur la masse salariale de l'établissement.

Conformément à l'article 34 de la loi 84-53 du 26.01.1984, si ces postes devaient être occupés par des agents non titulaires, il y sera pourvu, selon l'article 3 alinéa 5 de la loi 84-53 du 26.01.1984 selon les modalités suivantes :

- diplômes de niveau BAC + 4 ou 5 et expérience professionnelle significative pour le directeur des études arts plastiques ;
- niveau de rémunération :
 - fourchettes indiciaires, en fonction du profil du candidat retenu, entre le 1^{er} échelon d'attaché (IB 379) et le dernier échelon de directeur (IB 985), entre le 1^{er} échelon d'administrateur (IB 528) et le dernier échelon d'administrateur hors classe (IB 1350), et entre le 1^{er} échelon de directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2^{ème} catégorie (IB 564) et le dernier échelon de directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1^{ère} catégorie (IB 1015) pour le directeur des études arts plastiques
 - fourchette indiciaire entre l'échelon 1 du grade d'attaché (IB 379) et le dernier échelon du grade d'attaché principal (IB 966) pour le poste de responsable des relations internationales du Pôle.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- décide de la transformation et de la création d'emplois présentées en annexes.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au BP 2012 de l'établissement.



Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 21 février 2012 relative à la transformation d'un emploi permanent crée précédemment (effectif permanent)

Descriptif de l'emploi				Niveau de recrutement		Observation
Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchettes de grade	
Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts	Directeur des études en arts plastiques, directeur adjoint du Pôle	Coordonner sur le plan pédagogique et administratif l'enseignement supérieur en arts plastiques du Pôle	Temps complet (35h/semaine)	<p>Directeur d'établissement d'enseignement artistique</p> <p>Attaché territorial</p> <p>Administrateur</p>	<p>De directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2^{ème} catégorie à directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1^{ère} catégorie</p> <p>Attaché à directeur</p> <p>Administrateur à administrateur hors classe</p>	Transformation permettant la coordination de l'ensemble des enseignements arts plastiques (art, design et communication) au sein du Pôle

PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

**Annexe 2 à la délibération du Conseil d'administration du 21 février 2012 relative à la création
d'un emploi permanent**

Descriptif de l'emploi				Niveau de recrutement		Observation
Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grade	
Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts	Responsable des relations internationales du Pôle	Piloter, développer et coordonner l'action internationale du Pôle. Suivi des programmes de mobilité, d'échanges et de coopérations internationales. Soutien des projets de recherches internationaux	Temps complet (35h/semaine)	Attaché territorial	Attaché à attaché principal	Création permettant le développement des relations internationales au niveau du Pôle, conformément aux objectifs du processus de Bologne et aux missions statutaires de l'établissement

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 029-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

5^{ème} point de l'ordre du jour : Action sociale en faveur des agents du Pôle - Adhésion au Groupement d'action sociale

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

L'adhésion du Pôle au Groupement d'action sociale du Bas-Rhin pour offrir à l'ensemble des personnels contractuels (bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée d'au moins 6 mois), agents titulaires détachés et agents stagiaires ou titulaires recrutés après le 01/10/2011 directement rattachés au Pôle, qu'ils soient actifs ou retraités, les prestations sociales prévues par l'ensemble des contrats collectifs souscrits par cette association ;

Autorise

- Le Président à procéder à la signature de la convention d'adhésion au CNAS par l'intermédiaire du Groupement d'action sociale du Bas-Rhin et la charte du CNAS précisant le rôle des délégués élus et agents et du correspondant, annexées ci-joint ;
- Le Président ou son représentant à acquitter, au profit du Groupement d'action sociale du Bas-Rhin, des frais de gestion appliqués par ce dernier ainsi que de la cotisation due au Comité national d'action sociale au tarif appliqué par le CNAS aux Comités d'œuvres sociales et Amicales ;
- Le Président ou son représentant à prélever sur la paie des agents actifs adhérents la cotisation annuelle au profit du Groupement d'action sociale ;
- Le Président ou son représentant à renseigner et transmettre tous les documents nécessaires à cette adhésion et notamment la liste nominative du personnel au Groupement d'action sociale du Bas Rhin ;
- Le Président ou son représentant à désigner un délégué agent.



Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

PREFECTURE
DU BAS-RHIN

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 029- 2012 du 21 février 2012

Objet : Action sociale en faveur des agents du Pôle - Adhésion au Groupement d'action sociale

Exposé des motifs

Si les agents mis à disposition du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts continuent à bénéficier, de par leur statut, des prestations sociales offertes aux agents de la Communauté Urbaine de Strasbourg et de la Ville de Mulhouse via leurs Amicales respectives notamment, les agents directement rattachés au Pôle (agents non titulaires, agents titulaires détachés et agents stagiaires ou titulaires recrutés après le 1^{er} octobre 2011) en sont dépourvus.

Dans un souci d'équité, il est proposé que le Pôle mette en place une politique d'action sociale en faveur des agents qui lui sont (agents actifs) ou étaient (agents retraités) directement rattachés.

Pour des raisons pratiques et eu égard à la qualité et à la diversité des prestations proposées, il est proposé de confier la gestion de ces prestations sociales au Groupement d'action sociale (GAS) du Bas-Rhin, association de droit local régie par la loi de 1905.

Cette association a souscrit pour ses adhérents (les collectivités et établissements publics) des contrats collectifs et a négocié des tarifs de groupe qui permettent aux agents actifs, moyennant une cotisation minimale (12€ par an en 2012) de :

- 1) bénéficier des prestations offertes par :
 - le Comité national d'action sociale (CNAS) dans les domaines de la solidarité (écoute sociale, handicap, décès, aléas de la vie, gestion budgétaire), de la culture, des loisirs et des vacances ;
 - l'IRCOS qui donne droit au bénéfice de la carte Cezam (tarifs préférentiels sur les spectacles, voyages, locations de logements de vacances, enseignes diverses) ;
 - les aides spécifiques du GAS (l'aide rentrée en 6^{ème}, l'aide handicapé tierce personne, l'aide enfant handicapé, et l'aide secours exceptionnel)
- 2) souscrire aux contrats suivants, après acquittement d'une cotisation supplémentaire :
 - garantie obsèques
 - garantie prévoyance invalidité

Cette action sociale concerne l'ensemble des personnels contractuels (bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée d'au moins 6 mois), agents titulaires détachés et agents stagiaires ou titulaires recrutés après le 01/10/2011 directement rattachés au Pôle.

Le coût de cette adhésion s'élève, pour le Pôle, pour l'année 2012 à 203,65€ par agent correspondant à la cotisation définie et appliquée pour les comités d'œuvres sociales ou amicales par le Comité national d'action sociale (201,65€ par agent) et aux frais de gestion appliqués par le Groupement d'action sociale (2€ par agent).

L'ensemble de ces sommes sera versé au Groupement d'action sociale du Bas Rhin, lequel se chargera d'acquitter les cotisations dues aux partenaires.

L'adhésion au Groupement d'action sociale est prévue pour deux années. Elle est reconduite chaque année tacitement. Il peut y être mis fin après décision du conseil d'administration sous réserve d'un préavis couvrant l'année en cours et l'année suivante.



S'agissant des agents retraités, ils peuvent également bénéficier de l'intégralité des prestations proposées. Cependant, dans ce cas, le coût de l'adhésion est directement et entièrement supporté par eux et équivaut, pour l'année 2012 à :

- 4,50€ pour les seules prestations GAS
- 12€ pour les prestations GAS et IRCOS
- 129€77 pour les prestations CNAS.

Le Groupement d'action sociale du Bas-Rhin, étant un organisme géré paritairement, il convient de désigner un représentant des élus et un délégué agent, lesquels seront invités à participer aux assemblées générales de l'association.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

approuve

L'adhésion du Pôle au Groupement d'action sociale du Bas-Rhin pour offrir à l'ensemble des personnels contractuels (bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée d'au moins 6 mois), agents titulaires détachés et agents stagiaires ou titulaires recrutés après le 01/10/2011 directement rattachés au Pôle, qu'ils soient actifs ou retraités, les prestations sociales prévues par l'ensemble des contrats collectifs souscrits par cette association ;

autorise

- Le Président à procéder à la signature de la convention d'adhésion au CNAS par l'intermédiaire du Groupement d'action sociale du Bas-Rhin et la charte du CNAS précisant le rôle des délégués élus et agents et du correspondant, annexées ci-joint ;
- Le Président ou son représentant à acquitter, au profit du Groupement d'action sociale du Bas-Rhin, des frais de gestion appliqués par ce dernier ainsi que de la cotisation due au Comité national d'action sociale au tarif appliqué par le CNAS aux Comités d'œuvres sociales et Amicales ;
- Le Président ou son représentant à prélever sur la paie des agents actifs adhérents la cotisation annuelle au profit du Groupement d'action sociale ;
- Le Président ou son représentant à renseigner et transmettre tous les documents nécessaires à cette adhésion et notamment la liste nominative du personnel au Groupement d'action sociale du Bas Rhin ;
- Le Président ou son représentant à désigner un délégué agent.

**PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN**

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 030-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

6^{ème} point de l'ordre du jour : Contrat d'assurance des risques statutaires

Le Conseil, après en avoir délibéré

prend acte

Des résultats de la consultation du Centre de Gestion du Bas-Rhin pour le contrat groupe d'assurance statutaire 2012-2015 ;

autorise

Le Président à souscrire, selon les conditions précitées et reprises dans les documents joints, un avenant d'adhésion au contrat groupe d'assurance statutaire 2012-2015 auprès de l'assureur AXA et le courtier Yvelin.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0



Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 030- 2012 du 21 février 2012

Objet : Contrat d'assurance des risques statutaires

Exposé des motifs

Le système de protection sociale couvrant les frais liés à la maladie, la maternité, les accidents du travail, les décès des agents laisse aujourd'hui une partie significative de la charge des frais liés à cette protection aux collectivités employeurs. Tant la Ville de Mulhouse que la Communauté Urbaine de Strasbourg assument elles-mêmes directement ces risques qui, vu l'importance respective de leur masse salariale, ne compromettent pas leur équilibre financier lorsqu'ils se réalisent.

Avec un effectif beaucoup plus restreint directement rémunéré par lui de près de 60 agents, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts n'est pas dans une situation semblable. Il paraît judicieux pour lui de souscrire un contrat d'assurance garantissant les risques statutaires auquel il peut être confronté.

Par délibération du 28 juin 2011, le conseil d'administration du Pôle chargeait le Centre de Gestion du Bas-Rhin, auquel il est affilié, de lancer pour son compte le marché de l'assurance statutaire, dans le but de contracter avec une entreprise d'assurance agréée en vue de permettre l'établissement d'un contrat groupé d'assurance des risques financiers découlant de la protection sociale statutaire des agents de l'établissement.

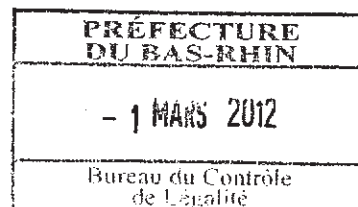
A l'issue de la consultation engagée par le Centre de Gestion du Bas-Rhin, ce dernier a retenu l'assureur AXA et le courtier Yvelin et propose les conditions suivantes :

- *Pour les agents immatriculés à la CNRACL :*
Risques couverts : décès, accident du travail, maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, maternité.
Franchise : 15 jours par arrêt en maladie ordinaire.
Taux de la cotisation annuelle versée par le Pôle pour chaque agent : 3,85%*
- *Pour les agents non immatriculés à la CNRACL :*
Risques couverts : accident du travail, grave maladie, maternité, maladie ordinaire.
Franchise : 15 jours par arrêt en maladie ordinaire.
Taux de la cotisation annuelle versée par le Pôle pour chaque agent : 1,00%*

* l'assiette de ces taux recouvre le traitement brut indiciaire, la nouvelle bonification indiciaire, le supplément familial de traitement, l'indemnité de résidence, les charges patronales et les indemnités accessoires.

Ce contrat prendra effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2012 et est conclu pour une durée de quatre ans.

Il ne s'appliquera qu'aux risques encourus par les agents contractuels de droit public, agents titulaires détachés et agents stagiaires ou titulaires recrutés après le 01/10/2011 directement rattachés au Pôle.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 031-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

7^{ème} point de l'ordre du jour : Gratification des étudiants stagiaires et accès aux restaurants administratifs

Le Conseil, après en avoir délibéré

approuve

- Le versement d'une gratification aux étudiants stagiaires dans les conditions et selon les modalités sus mentionnées dans la limite du budget alloué annuellement au dispositif stages ;
- L'accès des étudiants stagiaires aux restaurants administratifs de Strasbourg et Mulhouse selon les mêmes modalités que celles fixées par les conventions régissant l'accès des agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts aux restaurants administratifs des villes de Strasbourg et Mulhouse.

autorise

- Le Président ou son représentant à procéder à la signature des avenants aux conventions régissant l'accès des agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts aux restaurants administratifs de Strasbourg et Mulhouse afin de permettre aux étudiants stagiaires d'y accéder et à engager les dépenses relatives à la participation de l'employeur au montant du ticket repas.

Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 031-2012 du 21 février 2012

Objet : Gratification des étudiants stagiaires et accès aux restaurants administratifs

Exposé des motifs

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, conscient de sa mission de service public éducatif et culturel, est appelé à accueillir des étudiants relevant de l'enseignement supérieur pour effectuer des stages pratiques entrant dans le cadre de leur programme pédagogique.

Un investissement important étant attendu des étudiants stagiaires, lesquels doivent notamment rédiger un rapport à l'issue de leur stage, il est proposé de mettre en place un système de gratification, sous certaines conditions, des étudiants en stage au sein du Pôle pour une durée supérieure à deux mois et inférieure ou égale à 6 mois.

Le montant de la gratification proposée tient compte du niveau de diplôme préparé par le stagiaire, conformément à la grille proposée ci-dessous :

Niveau de diplôme préparé par le stagiaire	% SMIC *
I (bac + 5)	27
II (bac +3 / 4)	25
III (bac + 2)	20

* sur la base d'une présence effective égale à 35h. Pour une durée de présence inférieure, il convient de proratiser ce montant.

La gratification ne sera versée :

- que si le nombre de jours de présence effective du stagiaire est égal ou supérieur à 40 jours ;
- qu'en cas d'évaluation positive du service sur le comportement du stagiaire ainsi que sur le résultat du stage ;
- dans la limite maximale de l'enveloppe budgétaire allouée au dispositif stages, fixée à 10 000€ annuels.

Son versement sera effectué, pour les stages d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, à l'issue du stage et, pour les stages d'une durée supérieure à trois mois, en plusieurs fois : à l'issue des 3 premiers mois, puis mensuellement.

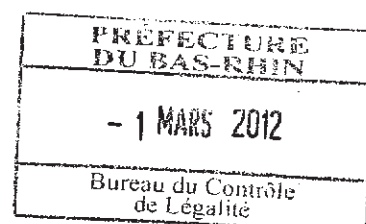
Par ailleurs, il est proposé que les étudiants accueillis en stage au sein du Pôle, quelle que soit la durée de leur stage, puissent bénéficier de l'accès aux restaurants administratifs de Strasbourg ou de Mulhouse selon les mêmes modalités que celles fixées par conventions pour les autres personnels de l'établissement.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

approuve



- Le versement d'une gratification aux étudiants stagiaires dans les conditions et selon les modalités sus mentionnées dans la limite du budget alloué annuellement au dispositif stages ;
- L'accès des étudiants stagiaires aux restaurants administratifs de Strasbourg et Mulhouse selon les mêmes modalités que celles fixées par les conventions régissant l'accès des agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts aux restaurants administratifs des villes de Strasbourg et Mulhouse.

autorise

- Le Président ou son représentant à procéder à la signature des avenants aux conventions régissant l'accès des agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts aux restaurants administratifs de Strasbourg et Mulhouse afin de permettre aux étudiants stagiaires d'y accéder et à engager les dépenses relatives à la participation de l'employeur au montant du ticket repas.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 032-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

8^{ème} point de l'ordre du jour : nom de l'enseignement supérieur de la musique du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

l'intitulé suivant des enseignements supérieurs de la musique du Pôle

« Conservatoire supérieur de musique de Strasbourg »

Vote

Votants :
Pour :
Contre :
Abstention :

Reporté à un prochain Conseil d'administration

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 033-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

9^{ème} point de l'ordre du jour : Attribution de bourses d'aide à projets à des étudiants du Pôle

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **approuve** le dispositif décrit ci-dessus aux conditions mentionnées,
- **autorise** l'octroi des bourses dans les limites prévues ci-dessus, soit 20 000 € annuels pour les bourses d'aides à projets du Pôle,
- **décide** d'imputer la dépense sur la ligne budgétaire 6714,
- **autorise** le Président ou son représentant à signer les décisions d'attribution de ces bourses.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN
- 1 MARS 2012
Bureau du Contrôle de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 033- 2012 du 21 février 2012

Objet : Attribution de bourses d'aide à projets à des étudiants du Pôle

Exposé des motifs

Depuis 2008 a été mis en place à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, un dispositif de bourses d'aide à projets permettant à des étudiants de bénéficier d'un soutien financier de l'école. L'objectif de ce dispositif est de stimuler les initiatives destinées à renforcer la professionnalisation des étudiants. La présente délibération vise à généraliser ce dispositif à l'ensemble des étudiants du Pôle.

Ce dispositif s'adresse à tous les étudiants du Pôle, quelle que soit leur année d'étude. Il a vocation à encourager les étudiants à proposer des projets à visibilité publique (concert, exposition, événement). Les étudiants sont également fortement incités à rechercher des partenariats avec des acteurs professionnels (institutions culturelles, entreprises mécènes, associations). Afin de pousser les étudiants à croiser leurs compétences et travailler en équipe, les projets pluridisciplinaires seront particulièrement encouragés.

L'éligibilité et l'attribution de ces bourses est conditionnée au respect, par les étudiants, des principes suivants :

- La constitution d'un dossier écrit exposant le projet artistique et comprenant un budget prévisionnel en dépenses et en recettes
- La présentation du projet devant une commission dédiée
- La présentation du bilan dans les deux mois suivant sa réalisation pour les projets retenus

Le montant accordé à chaque projet ne peut excéder 50 % du budget prévisionnel remis par l'étudiant à l'appui de son projet, dans la limite de 500 € au maximum par projet. En cas de projet collectif, les étudiants doivent déterminer dans le dossier le nom du bénéficiaire du soutien financier. En l'absence de présentation du bilan du projet, un titre de recettes est émis à l'encontre des étudiants afin de recouvrer le montant versé.

L'enveloppe globale des bourses accordées ne peut excéder un montant de 20 000 € au total sur une année civile. Elle peut être inférieure si les projets soumis ne présentent pas toutes les caractéristiques requises.

Il revient au conseil pédagogique du Pôle d'étudier l'opportunité de mettre en place une ou des commissions ad hoc d'attribution des bourses. Dans l'attente de ce protocole, l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg peut délivrer d'ici à la fin de l'année scolaire 2011/2012 les bourses dans les conditions où elle le pratiquait jusqu'alors.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le dispositif décrit ci-dessus aux conditions mentionnées,
- autorise l'octroi des bourses dans les limites prévues ci-dessus, soit 20 000 € annuels pour les bourses d'aides à projets du Pôle,



- décide d'imputer la dépense sur la ligne budgétaire 6714,
- autorise le Président ou son représentant à signer les décisions d'attribution de ces bourses.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 034-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

10^{ème} point de l'ordre du jour : Modification des tarifs d'inscription aux concours d'entrée et commissions d'équivalence du Pôle à compter de la session 2012 et prix des cartes de photocopies mises en vente à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Arrête** les modifications tarifaires relatives aux concours et commissions d'équivalence ou d'admission pour les deux écoles d'arts plastiques telles que définies ci-dessus et détaillées dans l'annexe jointe,
- **Arrête** le prix des cartes de photocopies mises en vente à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg telles que défini ci-dessus et détaillé dans l'annexe jointe,
- **autorise** l'établissement à percevoir les droits d'inscription et recettes de prix de vente des cartes de photocopie selon les modifications de la grille tarifaire en annexe.

Vote

Votants : 26
Pour : 25
Contre : 1
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 034- 2012 du 21 février 2012

Objet : Modification des tarifs d'inscription aux concours d'entrée et commissions d'équivalence du Pôle à compter de la session 2012 et prix des cartes de photocopies mises en vente à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

Exposé des motifs

Modification des tarifs d'inscription aux concours d'entrée et commissions d'équivalence du Pôle à compter de la session 2012

Par délibération, le conseil d'administration du 30 septembre 2011 a adopté les droits d'inscription et de scolarité, tant en ce qui concerne les cursus diplômants que les ateliers publics.

Ces tarifs ont été adoptés sans aucun changement par rapport aux années antérieures, tant du point de vue des montants et de la périodicité de perception que des politiques de réduction pratiquées.

Dans le souci d'afficher une information unique et de valoriser leur tronc commun, les deux écoles d'art plastiques du Pôle – école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai – ont décidé d'harmoniser leurs concours en prévoyant un calendrier commun (10-11 mai 2012) et des épreuves unifiées.

Les deux écoles pratiquant un tarif distinct (28€ à Mulhouse et 35€ à Strasbourg), il est proposé, d'homogénéiser les droits d'inscription au concours d'entrée ainsi qu'en commission d'équivalence.

Par ailleurs, pour encourager les étudiants à se présenter dans les deux sites, il est prévu que ce nouveau tarif permette l'accès aux deux écoles.

Il est proposé au conseil de modifier l'arrêté tarifaire en vigueur en prévoyant un tarif unique d'inscription aux concours ou aux commissions d'équivalence de 35 €, donnant droit à présenter les deux concours ou à rejoindre les cursus diplômant par commission d'équivalence, proposés dans les deux sites.

Les autres dispositions de l'arrêté tarifaire sont inchangées.

Fixation des prix des cartes de photocopies mises en vente à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

A l'ESADS, sont proposés aux étudiants des cartes de 250 ou 500 unités (photocopies) permettant l'usage des photocopieurs de l'école.

Il s'agit d'adopter ces tarifs à compter de l'année 2012, de sorte à ce que la régie du Pôle puisse encaisser les recettes correspondantes.

Ces cartes sont proposées aux tarifs suivants :

- Carte de 250 unités : 10,50 €
- Carte de 500 unités : 20,50 €



Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Arrête les modifications tarifaires relatives aux concours et commissions d'équivalence ou d'admission pour les deux écoles d'arts plastiques telles que définies ci-dessus et détaillées dans l'annexe jointe,
- Arrête le prix des cartes de photocopies mises en vente à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg telles que défini ci-dessus et détaillé dans l'annexe jointe,
- autorise l'établissement à percevoir les droits d'inscription et recettes de prix de vente des cartes de photocopie selon les modifications de la grille tarifaire en annexe.

PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Modification des droits d'inscription et de scolarité du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Les droits d'inscription et de scolarité du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts sont régis par la délibération n° 012-2011 sur les droits d'inscription et de scolarité.

Ils sont modifiés comme suit :

A. Ecole supérieure des art décoratifs de Strasbourg

Cursus diplômant	Tarif normal	Tarif réduit*
Cours	520 €	260 €
Inscription au concours d'entrée (frais de dossier) de l'école supérieure des arts décoratifs et de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai	35 €	
Frais de dossiers pour la commission d'admission ou d'équivalence de l'école supérieure des arts décoratifs et de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai	35 €	
Cartes de photocopie : - carte de 250 unités - carte de 500 unités	10,50 € 20,50 €	

* Le tarif réduit est accordé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 1 à 6 du ministère de la culture.

Les étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 du ministère de la culture et les étudiants en provenance de l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa inscrits en 5^e année en vue du passage du Diplôme national supérieur d'expression plastique, sont exonérés des droits d'inscription.

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne sont susceptibles d'être remboursés, intégralement ou partiellement, sur demande écrite, que dans le cas où une notification de bourse viendrait remettre en cause le tarif perçu.

NB : Un tarif unique de 35 € d'inscription est prévu pour les candidats aux concours d'entrée à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et/ou à l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai. De la même façon, les frais de dossiers pour se présenter à la commission d'admission ou d'équivalence de l'école supérieure des arts décoratifs et/ou de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai s'élèvent à 35 €.

B. Ecole supérieure d'art de Mulhouse Le Quai

Cursus diplômant	Versement	Tarif normal	Tarif spécial*
droit de scolarité	semestriel	290 €	212 €
droit d'inscription	annuel	134 €	134 €
Frais de dossier au concours d'inscription de l'Ecole supérieure des arts décoratifs et de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai	unique	35 €	35 €

**PREFECTURE
DU BAS-RHIN**

- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légation

Constitution du fonds de matériel scolaire	avance	annuel	50 €	50 €
	réapprovisionnement	En cours d'année (multiple de 10 €)	10 €	10 €

* Le tarif spécial s'applique aux personnes imposées aux contributions directes locales à Mulhouse ainsi qu'aux habitants des communes de la m2A.
Les agents de la Ville de Mulhouse et de la m2A, leurs conjoints et leurs enfants bénéficient du demi-tarif. Tout semestre entamé est dû.

NB : Un tarif unique de 35 € d'inscription est prévu pour les candidats aux concours d'entrée à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et/ou à l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai. De la même façon, les frais de dossiers pour se présenter à la commission d'admission ou d'équivalence de l'école supérieure des arts décoratifs et/ou de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai s'élèvent à 35 €.

Les autres dispositions tarifaires sont inchangées.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 035-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

11ème point de l'ordre du jour : Signature d'un accord de coopération entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et l'université du Witwatersrand (Johannesburg, Afrique du Sud)

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

l'accord de coopération entre le Pôle Alsace d'enseignement des arts et l'université du Witwatersrand, joint en annexe, et autorise le Président à signer ledit accord.

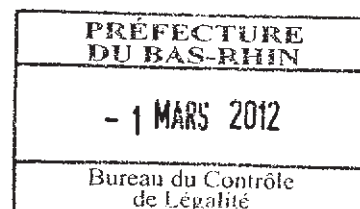
Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 035- 2012 du 21 février 2012

Objet : Signature d'un accord de coopération entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et l'université du Witswatersrand (Johannesburg, Afrique du Sud)

Exposé des motifs

« Urban Games » (nom provisoire) est une plateforme de création et de recherche entre l'option Design et Scénographie du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le département Art de l'université de Witswatersrand de Johannesburg. Son enjeu est d'expérimenter des modes d'approches et d'interventions d'artistes dans les espaces urbains.

« Urban Games » a vocation à moyen terme à devenir un laboratoire de recherche et de création inter écoles d'art. A ce stade, le projet se structure sous la forme d'une année de recherches, d'expérimentations et de créations croisées entre le Pôle et la Wits, avec les écoles et structures associées, des artistes et des chercheurs invités.

Cette année, des projets en commun se déploient entre les mois de septembre 2012 et novembre 2013, ce qui correspond aux deux « saisons » organisées par l'Institut Français, entre l'Afrique du Sud et la France : la saison française en Afrique du Sud en 2012 et la saison sud-africaine en France en 2013.

Le présent accord fixe le cadre administratif de la coopération entre le Pôle Alsace d'enseignement des arts et l'université du Witswatersrand pour une durée de trois ans : du 21 février 2012 au 21 février 2015. Il est précisé que cet accord ne comprend pas d'engagement financier.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve l'accord de coopération entre le Pôle Alsace d'enseignement des arts et l'université du Witswatersrand, joint en annexe, et autorise le Président à signer ledit accord.



- 1 MARS 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 036-2012

Séance du : 21 février 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 23 membres
Absents excusés : 4 dont 3 avec procuration de vote
Absent non excusé : 1

12^{ème} point de l'ordre du jour : Convention de partenariat avec l'association VIA - Valorisation de l'innovation dans l'ameublement - en vue de la participation du Pôle au Salon international du Design de Milan en avril 2012

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **approuve** la convention passée entre le Pôle et l'association VIA, jointe en annexe, et autorise le Président à signer cette convention;
- **autorise** le versement de 10 000 € l'association VIA en 2012.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Vote

Votants : 26
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 036- 2012 du 21 février 2012

Objet : Convention de partenariat avec l'association VIA - Valorisation de l'innovation dans l'ameublement - en vue de la participation du Pôle au Salon international du Design de Milan en avril 2012

Exposé des motifs

Le Salon international du Design de Milan

Sur la soixantaine d'écoles publiques d'enseignement artistique supérieur, une douzaine offre un cursus spécifique en option Design. Ces écoles entretiennent des relations privilégiées et constituent un réseau dynamique qui participe à la visibilité des projets et à la diffusion des recherches entreprises par les différentes options Design.

Deux rendez-vous importants permettent d'assurer la promotion de chacun de ces établissements tout autant que celle du réseau :

- la Biennale internationale de Design, qui se tient tous les deux ans à la Cité du Design de Saint-Etienne,
- Le Salon international du Design qui se déroule chaque année à Milan.

L'ESADS est systématiquement présente et associée à la manifestation de Saint-Etienne, le prochain rendez vous étant fixé à l'automne 2012. Les conditions générales de participation à cet événement permettent effectivement cet engagement tous les deux ans.

Le rendez-vous - très international - du Salon de Milan induit des charges significatives pour disposer d'une plateforme de présentation satisfaisante et d'un écho assuré. Bien que les écoles d'art étrangères soient nombreuses à s'y retrouver, les établissements français sont peu présents, voire inexistant, sur cette scène professionnelle de grande renommée.

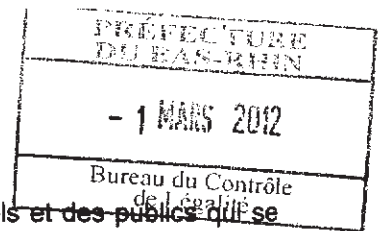
Ces deux aspects - coût relativement élevé et recherche de résonance internationale - ont amené cette douzaine d'établissements à regrouper leurs moyens et à se réunir autour d'un projet intitulé « MONDE COMMUN », représentatif des enjeux actuels du design. La problématique « vers une écologie des milieux artificiels » constitue la trame de réflexion partagée par ces écoles.

Rôle et missions de l'association VIA : Valorisation de l'innovation dans l'ameublement

La nécessité d'associer un opérateur s'est rapidement imposée et l'unanimité s'est faite autour du VIA - Valorisation de l'innovation dans l'ameublement. Cette structure, fortement implantée dans les milieux professionnels, est apparue la seule apte à assurer le commissariat général de l'exposition prévue à Milan et la coordination du projet, en amont de sa présentation.

En effet, le VIA accompagne depuis les années 1980 l'ensemble des écoles supérieures d'art qui développent un cursus design. Cet engagement aux cotés de ces établissements se traduit par des soutiens financiers (par le biais de prix et concours), par la participation à des conférences et séminaires sur des thèmes de réflexions prospectives, par des animations d'ateliers et de workshops, par l'organisation d'expositions des meilleurs travaux des étudiants dans la galerie du VIA et au Salon du meuble à Paris.

Cette proximité entre le VIA et le réseau d'écoles, sera visible à Milan, où « MONDE COMMUN » partagera avec les projets du VIA, l'espace qui a été négocié pour cette présentation française, le site Padiglione Visconti (150m² sont totalement dévolus aux écoles). Tout en étant assuré de son



autonomie, « MONDE COMMUN » bénéficiera ainsi du flux des professionnels et des publics qui se déplaceront pour rencontrer ou découvrir le VIA.

L'objet de la présente délibération est donc de formaliser le partenariat entre le Pôle et le VIA en vue de la participation du Pôle au Salon international du design de Milan, qui se tiendra du 17 au 22 avril prochain, au moyen de la convention proposée en annexe. Le Pôle s'engage ainsi à verser à l'association 10 000 €.

Il y est précisé que le commissariat général et la coordination du projet « MONDE COMMUN » délégués au VIA portent sur :

- la recherche du site d'exposition, la négociation et la gestion du contrat de location,
- la scénographie et la logistique de l'exposition dont le transport des œuvres de Paris à Milan (aller et retour),
- la conception et la production de la brochure d'accompagnement de l'exposition,
- la communication du projet au plan national et international,
- les développements ultérieurs à l'issue du Salon.

Pour information, les écoles supérieures d'art impliquées dans le projet sont les suivantes :

- École européenne supérieure d'art de Bretagne (sites de Rennes et de Brest),
- École nationale supérieure d'art de Dijon,
- École supérieure d'art de Nancy,
- École supérieure d'art et de design d'Orléans,
- École supérieure d'art et de design de Reims,
- École supérieure d'art et de design de Saint-Étienne,
- Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts (site de l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg),
- École supérieure des beaux-arts de Valenciennes.

Présence du Pôle et développement spécifique

Il est également à souligner que dix étudiants de l'ESADS, avec une partie du collège enseignant de l'option Design se rendront à Milan pour y assurer la mise en place du projet, ainsi que l'accueil des publics pendant le salon.

Soucieuse de proposer un retour du projet en Alsace, l'ESADS a convenu d'un partenariat avec l'Institut culturel italien de Strasbourg. Il permettra de présenter la participation du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts à « MONDE COMMUN », dans le cadre d'une exposition dans les locaux de l'Institut, pendant la première quinzaine de juin 2012. Cette exposition sera complétée de débats et rencontres autour du design avec des créateurs et professionnels italiens.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve la convention passée entre le Pôle et l'association VIA, jointe en annexe, et autorise le Président à signer cette convention;
- autorise le versement de 10 000 € l'association VIA en 2012.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Réunion du conseil d'administration du 13 avril 2012 École supérieure d'art – Le Quai - Mulhouse

En présence de :

Les membres du Conseil d'administration

- Daniel PAYOT, Président,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Alain HAUSS, Directeur régional de l'action culturelle, représenté par Jean VERNE, conseiller musique à la DRAC Alsace,
- Bernard GOY, conseiller arts plastiques à la DRAC Alsace, pour le Directeur général de la création artistique,
- Alain BRILLARD, Président de l'UHA, représenté par Paul-Philippe MEYER,
- Robert CAHEN, plasticien,
- Bernard BLENY, représentant du personnel pédagogique,
- Bertrand LEMONNIER, représentant du personnel pédagogique, représenté par Frédéric DUPUIS,
- Olivier PONCER, représentant du personnel pédagogique,
- Emmanuel SEJOURNE, représentant du personnel pédagogique,
- Alain SPOHR, représentant du personnel administratif et technique,
- Yannick WEYNACHT, représentant du personnel administratif et technique,
- François BAUER, représentant des étudiants en arts plastiques,
- Vincent DUBOIS, Université de Strasbourg, représenté par Philippe GEIS
- Stéphane CLOR, représentant des étudiants en musique, représenté par Eléonore LABAUME.

Membres excusés :

- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Sophie ROHFRIETSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Gérard BUQUET, compositeur et tubiste,
- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de Mulhouse
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de Mulhouse,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire.

Autres présents :

- David CASCARO, Directeur de l'établissement,
- Aymée ROGÉ, Administratrice générale de l'établissement,
- Otto TEICHERT, Directeur de l'ESADS,
- Vincent DUBOIS, Directeur du Conservatoire de Strasbourg et directeur adjoint de l'établissement,
- Yves AUBERT, Directeur général adjoint, Pôle culture, territoires et démocratie locale, de la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg,
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe de l'établissement,
- Catherine MARCO, Directrice adjointe du Conservatoire de Strasbourg,
- Pierre de SAINT-CHAMAS, Directeur adjoint, Direction de l'Innovation, Recherche et de l'Enseignement Supérieur, Conseil Régional d'Alsace

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- Laurent DOUCELANCE, Responsable de la communication de l'établissement,
- Leila FARAUT, Directrice des études du Conservatoire de Strasbourg,
- Marie-Hélène FOURNIER, Conseillère aux études supérieures musicales de l'établissement,
- Stéphanie ESCHENBRENNER, Assistante de direction de l'établissement,
- Jean WILLMÉ, Directeur général adjoint, Pôle Épanouissement de la personne, Ville de Mulhouse,
- Aziz KAHLOUCH, suppléant du représentant du personnel administratif et technique,
- Chantal KUNKLER, suppléante du représentant du personnel administratif et technique,

Point 1 : Approbation du compte-rendu de la séance du conseil d'administration du 21 février 2012

Le procès-verbal du conseil d'administration du 21 février 2012 est approuvé à l'unanimité.

Point 2 : Convention financière avec les Villes de Strasbourg et Mulhouse

Aymée Rogé présente cette délibération en rappelant que l'Etat, au moment de la création de l'établissement public de coopération culturelle, au 1^{er} janvier 2011 avait accordé un délai jusqu'au 1^{er} octobre 2011 pour permettre aux collectivités partenaires d'organiser le transfert des personnels et des biens nécessaires à l'exercice des activités de l'établissement. L'autonomie est désormais acquise pour les personnels que l'établissement gère et rémunère en propre depuis le 1^{er} octobre 2011 et pour les locaux et véhicules, mis à disposition de l'établissement par les villes de Mulhouse et Strasbourg.

Les villes de Strasbourg et Mulhouse continuent néanmoins d'avancer des dépenses pour le compte de l'EPCC. Pour le bon fonctionnement de l'établissement, les Villes rendent aussi à l'établissement un certain nombre de services à titre gracieux.

Les conventions proposées au vote des membres du conseil d'administration visent ainsi :

- à régler les conditions financières des dépenses avancées par les Villes de Strasbourg et Mulhouse pour le compte de l'établissement public en instituant un remboursement intégral de celles-ci. Pour ce faire, un état détaillé des dépenses avancées par les Villes pour le compte de l'EPCC sera établi chaque fin d'année et envoyé à l'établissement pour remboursement aux collectivités ;
- et à détailler les services rendus à titre gratuit par les Villes pour le compte de l'établissement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des membres.

Point 3 : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement

Daniel Payot rappelle que, par délibération du 15 novembre 2011, le conseil d'administration de l'établissement fixait « *les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés* ».

Aymée Rogé informe les membres du Conseil d'administration que le décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 est venu assouplir certains seuils du Code des marchés publics :

- pour les marchés dont les montants hors taxes sont inférieurs à 15 000€ : possibilités d'adaptation des procédures de publicité et de mise en concurrence,
- relèvement du seuil de dispense de procédure à 15 000 € HT contre 4 000 € HT précédemment mais en demandant au pouvoir adjudicateur de garantir, en dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique,

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- relèvement des seuils des marchés nécessitant l'adoption d'une procédure formalisée à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services et à 5 000 000 € HT pour les achats de travaux.

Ces évolutions réglementaires sont l'occasion pour l'établissement, après quatre mois de fonctionnement autonome, d'adapter les règles générales en matière de marchés publics aux réalités de l'établissement, sans toutefois revenir sur les principes fondamentaux adoptés le 22 novembre 2011.

D'autre part, Daniel Payot, pour apporter plus de souplesse, propose d'autoriser le Directeur à adapter en cours d'année la nomenclature des marchés aux besoins de l'établissement. Un retour annuel sera fait en conseil d'administration sur les modifications apportées, à ce titre, pour une bonne information du conseil.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité cette délibération.

Point 4 : Adoption des tarifs des ateliers publics, de l'Académie d'été et du CFPI à compter de la rentrée 2012

Frédérique Olland rappelle que les deux écoles d'art dispensent des cours du soir sous forme d'ateliers publics. Les conditions tarifaires actuellement en vigueur à Strasbourg et à Mulhouse ainsi que le rythme d'inscription sont relativement différents.

Pour harmoniser les pratiques au sein de l'établissement, il est proposé d'appliquer des conditions d'inscription identiques tant sur le rythme d'inscription que sur les conditions d'accès aux tarifs réduits dans les deux sites d'arts plastiques.

Michel Samuel-Weis rappelle que les habitants de M2A ne bénéficient pas de tarifications réduites (M2A ne participant à l'EPCC).

A propos de l'harmonisation des tarifs et d'un alignement sur les prix pratiqués à Mulhouse, Yves Aubert éclaircit ce point en informant que cela correspondrait à une augmentation trop sensible pour Strasbourg.

Darek Szuster s'interroge sur la possibilité d'une légère baisse des tarifs de Mulhouse.

Il est rappelé que les ateliers publics procurent à l'établissement une recette de l'ordre de 60 000€/an.

Suite à ces précisions, Daniel Payot soumet au vote des membres du conseil d'administration une légère augmentation des tarifs des ateliers publics, conformément à l'annexe 3 proposée au vote ainsi que les tarifs pour l'Académie d'été et le CFPI. Le principe d'un rattrapage en plusieurs exercices des tarifs de Strasbourg sur ceux de Mulhouse est retenu.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

En vue d'une prochaine adaptation des tarifs des ateliers publics, Darek Szuster souhaite qu'une étude approfondie soit menée sur ce point en prenant en compte la catégorie des participants aux ateliers publics (pourcentage des bénéficiaires et des non-bénéficiaires des tarifs réduits).

Il est également précisé, à l'occasion d'une question de Robert Cahen, que les enseignants sont, à Strasbourg et à Mulhouse, rémunérés sur la base de vacations pour les ateliers publics.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Point 5 : Convention avec la Communauté urbaine de Strasbourg relative au remboursement par l'établissement des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique

Aymée Rogé rappelle que le projet de l'établissement mêle les activités d'enseignement supérieur des arts visuels et de la musique.

L'enseignement supérieur de la musique est assuré par des enseignants du Conservatoire de Strasbourg (agents de la Communauté urbaine de Strasbourg) dont l'activité principale est l'enseignement initial de la musique. Les quotas d'heures d'enseignement consacrés à l'enseignement supérieur étant variable d'une année scolaire sur l'autre, la mise à disposition ou le transfert de ces agents n'est donc pas adapté.

Il est donc proposé que leur employeur demeure la Communauté urbaine de Strasbourg et que l'établissement rembourse à la Communauté urbaine, chaque année, les frais correspondant à la rémunération des heures d'enseignement supérieur de la musique réalisées par des enseignants du Conservatoire. Cette proposition fait l'objet d'une convention entre l'EPCC et la Communauté Urbaine de Strasbourg

Aymée Rogé informe que le conseil communautaire délibérera dans ce sens le 20 avril.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Vincent Dubois suggère par ailleurs une augmentation de la subvention octroyée par la Ville de Strasbourg à l'enseignement supérieur de la musique durant les années à venir, pour s'adapter à la montée en charge progressive des étudiants inscrits au sein de ces cursus.

Point 6 : Adhésion de l'établissement au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion du Bas-Rhin

Aymée Rogé rappelle, que comme tout employeur, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a l'obligation de veiller à l'état de santé et au bien-être au travail de ses agents.

Pour ce faire, il est proposé d'adhérer au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion du Bas-Rhin.

Aymée Rogé expose les conditions d'adhésion (les conditions tarifaires ainsi que les agents concernés).

Les membres du conseil d'administration approuvent cette délibération à l'unanimité.

Point 7 : Désignation d'un délégué élu membre du conseil d'administration siégeant aux instances du Groupement d'action sociale du Bas-Rhin

Lors de la réunion du conseil d'administration du 21 février, il a été décidé de l'adhésion de l'établissement au GAS et au CNAS, par l'intermédiaire du GAS.

Ces instances souhaitent qu'un délégué élu parmi les représentants du conseil d'administration soit désigné.

Alain Spohr, représentant du personnel administratif et technique, se propose pour être ce représentant.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité cette proposition.

Point 8 : Convention pluriannuelle de partenariat avec le Conseil général du Bas-Rhin

David Cascaro rappelle que les Conseils généraux alsaciens n'avaient pas souhaité participer à la création du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et y être représenté au conseil d'administration.

Toutefois, le Conseil général du Bas-Rhin, qui participait déjà antérieurement en partie au financement de l'École supérieure des arts décoratifs, s'est doté en octobre 2010 d'un programme pluriannuel en faveur de la culture, du patrimoine et de la mémoire.

D'autre part, David Cascaro rappelle l'intérêt du Conseil général du Bas-Rhin pour les actions menées par l'établissement en particulier en matière d'ateliers publics, de formation d'intervenants plasticiens (via le CFPI à l'ESADS, notamment) et de classes à horaires aménagés en arts plastiques.

Le Conseil général du Bas-Rhin souhaite en outre s'appuyer à l'avenir sur l'établissement comme partenaire ressource pour mettre en place une évaluation de l'enseignement des arts plastiques dans les établissements d'enseignements subventionnés par le Département.

Dans ce cadre, et pour pérenniser et développer le lien qui existe depuis plusieurs années entre le Conseil général du Bas-Rhin et l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, David Cascaro expose la convention de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le Conseil général du Bas-Rhin.

Yves Aubert précise que la subvention octroyée par le Conseil général ne correspond pas à un financement supplémentaire mais à une formalisation d'une action menée par le Conseil général du Bas-Rhin depuis plusieurs années.

Les membres du conseil d'administration approuvent le projet de convention entre l'établissement et le Conseil général du Bas-Rhin et autorisent le Président à signer la convention.

Des contacts devront être pris avec le Conseil général du Haut Rhin pour exposer l'activité de l'établissement et le solliciter quant à un financement éventuel.

Point 9 : Conventions avec les collèges Pasteur (Strasbourg) et Kennedy (Mulhouse) pour l'organisation de classes à horaires aménagés en arts plastiques

David Cascaro présente aux membres du conseil d'administration le dispositif CHAAP (classes à horaires aménagés arts plastiques) dans lequel sont engagées les deux écoles d'art de l'établissement et les collèges Pasteur de Strasbourg et Kennedy de Mulhouse.

Ce dispositif permet à des étudiants en arts plastiques de se professionnaliser en intervenant auprès de collégiens et lycéens.

Les membres du conseil d'administration adhèrent à ce projet et approuvent à l'unanimité les conventions de partenariats entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et les collèges Pasteur de Strasbourg et Kennedy de Mulhouse.

Point 10 : Convention de partenariat avec la Fondation Culture et diversité

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

David Cascaro présente la Fondation Culture et diversité créée par Marc Ladreit de Lacharrière dans un but de mécénat culturel.

Le programme Égalité des chances de cette fondation a pour vocation de faire de la culture un outil d'insertion sociale. Elle souhaite faciliter l'accès des jeunes issus de milieux défavorisés aux études supérieures dans les domaines artistiques et culturels. La Fondation souhaite désormais élargir son programme aux écoles proposant un cursus en design.

Les membres du conseil d'administration adhèrent à la démarche de ce programme et approuvent le projet de convention entre l'établissement, la Fondation Culture et diversité, le Ministère de la culture et de la communication et les autres écoles partenaires du projet.

Point 11 : Attribution d'une aide financière forfaitaire aux étudiants en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)

David Cascaro expose aux membres du conseil d'administration les besoins des étudiants qui passent leur DNSEP : frais de production du projet, de reproduction du mémoire, etc.

Il présente ensuite le dispositif en place à l'ESADS depuis 2008, à savoir une bourse de 100 € octroyée à chaque étudiant passant le DNSEP. Le dispositif au Quai prévoit quant à lui une prise en charge directe de l'acquisition des matériaux nécessaires à la production du projet des étudiants.

Daniel Payot propose aux membres du conseil d'administration une harmonisation du dispositif : la mise en place d'une bourse de 100 € par an pour tous les étudiants passant leur DNSEP.

Suite à des questions à ce sujet de plusieurs membres du conseil, il est par ailleurs précisé qu'une aide en nature est apportée par le Conservatoire de Strasbourg aux étudiants musiciens diplômables pour le passage de leur diplôme.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité l'octroi d'une bourse de 100 € par an pour chaque étudiant présenté au DNSEP.

Point 12 : Adhésion de l'établissement à des organismes professionnels

Aymée Rogé énumère les organismes professionnels auxquels les écoles d'art de l'EPCC adhéraient jusqu'à présent et propose aux membres du conseil d'administration de renouveler l'ensemble de ces adhésions.

Aymée Rogé précise que les cotisations prévues dans la délibération correspondent à celles payées l'année précédente, une adaptation à la marge pouvant s'avérer nécessaire en fonction des évolutions des tarifs de cotisations annuelles de ces organismes.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Point 13 : Noms de l'établissement et de l'enseignement supérieur de la musique

David Cascaro rappelle que le choix du nom pour l'enseignement supérieur de la musique ainsi que pour l'établissement est primordial pour faciliter leur identification aux niveaux régional, national mais aussi international. Le nom de l'établissement devra ainsi être facilement communicable à l'étranger.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Plusieurs réunions avec les étudiants, les personnels enseignants et administratifs ont été organisées pour le choix du nom de l'établissement, ainsi qu'avec le Ministère de la culture pour le choix du nom de l'enseignement supérieur de la musique. Une étude auprès d'autres établissements français et étrangers a aussi été menée.

Pour l'enseignement supérieur de la musique, Daniel Payot met au vote le nom de « Académie supérieure de musique de Strasbourg ». Ce nom recueille l'approbation de l'ensemble des votants moins une abstention.

Pour le nom de l'établissement, il est proposé le nom de « Haute école des arts du Rhin ». Daniel Payot souligne que ce nom marque l'ancrage de l'établissement dans les territoires alsacien et européen. Ce nom démarque aussi l'établissement des autres écoles françaises et valorise la pluridisciplinarité de l'établissement.

Les représentants musiciens remarquent que l'acronyme de Haute école des arts du Rhin (HEAR) correspond, en anglais, aux notes de musique « Si Mi La Ré ».

Frédéric Dupuis propose le nom de : « École supérieure des arts du Rhin ».

Daniel Payot met au vote ces deux propositions.

« Haute école des arts du Rhin » est choisi pour nom de l'établissement à l'unanimité moins une voix.

Il sera vérifié dans quelle mesure les statuts devront être modifiés pour intégrer ces deux changements.

Point 14 : Changement de l'adresse du siège du Pôle

La direction et l'administration générale, les services administratifs et techniques de l'établissement situés à Strasbourg sont, pour l'essentiel, installés dans les locaux de l'ESADS, 1 rue de l'Académie.

Six mois après le transfert des personnels et quelques semaines après le transfert des biens à l'établissement, la localisation du siège de l'établissement à la Cité de la musique et de la danse, place Dauphine à Strasbourg, s'avère peu adaptée.

Les statuts du conseil d'administration prévoient la possibilité de transférer le siège de l'établissement par décision du conseil d'administration.

David Cascaro propose ainsi, notamment pour simplifier la réception des courriers, que le siège de l'établissement soit transféré 1 rue de l'Académie, 67 076 Strasbourg Cedex.

Les membres du conseil d'administration sont favorables à ce changement et l'approuvent à l'unanimité.

Point 15 : Actualité de l'établissement

Il est fait un point rapide des moments phares ayant eu lieu ou à venir au sein de la Haute école des arts du Rhin :

- la semaine « Hors Limites 2012 » qui réunit l'ensemble des étudiants de l'établissement au sein d'une offre de workshops transdisciplinaires et multi-sites ;


HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- la soirée pluridisciplinaire « Ebouriffé », concert/spectacle à l'auditorium de la Cité de la Musique et de la Danse,
- le week-end « Avant Première », initiative étudiante à Strasbourg réunissant étudiants musiciens et plasticiens,
- l'exposition au Musée de l'Impression sur étoffes de Mulhouse d'étudiants en Design du Quai,
- la participation des étudiants en design de l'ESADS au Salon du Design de Milan,
- la perspective que soit accueillie prochainement à Strasbourg, la North American Saxophone Alliance, ce qui permettrait un rayonnement international de la HEAR.

Il est rappelé que le prochain conseil d'administration se réunira le 26 juin à Strasbourg.

Daniel Payot remercie l'ensemble des participants et clôt la séance.



Le Président
Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration

n° 049- 2012 du 13 avril 2012

Objet : siège de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Exposé des motifs

L'article 2 des statuts de l'établissement public de coopération culturelle créé le 1^{er} janvier 2011 regroupant le Quai, école supérieure d'art de Mulhouse, l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, les enseignements supérieurs de la musique du Conservatoire de Strasbourg, dispose que l'établissement « *a son siège à Strasbourg, Cité de la musique et de la danse, 1 place Dauphine Strasbourg. L'établissement est composé de plusieurs sites, à Mulhouse et Strasbourg. Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration prise après accord des Villes de Mulhouse et Strasbourg* ».

Six mois après le transfert des personnels et quelques semaines après le transfert des biens à l'établissement, la localisation du siège du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts s'avère en pratique peu adaptée.

En effet, la direction et l'administration générale, les services administratifs et techniques du Pôle situés à Strasbourg, sont pour leur plus grande part localisés sur le site de l'école supérieure des arts décoratifs, 1 rue de l'Académie à Strasbourg, la Cité de la musique et de la danse accueillant le service en charge des études supérieures musicales et une salle de réunion dédiée au Pôle.

Dès lors, la localisation du siège de l'établissement à la Cité de la musique et de la danse allonge les délais de réception du courrier destiné aux services partagés du Pôle, ce qui peut s'avérer dommageable pour les documents et courriers relatifs à la gestion des ressources humaines ou aux marchés publics par exemple.

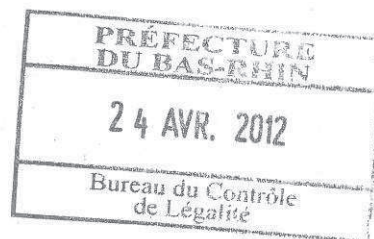
Aussi est-il proposé de transférer le siège de l'établissement au 1 rue de l'Académie, 67 076 Strasbourg Cedex.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le conseil d'administration
après en avoir délibéré
décide

- Le transfert du siège de l'établissement public de coopération culturelle alsacien créé le 1^{er} janvier 2011 au 1 rue de l'Académie, 67 076 Strasbourg Cedex.
- La modification de l'article 2 des statuts consécutive.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 037-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

2^{ème} point de l'ordre du jour : Convention financière avec les villes de Mulhouse et Strasbourg

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

- la convention financière passée entre le Pôle et la Ville de Strasbourg, d'une part, le Pôle et la Ville de Mulhouse, d'autre part ;

Autorise

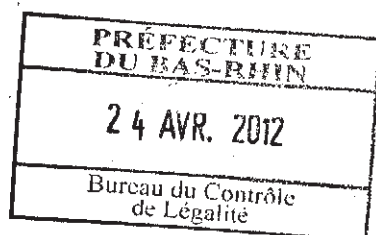
- le Président ou son représentant à signer et à exécuter lesdites conventions le cas échéant, ainsi que tous les actes y afférents.

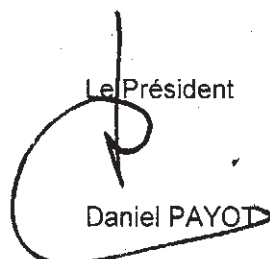
Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 037- 2012 du 13 avril 2012



Objet : Convention financière avec les villes de Mulhouse et Strasbourg

Exposé des motifs

Les statuts de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, adoptés par les assemblées délibérantes des deux Villes et de la CUS en décembre 2010, ont permis la création de l'établissement public au 1er janvier 2011, conformément au calendrier imposé par l'Etat. Ce dernier a cependant accordé un délai pour permettre aux collectivités partenaires d'organiser le transfert dans de bonnes conditions des personnels et des biens nécessaires à l'exercice des activités d'enseignement, fixé au 1^{er} octobre 2011.

Or, afin d'accompagner la mise en place de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, dont l'autonomie est acquise pour les personnels qu'il gère et rémunère en propre depuis le 1^{er} octobre 2011 ainsi que pour son budget et sa comptabilité, les Villes de Strasbourg et Mulhouse continuent néanmoins d'avancer des dépenses pour son compte. Elles rendent d'autre part à l'établissement un certain nombre de services à titre gracieux pour son bon fonctionnement.

Les conventions financières jointes en annexe visent ainsi à régler les conditions financières des dépenses avancées ou prises en charge par les Villes de Strasbourg et Mulhouse :

- les dépenses avancées par les Villes pour le compte de l'établissement public leur sont intégralement remboursées ;
- les services rendus à titre gratuit par les Villes pour le compte du Pôle sont explicités.

Conformément aux dispositions de ces conventions, il est prévu qu'un état détaillé des dépenses avancées par les Villes pour le compte du Pôle sera établi en fin d'année et envoyé à l'établissement, pour remboursement.

Il est donc proposé d'autoriser le Président à signer les projets de convention avec les villes joints en annexe ainsi que tous les actes y afférents.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve la convention financière passée entre le Pôle et la Ville de Strasbourg, d'une part, le Pôle et la Ville de Mulhouse, d'autre part ;
- autorise le Président ou son représentant à signer et à exécuter lesdites conventions le cas échéant, ainsi que tous les actes y afférents.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

[illegible][illegible]

Code CNP	Libellé générale	Libellé détaillé	Nomenclature PAESA
DA09105	Prévisions, échantillonnage, de sondage, juries et de répartition en justice	Prévisions, échantillonnage, de sondage, juries et de répartition en justice	Prévisions, échantillonnage, de sondage, juries et de répartition en justice
DA09205	Autres prestations d'expertise et de conseil	Autres prestations d'expertise et de conseil	Autres prestations d'expertise et de conseil
DA09305	Acquisition d'équipements (y compris pièces et accessoires), machines matérielles postaux	Acquisition d'équipements (y compris pièces et accessoires), machines matérielles postaux	Acquisition d'équipements (y compris pièces et accessoires), machines matérielles postaux
DA1010A	Acquisition de boîtes d'expédition (ou formats et cartouches d'emballage pour expéditions, accessoires compris)	Acquisition de boîtes d'expédition (ou formats et cartouches d'emballage pour expéditions, accessoires compris)	Acquisition de boîtes d'expédition (ou formats et cartouches d'emballage pour expéditions, accessoires compris)
DA1020A	Acquisition de pièces bureautiques (matérielles et informatiques) (hors enveloppes et postales)	Acquisition de pièces bureautiques (matérielles et informatiques) (hors enveloppes et postales)	Acquisition de pièces bureautiques (matérielles et informatiques) (hors enveloppes et postales)
DA1030A	Tous formats avec ou sans marquage postal (pièces) prêts à poster et enveloppes prêtes à affranchir	Tous formats avec ou sans marquage postal (pièces) prêts à poster et enveloppes prêtes à affranchir	Tous formats avec ou sans marquage postal (pièces) prêts à poster et enveloppes prêtes à affranchir
DA1040A	Locations d'équipements (y compris pièces et accessoires), machines matérielles postaux	Locations d'équipements (y compris pièces et accessoires), machines matérielles postaux	Locations d'équipements (y compris pièces et accessoires), machines matérielles postaux
DA1010L	Prévisions d'affranchissement de lettres et de colis (hors tarifs conforité) et services de distribution	Prévisions d'affranchissement de lettres et de colis (hors tarifs conforité) et services de distribution	Prévisions d'affranchissement de lettres et de colis (hors tarifs conforité) et services de distribution
DA0910S	Prévisions de formation professionnelle (sans diplôme)	Prévisions de formation professionnelle (sans diplôme)	Prévisions de formation professionnelle (sans diplôme)
DA0910S	Prévisions de qualification et d'insertion professionnelle	Prévisions de qualification et d'insertion professionnelle	Prévisions de qualification et d'insertion professionnelle
DA0930S	Licences et développement de logiciels pour les besoins administratifs destinés aux cabinets (hors IT sur réseau)	Licences et développement de logiciels pour les besoins administratifs destinés aux cabinets (hors IT sur réseau)	Licences et développement de logiciels pour les besoins administratifs destinés aux cabinets (hors IT sur réseau)
DA0930S	Maintenance des logiciels (hors IT sur réseau)	Maintenance des logiciels (hors IT sur réseau)	Maintenance des logiciels (hors IT sur réseau)
DA0930S	Acquisition de logiciels (hors IT sur réseau)	Acquisition de logiciels (hors IT sur réseau)	Acquisition de logiciels (hors IT sur réseau)
DA0930S	Acquisition de matériel et logiciels informatiques	Acquisition de matériel et logiciels informatiques	Acquisition de matériel et logiciels informatiques
DA1040A	Acquisition de matériel de bureau, saloirs de réunion, accueil	Acquisition de matériel de bureau, saloirs de réunion, accueil	Acquisition de matériel de bureau, saloirs de réunion, accueil
DA1010A	Acquisition de biens et droits d'entraînes de toutes natures (hors titres de transport) et plans de réhabilitation ou de concert	Acquisition de biens et droits d'entraînes de toutes natures (hors titres de transport) et plans de réhabilitation ou de concert	Acquisition de biens et droits d'entraînes de toutes natures (hors titres de transport) et plans de réhabilitation ou de concert
DA1010A	Collations et cafés	Collations et cafés	Collations et cafés
DA1010A	Location de mobilier	Location de mobilier	Location de mobilier
DA0930H	Prévisions de services de flux (y compris transmissions de données (abonnements et communications))	Prévisions de services de flux (y compris transmissions de données (abonnements et communications))	Prévisions de services de flux (y compris transmissions de données (abonnements et communications))
DA1010S	Prévisions d'assurances	Prévisions d'assurances	Prévisions d'assurances
DA0930S	IVA Intracomunitaire	IVA Intracomunitaire	IVA Intracomunitaire
DA0930S	Acquisition de fournitures, accessoires et machines de bureau (hors machines de reproduction de documents, d'impression, d'ordinateurs et de communication)	Acquisition de fournitures, accessoires et machines de bureau (hors machines de reproduction de documents, d'impression, d'ordinateurs et de communication)	Acquisition de fournitures, accessoires et machines de bureau (hors machines de reproduction de documents, d'impression, d'ordinateurs et de communication)
DA1020A	Acquisition de fournitures, matériels et équipements pour la conservation, la restauration, la mise en page de documents graphiques et documents administratifs (pièces et accessoires compris)	Acquisition de fournitures, matériels et équipements pour la conservation, la restauration, la mise en page de documents graphiques et documents administratifs (pièces et accessoires compris)	Acquisition de fournitures, matériels et équipements pour la conservation, la restauration, la mise en page de documents graphiques et documents administratifs (pièces et accessoires compris)
DA1010A	Acquisition de biens, services et participations d'information d'infra et équipements, CD, CO-ROM et DVD de document d'affaires avec ou sans logiciel	Acquisition de biens, services et participations d'information d'infra et équipements, CD, CO-ROM et DVD de document d'affaires avec ou sans logiciel	Acquisition de biens, services et participations d'information d'infra et équipements, CD, CO-ROM et DVD de document d'affaires avec ou sans logiciel
DA0930A	Services d'information et de conseil	Services d'information et de conseil	Services d'information et de conseil

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Règles générales de passation des marchés publics du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Article 1 : Définition

Il est rappelé que tout achat réalisé à titre onéreux pour répondre à ses besoins du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, est un marché public, à partir du 1^{er} euro dépensé.

En effet, un marché public est un contrat écrit et conclu à titre onéreux entre l'EPCC (appelé *pouvoir adjudicateur*) et une société ou avec une autre collectivité (appelé *opérateur économique*), pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Article 2 : Les grands principes des marchés publics :

Les grands principes de la commande publique sont applicables à tous les marchés publics. Quel que soit leur montant, les marchés publics passés par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts respectent les principes de :

- liberté d'accès à la commande publique,
- égalité de traitement des candidats,
- transparence dans les procédures.

Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. Ils exigent une définition préalable des besoins de l'acheteur public, le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Article 3 : Règles générales de procédures :

La passation de marchés publics est encadrée par des procédures, destinées, selon la nature, l'objet des dépenses et leur montant, à organiser la publicité et la mise en concurrence des marchés.

Le Code des marchés publics définit six procédures de passation formalisées pour conclure un marché public :

- Cinq procédures sont formalisées et soumises à des règles strictes imposées par le Code des marchés publics :
 - L'appel d'offres ouvert ou restreint
 - La procédure négociée
 - La procédure de concours
 - Le dialogue compétitif
 - Le système d'acquisition dynamique

Une procédure adaptée - appelée MAPA - dont les modalités sont fixées par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et décrite ci-dessous :

Article 4 : Règles de cumul de montant

Les procédures de mise en concurrence applicables aux marchés publics (procédure adaptée, procédure formalisée) sont déterminées en fonction des montants des travaux, fournitures ou services dont la commande est envisagée.

A ce titre, l'article 27 du Code des marchés publics définit les méthodes qu'il convient d'utiliser pour comparer les montants de marchés aux seuils et ainsi choisir la procédure adéquate.

Le « saucissonnage », (fractionnement illégal des achats pratiqué pour rester en dessous des seuils de procédure formalisée), est interdit. Il peut-être constitutif d'un délit de favoritisme.

Ces règles générales, qui s'appliquent quel que soit le nombre de prestataires auxquels il est fait appel, se déclinent de la manière suivante selon la nature des marchés.

Article 4.1 : Pour les marchés de travaux : les notions d'ouvrage et d'opération

Le marché de travaux défini à l'article 1er du code se caractérise par le fait que le pouvoir adjudicateur en est le maître d'ouvrage, c'est-à-dire la personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit.

Pour évaluer le montant d'un marché de travaux, doit être pris en compte la valeur globale des travaux se rapportant à une même opération, qui peut porter sur un ou plusieurs ouvrages, valeur à laquelle on ajoute la valeur des fournitures nécessaires à leur réalisation que le pouvoir adjudicateur met à la disposition des opérateurs.

- **la notion d'opération de travaux**

Cette notion revêt une importance particulière pour le calcul des seuils.

Un marché de travaux, au sens du code, est un marché conclu avec des entrepreneurs qui a pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution d'un ouvrage ou de travaux de bâtiment ou de génie civil répondant à des besoins précisés par le pouvoir adjudicateur, qui en exerce la maîtrise d'ouvrage

L'opération de travaux ne peut être scindée en fonction de l'objet des travaux, des procédés techniques utilisés ou de leur financement, lorsqu'ils sont exécutés dans une même période de temps et sur une zone géographique donnée.

- **la notion d'ouvrage**

Le code de marché publics définit la notion d'ouvrage, conformément au droit communautaire, comme désignant le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir, par lui-même, une fonction économique ou technique. Il en résulte que peuvent constituer un ouvrage des travaux réalisés par plusieurs pouvoirs adjudicateurs.

Ainsi, l'ouvrage est le résultat obtenu à l'achèvement des travaux de construction, de restructuration ou de réhabilitation d'un immeuble ou encore de travaux de génie civil.

Article 4.2 : Pour les marchés de fournitures et de services : le caractère homogène

Qu'il s'agisse de fournitures ou de services, le principe est identique : les marchés « homogènes », qui portent sur des prestations présentant des affinités entre elles, doivent voir leurs montants agrégés.

En d'autres termes, les montants des marchés qui ont, soit la même finalité, soit les mêmes caractéristiques, doivent être additionnés pour être comparés aux seuils.

La délimitation d'une catégorie homogène de fournitures ou de services ne doit pas avoir pour effet de soustraire des marchés aux règles qui leur sont normalement applicables.

Afin d'estimer de manière sincère et raisonnable la valeur totale des fournitures ou des services, la valeur prise en compte est celle des fournitures ou de services homogènes :

- **soit en raison de leurs caractéristiques propres** : les fournitures ou services concernés ont la même nature, le même objet. Ils appartiennent à la même famille dans la nomenclature identifiée par un code nomenclature.

Le montant des achats réalisés annuellement sur un même code nomenclature pour une collectivité donnée représente le seuil de procédure atteint par cette collectivité pour cette famille d'achat. Toutes les prestations entrant donc dans la même famille de nomenclature doivent voir leurs montants cumulés.

- **soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle**

Cette notion suppose une pluralité de services ou de fournitures concourant à la réalisation d'un même projet. Dans cette hypothèse, l'ensemble des prestations nécessaires à l'élaboration d'un projet, et faisant partie d'un ensemble cohérent, est pris en compte de manière globale. Si le montant total de cette évaluation est supérieur aux seuils de procédures formalisées, l'acheteur devra s'y conformer. Dans le cas contraire, il pourra recourir à une procédure adaptée.

Ainsi, toutes les fournitures et/ou services faisant partie d'une même unité fonctionnelle doivent voir leurs montants cumulés.

Le choix entre ces deux formules ne doit, en aucun cas, être effectué pour permettre de soustraire les marchés aux règles de procédure fixées par le code. Il est recommandé aux acheteurs d'effectuer ce choix, au moment où ils déterminent la nature et l'étendue de leurs besoins de services et de fournitures..

Un même achat doit donc être recensé soit en vertu de ses caractéristiques propres, soit en raison de son appartenance à une unité fonctionnelle.

Les précisions suivantes méritent d'être apportées :

- ❖ en cas d'un marché dont l'objet relèverait de plusieurs familles d'achat de la nomenclature, la famille la plus représentative de l'objet du marché est retenue ;
- ❖ dans le cas d'une famille de nomenclature ou d'une unité fonctionnelle dont le montant, estimé avec sincérité, serait inférieur à 90 000 € HT, il est possible de passer chaque marché la composant selon la procédure applicable à son montant propre ;
- ❖ la survenance de besoins nouveaux, alors même que les besoins ont été évalués de manière sincère et raisonnable, peut donner lieu, sauf dans le cas où un avenant est suffisant, à la conclusion d'un nouveau marché. La procédure de passation de ce nouveau marché sera déterminée en fonction du montant des nouveaux besoins.
Lorsque ces besoins font l'objet d'un marché dont le montant est apprécié séparément, l'imprévisibilité, c'est-à-dire le caractère nouveau du besoin, doit être réelle : elle ne saurait autoriser un fractionnement fictif du marché.

Le montant des marchés de service non prioritaires passés en application de l'article 30 du code des marchés publics est évalué selon les règles décrites ci-dessus.

Article 5 : Procédures applicables à l'établissement

	MAPA 0	MAPA 1 ^{er} seuil	MAPA 2 ^{ème} seuil	MAPA 3 ^{ème} seuil	Formalisée
Seuil	0 à 15 000 € HT	de 15 000 € HT à 50 000 € HT	de 50 000 € HT à 90 000 € HT	de 90 000 € HT à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services (et à 5 000 000 € HT pour les marchés de travaux)	Montants supérieurs à 200 000 € HT (et à 5 000 000 € HT pour les marchés de travaux)
Procédure	Adaptée				Formalisée
Avis de la Commission consultative	Non	Non	Oui	Oui	Non (CAO)
Signature des actes relatifs au lancement, à l'attribution, à la modification par avenant	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Président (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).

PA : Pouvoir adjudicateur

* JAL : Journal d'annonces légales

** Journal Officiel de l'Union Européenne

Article 6 : Dispositions d'application

Le directeur de l'EPCC est chargé de la mise en œuvre et de la déclinaison auprès des services du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des présentes règles générales de passation des marchés publics.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 038-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

3^{ème} point de l'ordre du jour : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement

Le Conseil,

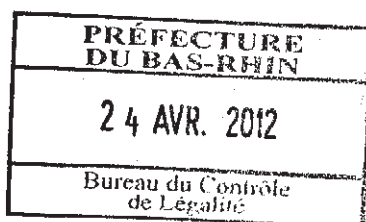
après en avoir délibéré,
vu l'article 22 du code des marchés publics
vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

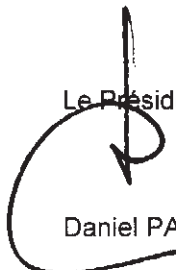
- **approuve** les règles générales de passation des marchés publics modifiées et la nomenclature modifiée jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- **donne délégation au Directeur du Pôle** pour adapter si besoin en cours d'année la nomenclature, à la condition qu'il rende compte au présent conseil des décisions prises en vertu de cette délégation une fois par an.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 038-2012 du 13 avril 012

Objet : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement

Exposé des motifs

Contexte

Par délibération du 15 novembre 2011, le conseil d'administration du Pôle Alsace d'enseignement des arts, fixait, comme le prévoit l'article 12 des statuts de l'établissement, « *les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés* ».

Ce faisant, il déterminait « *les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation* ».

Depuis, le décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 est venu assouplir certains seuils du Code des marchés publics, offrant des possibilités d'adaptation des procédures de publicité et de mise en concurrence notamment pour les marchés dont les montants hors taxes sont inférieurs à 15 000 euros. Ce texte relève en effet le seuil de dispense de procédure à 15 000 euros HT, contre 4 000 € HT précédemment, en demandant au pouvoir adjudicateur de garantir, en dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Aussi ce texte est-il accompagné des conditions suivantes pour le pouvoir adjudicateur : « *Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il veille à choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin* ». L'article 28 du Code des marchés publics a également été modifié en relevant les seuils des marchés nécessitant l'adoption d'une procédure formalisée à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services et à 5 000 000 € HT pour les achats de travaux.

Ces évolutions réglementaires sont l'occasion pour l'établissement, quelques mois après le début de son autonomie en matière d'achat public, d'adapter ses règles générales, sans toutefois revenir sur les principes fondamentaux adoptés le 22 novembre 2011.

Aussi est-il proposé de procéder aux ajustements et amendements suivants :

Nomenclature

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a arrêté en novembre 2011 la nomenclature des achats publics qu'il sera amené à réaliser. Cette nomenclature, ou codification, fixe les articles, ou familles d'achat, au regard desquels les seuils applicables aux marchés publics doivent être respectés, permettant ainsi de déterminer, pour chaque achat, la procédure de passation de marché applicable.

Après quatre mois de fonctionnement, cette nomenclature nécessite d'être adaptée aux réalités de l'établissement. Une version modifiée est ainsi proposée en annexe. Il est également proposé d'autoriser le Directeur à modifier cette nomenclature en cours d'année dans la mesure où :

- des besoins nouveaux peuvent se faire jour ;
- un ou deux exercices budgétaires seront nécessaires à l'établissement pour disposer d'une visibilité complète de ses besoins à la nouvelle échelle qui est la sienne puisque les seuils des marchés sont évalués à l'aune d'une année complète d'exercice, voire plusieurs, en cas de marchés reconductibles.

Le directeur rendra compte, une fois par an au conseil d'administration, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Règles générales de passation des marchés publics

Les procédures internes dont s'est doté le Pôle pour garantir à la fois le respect des principes de la commande publique et lui apporter la souplesse permise et recherchée du fait de son autonomie sont modifiées du fait du relèvement réglementaire des seuils évoqué plus haut. Ces modifications figurent dans le document nommé « Règles générales de passation des marchés publics du Pôle Alsace d'enseignement des arts », joint en annexe, qu'il appartient au Directeur de mettre en œuvre et décliner auprès des services du Pôle, notamment en ce qui concerne les modalités de publicité et de mise en concurrence dans le cas des marchés à procédure adaptée.

Pour mémoire, il convient également de rappeler que l'article 27 du Code des marchés publics définit les méthodes à utiliser pour comparer les montants de marchés aux seuils et ainsi choisir la procédure adéquate.

Ainsi, afin d'estimer de manière sincère et raisonnable la valeur totale des fournitures et services, qui représentent l'essentiel des marchés de l'établissement, la valeur prise en compte est appréciée à partir du caractère homogène des achats. Cette homogénéité peut s'apprécier de deux façons :

- - soit en raison de leurs caractéristiques propres : les fournitures ou services concernés ont la même nature, le même objet. Ils appartiennent à la même famille dans la nomenclature identifiée par un code nomenclature ;
- - soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle : cette technique s'applique à l'ensemble des dépenses – fournitures et services - visant à la réalisation d'un événement ou d'un projet qui nécessite plusieurs types de dépenses. Si le montant total de l'évaluation des besoins, tout type de dépense confondu, est supérieur aux seuils de procédures formalisées, le pouvoir adjudicateur doit s'y conformer. Dans le cas contraire, il pourra recourir aux procédures adaptées.

Les règles générales de passation des marchés de l'établissement rappellent ces notions et prévoient également la souplesse suivante, également en vigueur dans d'autres collectivités : dans le cas de famille de nomenclature ou d'une unité fonctionnelle dont le montant, estimé avec sincérité, est inférieur à 90 000 € HT, il est possible de passer chaque marché la composant selon la procédure applicable à son montant propre.

De la même façon, elles précisent l'application de la nomenclature retenue : dans le cas de marché dont l'objet relèverait de plusieurs familles d'achat de la nomenclature, la famille la plus représentative de l'objet du marché est retenue.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré,
vu l'article 22 du code des marchés publics
vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

- approuve les règles générales de passation des marchés publics modifiées et la nomenclature modifiée jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- donne délégation au Directeur du Pôle pour adapter si besoin en cours d'année la nomenclature, à la condition qu'il rende compte au présent conseil des décisions prises en vertu de cette délégation une fois par an.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 039-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

4^{ème} point de l'ordre du jour : Tarifs des ateliers publics (cours du soir), de la Sommerakademie et du CFPI – Délégation

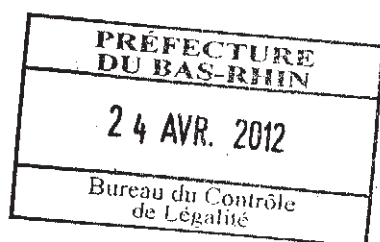
Le Conseil, après en avoir délibéré

- **fixe** les droits d'inscription des ateliers publics, de la Sommerakademie et du CFPI à partir des inscriptions 2012 du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts aux tarifs détaillés en annexe 3;
- **autorise** l'établissement à percevoir les droits d'inscription correspondants ;
- **donne délégation au Directeur** pour fixer par arrêté les tarifs de l'établissement autres que ceux relevant statutairement des attributions du conseil d'administration et autorise l'établissement à percevoir les recettes correspondantes.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

**Tarifs du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts
à compter des inscriptions 2012**

2^{ème} proposition : Harmonisation à terme des tarifs des ateliers publics de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai

Tarifs des ateliers publics

Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

Tarif annuel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif réduit
Gravure et photographie	292 €	146 €
Autres cours du soir et du mercredi	204 €	102 €

Tarif semestriel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif réduit
Gravure et photographie	146 €	73 €
Autres cours du soir et du mercredi	102 €	51 €

Bénéficiaires du tarif réduit :

- étudiants jusqu'à 25 ans révolus, sur présentation d'une carte de réduction
- lycéens, sur présentation d'une carte de lycéen ou d'un certificat de scolarité
- chômeurs, sur présentation d'un justificatif en cours de validité
- agents de la Communauté urbaine de Strasbourg, agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, sur présentation de tout document en cours de validité, permettant de justifier la situation.
- ménages ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 €, sur présentation d'une attestation datée de moins de 6 mois délivrée par la Caisse d'allocations familiales, ou à défaut par la Mairie de Strasbourg.

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement.

Ecole supérieure d'art, le Quai, de Mulhouse :

Tarif annuel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif spécial	Demi-tarif
Photographie, Infographie, Gravure-lithographie	345 €	304 €	173 €

Dessin, Dessin (modèle vivant), Peinture-initiation, Peinture – initiés (anciennement à 300 €), Histoire de l'art du XIX ^e siècle, Histoire de l'art moderne (anciennement à 300 €)	264 €	224 €	132 €
--	-------	-------	-------

Tarif semestriel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif résident	Tarif réduit
Photographie, Infographie, Gravure-lithographie	173 €	152 €	87 €
Dessin, Dessin (modèle vivant), Peinture - initiation, Peinture - initiés (anciennement à 300 €), Histoire de l'art du XIX ^e siècle, Histoire de l'art moderne (anciennement à 300 €)	132 €	112 €	66 €

Bénéficiaires du tarif réduit :

- étudiants jusqu'à 25 ans révolus, sur présentation d'une carte de réduction
- lycéens, sur présentation d'une carte de lycéen ou d'un certificat de scolarité
- chômeurs, sur présentation d'un justificatif en cours de validité
- agents de la Ville de Mulhouse et de m2A, agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, sur présentation de tout document en cours de validité, permettant de justifier la situation.

Bénéficiaires du tarif résident :

Personnes imposées aux contributions directes locales à Mulhouse.

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement

Tarifs de la Sommerakademie

Sommerakademie	180 €
----------------	-------

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement

Tarifs du CFPI

Centre de formation pour intervenants	124 €
---------------------------------------	-------

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 040-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

5^{ème} point de l'ordre du jour : Remboursement par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **approuve** le remboursement à la Communauté urbaine de Strasbourg par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique,
- **autorise** le Président ou son représentant à signer la convention relative à ce remboursement ainsi que les décomptes annuels servant de justificatif.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 040- 2012 du 13 avril 2012

Objet : Remboursement par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique

Exposé des motifs

Par délibérations respectives des 6 et 17 décembre 2010, le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg ont approuvé la création de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, regroupant l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai, l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, le Conservatoire de Strasbourg pour l'enseignement supérieur.

Le projet du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a pour caractéristique originale de mêler des activités d'enseignement supérieur des arts plastiques et de la musique. La mise en œuvre des enseignements prévus à cet effet s'appuie notamment sur des personnels mis à disposition ou transférés par leurs collectivités d'origine.

L'enseignement supérieur de la musique est assuré par des enseignants du Conservatoire de Strasbourg, agents de la Communauté urbaine de Strasbourg, dont l'activité principale est consacrée à l'enseignement initial, non intégré au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Les quotas horaires affectés à l'enseignement supérieur étant variables d'une année scolaire à l'autre et inférieurs à un mi-temps, les modalités de mises à disposition ou de transfert ne sont pas adaptées. Pour les enseignants du Conservatoire de Strasbourg (titulaires, contractuels ou vacataires) effectuant des heures d'enseignement à la fois pour l'enseignement initial et pour l'enseignement supérieur de musique, il est proposé que :

- leur employeur demeure la Communauté urbaine de Strasbourg,
- leur temps de travail effectué pour l'enseignement supérieur donne lieu à un remboursement de la part du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts (rémunérations versées aux agents et charges patronales corrélatives),
- cet accord soit formalisé par une convention.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le remboursement à la Communauté urbaine de Strasbourg par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention relative à ce remboursement ainsi que les décomptes annuels servant de justificatif.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 041-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

6^{ème} point de l'ordre du jour : Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin

Le Conseil, après en avoir délibéré

Autorise

- Le Président ou son représentant à signer, selon les conditions précitées, la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin en vue d'organiser pour son compte l'ensemble des obligations qui découlent du titre III du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié dans le domaine de la médecine professionnelle et préventive ;

- Le Président ou son représentant à signer les avenants éventuels ;

Précise

Que les dépenses résultant de la présente délibération seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre XII-63 36 du budget du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 041- 2012 du 13 avril 2012

Objet : Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin

Exposé des motifs

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, comme tout employeur, a pour obligation de veiller à l'état de santé de ses agents en ayant comme préoccupation leur bien-être au travail et, bien entendu, d'éviter toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions.

Faute de pouvoir créer au sein de l'établissement un service de médecine professionnelle et préventive dédié, étant donné les moyens humains nécessaires induits, il apparaît judicieux pour le Pôle d'adhérer au service médecine professionnelle et préventive, créé par le Centre de Gestion du Bas-Rhin à destination des collectivités et établissements publics.

Celui-ci aura pour mission de surveiller l'état de santé des agents (notamment par le biais d'une visite obligatoire préalable à l'embauche, puis tous les deux ans), les conditions d'hygiène du travail et les risques de contagion. Il pourra être consulté sur les mesures de nature à améliorer l'hygiène générale des locaux, la prévention des accidents et des maladies professionnelles et l'éducation sanitaire.

Les agents concernés par cette prestation pourront être :

- les agents titulaires et non titulaires de l'établissement exerçant sur le site de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, qu'ils soient directement rattachés au Pôle ou mis à disposition par la CUS ;
- les agents titulaires et non titulaires exerçant au Conservatoire directement rattachés au Pôle ;
- les agents titulaires et non titulaires du Pôle exerçant à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse, qu'ils soient directement rattachés au Pôle ou mis à disposition par la Ville de Mulhouse.

Le coût annuel de cette prestation est fixé :

- pour **les agents titulaires**, à **0,25%** (agents directement rattachés au Pôle) **et 0,30%** (agents mis à disposition) de leurs traitements de base et NBI ;
- pour **les agents non-titulaires** : à **0,25%** de leurs rémunérations brutes et indemnités.

Aussi est-il proposé que l'établissement adhère au service médecine professionnelle et préventive du Centre de gestion du Bas-Rhin, par le moyen de la convention proposée en annexe. Cette convention prendra effet à la date de sa signature et sera conclue jusqu'au 31 décembre 2012. Elle prévoit un renouvellement annuel par tacite reconduction tous les 1^{er} janvier. Toutefois, elle peut bien sûr être résiliée à chaque échéance annuelle dans le respect d'un préavis de trois mois avant la date de l'échéance.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

autorise

- Le Président ou son représentant à signer, selon les conditions précitées, la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin en vue d'organiser pour son compte l'ensemble des obligations qui découlent du titre III du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié dans le domaine de la médecine professionnelle et préventive ;

- Le Président ou son représentant à signer les avenants éventuels ;

précise

Que les dépenses résultant de la présente délibération seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre XII-63 36 du budget du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 042-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

7^{ème} point de l'ordre du jour : Action sociale en faveur des agents du Pôle – Désignation du délégué élu GAS et CNAS

Le Conseil, après en avoir délibéré

Désigne

- Monsieur Alain SPOHR, membre du conseil d'administration du Pôle, en qualité de délégué élu participant aux instances du Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin et du Comité National d'Action Sociale.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 042-2012- 2012 du 13 avril 2012

Objet : Action sociale en faveur des agents du Pôle – Désignation du délégué élu GAS et CNAS

Exposé des motifs

Le Conseil d'Administration du 21 février 2012 a autorisé le Pôle à mettre en place une politique d'action sociale pour son personnel propre, à laquelle contribueront notamment le Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin (GAS) et le Comité National d'Action Sociale (CNAS).

Le GAS et le CNAS étant gérés paritairement, il convient de désigner un délégué des élus parmi les membres du Conseil d'Administration.

Celui-ci représentera le Pôle, aux côtés du délégué agent, au sein de ces deux organismes.

Il aura comme missions de participer à la vie des instances du GAS et du CNAS (une assemblée générale par an), de relayer l'information ascendante (avis et positions sur l'action sociale du GAS et du CNAS) et descendante (modifications adoptées par l'assemblée générale du GAS et du CNAS).

Ce délégué n'est pas à confondre avec les correspondants GAS et CNAS du Pôle, lesquels joueront le rôle d'interface entre les GAS et CNAS et les agents souhaitant s'informer sur les prestations sociales offertes.

Par ailleurs, un délégué agent sera désigné par le Président parmi le personnel propre au Pôle, conformément à la délibération n° 029-2012 du 21 février 2012.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

désigne

- Monsieur Alain SPOHR, membre du conseil d'administration du Pôle, en qualité de délégué élu participant aux instances du Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin et du Comité National d'Action Sociale.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 043-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

8^{ème} point de l'ordre du jour : convention pluriannuelle de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le Département du Bas-Rhin

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

le projet de convention entre le Pôle et le Département du Bas-Rhin, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

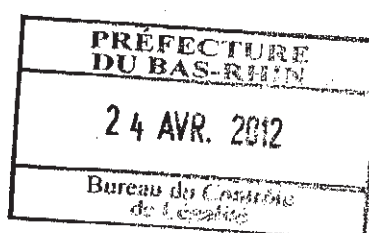
Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 043- 2012 du 13 avril 2012

Objet : convention de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le Département du Bas-Rhin

Exposé des motifs

Le Département du Bas-Rhin et l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg entretiennent des liens étroits depuis plusieurs années. Le Département et le Pôle Alsace supérieur des arts souhaitent non seulement pérenniser mais aussi développer ce partenariat, notamment en l'inscrivant dans les nouveaux cadres de référence du Département définis lors de la séance plénière du 25 octobre 2010 au cours de laquelle ce dernier a adopté les orientations de ses politiques en faveur de la culture, du patrimoine et de la mémoire pour les années 2011-2014.

Dans le cadre de ces orientations, les interventions du Département s'inscrivent dorénavant dans une « charte de développement culturel » qui recouvre :

- Le développement des enseignements artistiques ;
- Le soutien à la création et à la diffusion artistiques, notamment le soutien aux relais culturels et la charte des festivals ;
- Les langues et cultures régionales ;
- « Territoires de lectures », nouveau plan départemental de lecture publique adopté en octobre 2009 et le soutien aux éditions d'alsatiques ;
- L'action culturelle dans les territoires.

Dans le champ des enseignements artistiques, de nouvelles orientations ont été adoptées pour la période 2012-2014. Le Département y réaffirme son double objectif d'amélioration de la qualité de l'enseignement et d'accessibilité au plus grand nombre et ce à travers trois niveaux d'intervention :

- L'enseignement spécialisé ;
- Les pratiques amateurs ;
- Les actions de sensibilisation et de médiation.

La présente convention vise à soutenir le Pôle, qui peut jouer un rôle important dans le cadre de ces nouvelles orientations. En ce sens, la mise en place d'actions à destination des publics prioritaires du Département tels que les élèves des écoles de pratiques artistiques est vivement encouragée, tout comme les interventions dans les territoires du département. Le Département est tout particulièrement attentif aux actions menées par le Pôle en matière de :

- développement de pratiques amateurs – avec les ateliers publics ou les classes à horaires aménagés arts plastiques du Pôle par exemple ;
- formation de formateurs et de développement des enseignements artistiques – avec le Centre de formation des plasticiens intervenants notamment.

Par ailleurs, le Département souhaite s'appuyer sur le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts en tant que partenaire ressource du Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques. Le Pôle apportera son concours au Département dans la mise en place d'une évaluation de l'enseignement des arts plastiques dans les établissements d'enseignement artistique.

Aussi la convention proposée en annexe formalise-t-elle le partenariat entre le Pôle et le Département du Bas-Rhin sur la période 2012-2014 et prévoit une subvention départementale de 150 000 € par an en faveur du Pôle, soit 450 000 € sur la période 2012-14.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention entre le Pôle et le Département du Bas-Rhin, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 044-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

9^{ème} point de l'ordre du jour : Conventions avec les collèges Pasteur (Strasbourg) et Kennedy (Mulhouse) pour l'organisation de classes à horaires aménagés en arts plastiques

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

- le projet de convention entre le Pôle et le collège Pasteur de Strasbourg, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention ;
- le projet de convention entre le Pôle et le collège Kennedy de Mulhouse, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 044- 2012 du 13 avril 2012

Objet : Conventions avec les collèges Pasteur (Strasbourg) et Kennedy (Mulhouse) pour l'organisation de classes à horaires aménagés en arts plastiques

Exposé des motifs

Depuis la rentrée scolaire 2009 à Mulhouse, depuis la rentrée 2010 à Strasbourg, sont organisés au sein de deux écoles d'art du Pôle l'accueil et l'initiation aux pratiques artistiques de collégiens scolarisés en classes à horaires aménagés arts plastiques (CHAAP).

Le Conservatoire de musique de Strasbourg, quant à lui, mène de longue date une politique ambitieuse d'accueil d'enfants scolarisés en classes à horaires aménagés musique et danse (CHAMD) au profit de quatre classes d'élèves d'écoles élémentaires, d'une classe de collégiens et d'une classe de lycéens.

Le Pôle est soucieux de pérenniser et conforter ces partenariats, au plus grand bénéfice des étudiants comme des élèves accueillis, conformément :

- à ses missions statutaires, qui comprennent « *des activités d'animation, et de formation en direction de publics amateurs, en ou hors cadre scolaire* » ;
- aux valeurs retenues au sein de la charte d'établissement : « *Le Pôle assure une mission de service public éducatif et culturel* ».

Aussi est-il proposé d'adopter les projets de conventions joints en annexe, relatives :

- à la classe à horaires aménagés en arts plastiques organisée entre le collège Pasteur à Strasbourg et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts – site de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg ;
- à la classe à horaires aménagés en arts plastiques organisée entre le collège Kennedy à Mulhouse et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts – site de l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse, le Quai.

La Ville de Strasbourg et le Conservatoire restent compétents pour l'organisation et le suivi des classes à horaires aménagés musique et danse menées par le Conservatoire.

Il est rappelé pour mémoire que les classes à horaires aménagés visent :

- d'une part : la réussite scolaire et personnelle de tous les élèves qui en suivent le cursus, à travers une formation de qualité dispensée en partenariat par les collèges et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, auxquels peuvent être associés d'autres structures ; l'ouverture culturelle à laquelle accèdent les élèves est source de motivation et contribue à donner du sens à leur scolarité ;
- d'autre part : la formation des étudiants du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts à l'intervention en milieu scolaire à travers une pratique de tutorat ou un accompagnement plastique des élèves de collège.

En collaboration étroite avec les Rectorat, Inspections d'académie, principaux de collèges et professeurs d'arts plastiques enseignants en collège concernés, ces classes permettent ainsi :

- à des élèves de collège intéressés par les arts plastiques d'approfondir leurs connaissances et leurs compétences dans des domaines spécifiques de la production et de l'analyse des images, des œuvres visuelles en général et des structures culturelles, tout en développant, en relation avec ces pratiques artistiques et culturelles approfondies, leurs compétences générales et scolaires,

- à des étudiants du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts assurant le tutorat de ces élèves d'acquérir des connaissances et des compétences dans les domaines de la médiation culturelle et artistique et en particulier dans le champ de l'intervention en milieu scolaire.

D'autres partenaires culturels (musées, centres d'art) ou scolaires (lycées) peuvent être sollicités pour participer au projet par le biais d'une sensibilisation aux divers métiers du champ artistique ou à des formations dans le domaine des arts plastiques.

Les partenaires engagent de part et d'autre des moyens humains et matériels pour la mise en œuvre de ces classes. Il est toutefois précisé que les présentes conventions, qui portent sur un engagement pluriannuel, n'emportent pas d'échanges financiers entre les partenaires.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention entre le Pôle et le collège Pasteur de Strasbourg, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention ;
- approuve le projet de convention entre le Pôle et le collège Kennedy de Mulhouse, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 045-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé : :

10^{ème} point de l'ordre du jour : Convention de partenariat avec la Fondation Culture et diversité

Le Conseil, après en avoir délibéré

Approuve

le projet de convention pluri-partenarial entre le Pôle, la Fondation Culture et diversité, le Ministère de la culture et de la communication et les autres établissements partenaires, joint en annexe,

Autorise

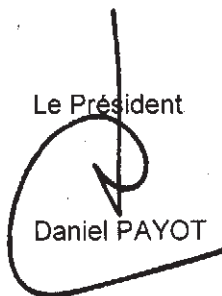
le Président du Pôle ou son représentant à signer la dite convention.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 045- 2012 du 13 avril 2012

Objet : conventions de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et la Fondation Culture et diversité

Exposé des motifs

Contexte

La société Financière Marc de Lacharrière (Fimalac), créée en 1991 par Marc Ladreit de Lacharrière, exerce une activité dans le domaine des services financiers. Cette société a développé un mécénat culturel notamment axé sur des projets destinés à faire de la culture un outil d'insertion sociale, en particulier à destination de jeunes issus de milieux défavorisés d'Ile-de-France. Dans ce but, elle a créé en 2006 la Fondation d'entreprise Culture et diversité, qui soutient des actions favorisant la cohésion sociale et l'égalité des chances.

C'est dans ce cadre que les programmes Egalité des chances mis en place par la Fondation Culture et diversité trouvent leur place : il s'agit, pour les élèves issus de territoires où se concentrent de graves difficultés, de favoriser leur égal accès à la poursuite d'études supérieures d'excellence dans les « grandes écoles » des domaines culturels ou artistiques

Les programmes Egalité des chances de la Fondation d'entreprise Culture et diversité

En partenariat avec des établissements et écoles d'enseignement supérieur, la Fondation Culture et diversité a ainsi progressivement mis en place huit programmes depuis 2006, avec notamment :

- l'Ecole du Louvre,
- quatre écoles supérieures d'art d'Ile-de-France et l'Association nationale des classes préparatoires publiques aux écoles supérieures d'art (APPEA),
- la Femis,
- les Écoles nationales supérieures d'architecture – dont celle de Strasbourg,
- l'Institut national du patrimoine,
- 13 écoles de journalisme,
- les écoles d'arts appliqués Boulle, Duperré, La Source, Estienne et Olivier de Serres.

Chaque fois, la méthodologie retenue est la même. Il s'agit de :

- informer les lycéens sur les formations supérieures d'excellence et leurs débouchés professionnels ;
- préparer les élèves aux procédures d'orientation et d'admission à ces écoles,
- accompagner les élèves, une fois ceux-ci admis à l'école ou à la classe préparatoire, par un suivi basé sur quatre piliers : logistique et financier, pédagogique, culturel et d'aide à l'insertion professionnelle.

L'extension du programme aux écoles d'art et de design

Forte du succès du programme déjà mené avec des écoles supérieures d'art depuis 2007, la Fondation propose d'étendre ce projet, à partir de la rentrée 2012, aux établissements d'art offrant des cursus en design.

Aussi est-il proposé que le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts rejoigne ce programme, également soutenu par la DGCA du Ministère de la culture et de la communication, aux côtés de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD), l'École nationale supérieure de création

industrielle (ENSCI-Les Ateliers), l'Ecole supérieure d'art et design de Saint-Etienne, l'Ecole supérieure d'art et de design de Reims, l'Ecole supérieure d'art et de design d'Orléans.

L'engagement du Pôle porte sur les points suivants :

- la participation d'un référent de l'action au sein du Pôle ;
- la participation d'enseignant(s) aux réunions d'information aux professeurs et proviseurs des 46 lycées d'éducation prioritaires ;
- la participation d'enseignant(s) au jury de sélection des 20 élèves choisis pour suivre la préparation, le cas échéant, et à l'élaboration du contenu pédagogique de la préparation ;
- la mise à disposition d'un intervenant à la préparation des élèves (3 heures/an),
- la mise à disposition d'un intervenant à l'un des stages intensifs de préparation de trois jours organisés dans l'année (4 heures/an).

Il n'est pas prévu d'échanges financiers entre les partenaires. Ce partenariat est conclu pour une durée de trois ans, à compter de sa signature.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention pluri-partenarial entre le Pôle, la Fondation Culture et diversité, le Ministère de la culture et de la communication et les autres établissements partenaires, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle ou son représentant à signer la dite convention.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 046-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

11^{ème} point de l'ordre du jour : Attribution d'une aide financière forfaitaire aux étudiants en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **approuve** le dispositif décrit ci-dessus aux conditions mentionnées,
- **autorise** l'octroi d'une aide financière de 100 euros par an aux étudiants du Pôle présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP),
- **décide** d'imputer les dépenses sur la ligne budgétaire 6714,
- **autorise** le Président ou son représentant à signer la liste des étudiants bénéficiaires de l'aide sur proposition du directeur de l'établissement et à faire procéder aux versements.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 046- 2012 du 13 avril 2012

Objet : Attribution d'une aide financière forfaitaire aux étudiants en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)

Exposé des motifs

Une contribution aux dépenses exceptionnelles des étudiants présentés au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) est allouée depuis de nombreuses années par l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg (ESADS) et l'école supérieure d'art de Mulhouse le Quai.

Le passage des DNSEP couronne cinq années d'études supérieures et prend la forme d'un projet artistique qui permet aux candidats d'affirmer le caractère singulier de leur démarche. Ce projet qui prend des formes très variées d'un étudiant à l'autre engage des frais exceptionnels de production (matériel, édition, réalisations externalisées). L'obligation récente de produire un mémoire en plusieurs exemplaires et conçu comme une édition à part entière a également accru les frais impliqués par le diplôme.

Jusqu'à présent, le Quai prenait en charge l'acquisition des matériaux nécessaires à la production de travaux présentés à l'occasion du passage du DNSEP. Depuis 2008, l'ESADS a remplacé ce système de prise en charge de matériaux au profit d'une contribution forfaitaire. Le montant de la bourse aux étudiants diplômables de l'ESADS a également été porté à 100 euros en 2011. Cette modalité a été mise en place pour responsabiliser les étudiants sur la gestion de leur budget.

La présente délibération vise ainsi à harmoniser les deux systèmes d'aide aux étudiants en arts plastiques du Pôle présentés au diplôme national supérieur d'expression plastique et à attribuer une contribution forfaitaire de 100 euros par étudiant présenté au DNSEP au sein du Pôle. Cette décision prendrait effet à compter des diplômes de l'année scolaire 2011/2012.

Les étudiants en musique du Pôle présentant le Master peuvent bénéficier quant à eux d'aides en nature de la part du Conservatoire de Strasbourg.

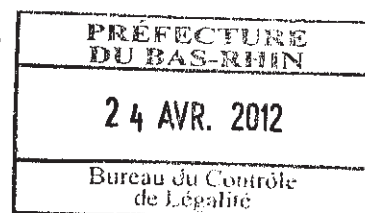
Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le dispositif décrit ci-dessus aux conditions mentionnées,
- autorise l'octroi d'une aide financière de 100 euros par an aux étudiants du Pôle présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP),
- décide d'imputer les dépenses sur la ligne budgétaire 6714,
- autorise le Président ou son représentant à signer la liste des étudiants bénéficiaires de l'aide sur proposition du directeur de l'établissement et à faire procéder aux versements.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 047-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

12^{ème} point de l'ordre du jour : adhésion de l'établissement à des organismes professionnels

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Approuve** la liste des organismes pour lesquels le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts versera une cotisation en 2012 ;
- **Décide** d'imputer les dépenses correspondantes sur la ligne 62 81.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

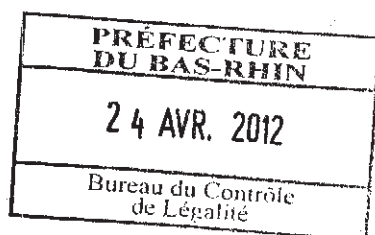
Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration

n° 047- 2012 du 13 avril 2012

Objet : Adhésion du Pôle à des organismes professionnels

Exposé des motifs

Etablissement public autonome depuis 2011, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts est désormais tenu de cotiser en son nom et sur son budget propre aux différents organismes professionnels relevant de ses champs de compétences et domaines d'interventions.

Aussi est-il demandé au conseil d'approuver la liste des organismes pour lesquels le Pôle versera une cotisation en 2012, établie ci-dessous. Les écoles d'art y souscrivaient déjà via les villes. Les montants de cotisation annuelle indiqués par organisme sont identiques à ceux de l'année passée. Ils sont susceptibles de variation marginale.

Art Accord France Association réunissant les responsables de relations internationales de l'enseignement supérieur artistique français et compte à ce jour une vingtaine de membres.	200 €
Européen League of institutes of the arts (E.L.I.A.) La ligue promeut l'importance économique et culturelle des arts et de l'enseignement supérieur artistique en Europe. ELIA représente plus de 350 institutions de 47 pays dans toutes les disciplines artistiques (Art, Design, Théâtre, Musique, Danse, Architecture).	1 505 €
Maison de Jeux La Maison du Jeu de Strasbourg a vocation à affirmer le caractère social, culturel et éducatif du jeu et faire (re)découvrir le patrimoine ludique mondial au travers de projets ludiques de proximité.	40 €
Associations des écoles d'art du Grand Est L'association des écoles d'art du Grand Est regroupe neuf écoles d'art réunies dans un même territoire avec le désir de partager des projets au bénéfice de la mobilité intellectuelle et artistique des étudiants.	1 200 €
Galerie Anatome Galerie anatome : galerie associative parisienne faisant la promotion du graphisme d'auteur et engagée dans la professionnalisation du secteur.	250 €
Fédération Unie des Auberges de Jeunesse Maillon français du réseau international des Auberges de Jeunesse (IYHF). Ce réseau comprend 4000 Auberges dont 140 en France. L'adhésion à la FUAJ ouvre l'accès à l'ensemble du réseau mondial.	50 €
ICONOVAL - pôle image Alsace Iconoval est le pôle image d'Alsace constituant un réseau d'entreprises, de chercheurs et de centres de formations spécialisés dans les domaines de l'image : audiovisuel, multimédia, imagerie scientifique et industrielle, etc.	250 €

Association nationale des directeurs d'école d'art (ANDEA)	
L'ANDEA a pour mission de valoriser, de promouvoir au plan national et international, les enjeux et les actions développés par les établissements d'enseignement supérieur des arts plastiques et de faire évoluer les statuts de ces institutions. Elle est le principal interlocuteur du ministère de la culture pour les questions pédagogiques et institutionnelles.	700 €
Association des responsables communication de l'enseignement supérieur (ARCES)	
L'ARCES a pour but de promouvoir la fonction "communication" dans les établissements d'enseignement supérieur et de favoriser les échanges et confrontations d'expériences entre les responsables de la communication.	150 €
Club de la presse	
Le Club de la presse Strasbourg - Europe propose des débats, des rencontres et des manifestations aux journalistes et professionnels de la communication.	90 €

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le conseil d'administration

après en avoir délibéré

- Approuve la liste des organismes pour lesquels le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts versera une cotisation en 2012 ;
- Décide d'imputer les dépenses correspondantes sur la ligne 62 81.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 048-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

13^{ème} point de l'ordre du jour : Nom de l'établissement et de l'enseignement supérieur de la musique

Le président met au vote la dénomination de l'établissement :

Votants	:	20
- en faveur du nom : Haute école des arts du Rhin	:	19
- en faveur du nom : Ecole supérieure des arts du Rhin	:	1
Abstention	:	0

Le président met au vote la dénomination « Académie Supérieure de Musique de Strasbourg » pour l'enseignement supérieur de la musique

Votants	:	20
Pour	:	19
Contre	:	0
Abstention	:	1

Le Conseil, après en avoir délibéré

Décide

- l'intitulé suivant pour dénommer de manière pérenne l'établissement public de coopération culturelle alsacien créé le 1^{er} janvier 2011 :

« Haute école des arts du Rhin »

- l'intitulé suivant des enseignements supérieurs de la musique de l'établissement :

« Académie Supérieure de Musique de Strasbourg »

- la modifications de l'article 2 des statuts consécutive.

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

**PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN**

24 AVR. 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration

n° 048- 2012 du 13 avril 2012

Objet : nom de l'établissement public de coopération culturelle et de l'enseignement supérieur de la musique

Exposé des motifs

Le nom de l'établissement public de coopération culturelle

Sous l'impulsion de ses membres fondateurs, l'Etat, la Ville de Mulhouse, la Ville de Strasbourg et la Communauté Urbaine de Strasbourg, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a été créé le 1er janvier 2011 sous la forme d'un établissement public de coopération culturelle en regroupant :

- le Quai, école supérieure d'art de Mulhouse,
- l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg,
- les enseignements supérieurs de la musique du Conservatoire de Strasbourg.

Comme l'indique l'article 2 des statuts de l'établissement, le nouvel établissement est « dénommé provisoirement : Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts ».

L'établissement est devenu autonome sur le plan de la gestion de ses ressources humaines – à l'exception des personnels mis à disposition par les villes, de son budget et de sa comptabilité, au 1^{er} octobre 2011. L'automne 2011 a surtout constitué la première rentrée et marqué le début de la première année scolaire pour les étudiants, les enseignants et l'ensemble des partenaires de ce nouvel ensemble. En décembre 2011, la charte du Pôle a également été adoptée.

Bientôt six mois après le démarrage de cette première année scolaire et plus d'un an après la création du Pôle, il paraît désormais nécessaire – sur le plan interne comme externe - que l'établissement se dote d'un nom pérenne, qui lui permette d'être mieux identifié, au niveau régional, national et international, conformément à ses missions statutaires et aux objectifs qui l'ont fondé.

De manière participative, à la rentrée 2011, chaque étudiant, enseignant, agent de l'établissement a été invité à participer à un concours pour proposer le futur nom de l'établissement. Depuis, des réunions avec des enseignants, des étudiants, des agents désireux d'exprimer leurs points de vue et préférence se sont tenues. Fin mars 2012, une dernière consultation a permis de tenir chacun informé des pistes proposées à l'issue de cette première phase et recueillir leurs avis sur celles-ci.

Les propositions ayant émergé de ces travaux sont détaillées en annexe. Il est aujourd'hui proposé au conseil de se prononcer sur le nom finalement retenu.

Le nom de l'enseignement supérieur de la musique

Devenue autonome par la reconnaissance du diplôme national supérieur professionnel de musicien (DNSPM) et son intégration dans l'établissement Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, l'enseignement supérieur de la musique du Conservatoire de Strasbourg n'a pas encore de dénomination officielle.

Il convient de lui attribuer une dénomination qui lui permette d'être distingué au sein du Conservatoire et d'être reconnu à l'extérieur. De plus, l'enseignement supérieur de la musique du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts doit être différencié des deux autres sites dédiés aux arts plastiques et qui possèdent déjà chacun un nom propre (« école supérieure d'art de Mulhouse », « école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg »).

L'enseignement supérieur de la musique du Pôle partage avec le Conservatoire de Strasbourg ses enseignants, ses services et ses équipements.

Le directeur du Conservatoire est également en charge de l'enseignement supérieur de la musique du Pôle.

Pour toutes ces raisons, il est souhaitable que les enseignements supérieurs de la musique soient dotés d'un intitulé propre, au sein duquel la dimension supérieure soit spécifiée.

Délibéré

Le président met au vote la dénomination de l'établissement :

Votants	:	20
- en faveur du nom : Haute école des arts du Rhin	:	19
- en faveur du nom : Ecole supérieure des arts du Rhin	:	1
Abstention	:	0

Le président met au vote la dénomination « Académie Supérieure de Musique de Strasbourg » pour l'enseignement supérieur de la musique

Votants	:	20
Pour	:	19
Contre	:	0
Abstention	:	1

Le Conseil, après en avoir délibéré

Décide

- l'intitulé suivant pour dénommer de manière pérenne l'établissement public de coopération culturelle alsacien créé le 1^{er} janvier 2011 :

« Haute école des arts du Rhin »

- l'intitulé suivant des enseignements supérieurs de la musique de l'établissement :

« Académie Supérieure de Musique de Strasbourg »

- la modification de l'article 2 des statuts consécutive.

Annexe 1

UN NOM POUR UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT

Les valeurs auxquelles doit se référer ce nom sont désormais connues de tous. Elles sont notamment contenues dans la charte du Pôle, adoptée en conseil d'administration le 13 décembre 2011 dernier. La pluralité des arts, la rencontre des arts plastiques et de la musique, l'ouverture vers des territoires nouveaux sont les plus souvent avancées.

Voici la liste des propositions présélectionnées :

A. UN NOM MÉTAPHORIQUE OU SYMBOLIQUE

- **Les Quais** [les 3 écoles sont situées au bord d'une voie d'eau]

B. UN NOM GÉNÉRIQUE QUI RENVOIE AUX ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS

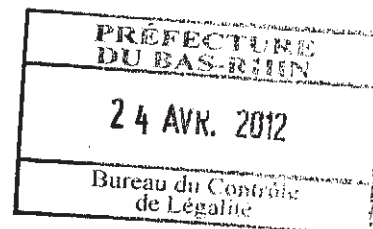
- **Arts+**

C. UN NOM DESCRIPTIF

- **Haute école des arts du Rhin (Hear)**

D. UN NOM D'ARTISTE LIÉ AUX DEUX DISCIPLINES OU À LA RÉGION

- **Ecole supérieure des arts Jean Hans Arp**



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Réunion du Conseil d'administration du 26 juin 2012 Cité de la musique et de la danse - Strasbourg

En présence de :

Les membres du Conseil d'administration

- Daniel PAYOT, Président,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg
- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Bernard GOY, pour le directeur général de la création artistique,
- pour Christine GANGLOFF-ZIEGLER, Présidente de l'UHA, Jean-Philippe BEDEZ (Vice-président vie étudiante et politiques culturelles),
- Robert CAHEN, plasticien,
- Bernard BLENY, représentant du personnel pédagogique,
- Bertrand LEMONNIER, représentant du personnel pédagogique,
- Olivier PONCER, représentant du personnel pédagogique,
- Emmanuel SEJOURNE, représentant du personnel pédagogique,
- Alain SPOHR, représentant du personnel administratif et technique,
- Yannick WEYNACHT, représentant du personnel administratif et technique,
- Stéphane CLOR, représentant des étudiants en musique,

Membres excusés :

- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Sophie ROHFRITSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Gérard BUQUET, compositeur et tubiste, pouvoir
- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de la Ville de Mulhouse, pouvoir,
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de la Ville de Mulhouse,
- François BAUER, représentant des étudiants en arts plastiques,
- Alain HAUSS, Directeur régional de l'action culturelle,
- Robert HERRMANN, Premier Adjoint au Maire de la Ville de Strasbourg,

Autres présents :

- David CASCARO, Directeur de la Haute école des arts du Rhin,
- Aymée ROGÉ, Administratrice la Haute école des arts du Rhin,
- Otto TEICHERT, Directeur de l'ESADS,
- Vincent DUBOIS, Directeur du Conservatoire de Strasbourg, directeur adjoint de la Haute école des arts du Rhin
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe la Haute école des arts du Rhin,
- Catherine MARCO, Directrice adjointe du Conservatoire,
- Laurent DOUCELANCE, Responsable communication de la Haute école des arts du Rhin,

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- Thierry LOUTON, Receveur des finances, comptable de l'établissement public,
- Pierre de SAINT-CHAMAS, Directeur adjoint, Direction de l'innovation, recherche et de l'enseignement supérieur, Conseil régional d'Alsace
- Marie-Hélène FOURNIER, Conseillère aux études supérieures musicales de la Haute école des arts du Rhin,
- Jean WILLMÉ, Directeur général adjoint, Pôle Épanouissement de la personne, Ville de Mulhouse,
- Aziz KAHLOUCH, suppléant du représentant du personnel administratif,
- Chantal KUNKLER, suppléante du représentant du personnel administratif et technique,
- Stéphanie ESCHENBRENNER, Assistante de direction, Haute école des arts du Rhin,

Excusé :

- Yves AUBERT, Directeur général adjoint, Pôle culture, territoires et démocratie locale de la Ville et la CUS

Point 1 : Approbation du compte-rendu de la séance du 13 avril 2012

Le procès verbal du conseil d'administration du 13 avril est approuvé à l'unanimité.

Point 2 : Bilan de l'année scolaire 2011-2012 (communication de MM. David Cascaro et Vincent Dubois)

David Cascaro dresse le bilan de l'année scolaire pour la Haute école des arts du Rhin ainsi que pour l'enseignement supérieur en arts visuels. Vincent Dubois dresse le bilan de l'année 2011-2012 pour les enseignements supérieurs de la musique.

David Cascaro souhaite, par cette communication aux membres du conseil d'administration, faire un retour sur l'année en rappelant les faits les plus importants : signature d'une convention de partenariat avec la Région Alsace ; nombreuses réunions du Conseil d'administration sur les trois sites, le choix définitif du nom de la Haute école des arts du Rhin, plusieurs grands événements (le Week-end Avant Première, la Semaine Hors Limite, le Week-end des diplômés et les concerts d'audition d'examen des étudiants en musique, le portail commun hear.fr).

Des enseignants en arts plastiques ont, par ailleurs, participé aux Journées de la Recherche –organisées en février 2011 par le Ministère de la Culture et de la Communication à Paris- qui ont permis de mesurer l'avancée des projets de recherche en France. David Cascaro rappelle que les étudiants sont maintenant tenus de faire une soutenance de mémoire à la fin de leur cursus.

David Cascaro souligne aussi le rapprochement de la HEAR avec l'Université dans le cadre du Cluster Alsace, mais aussi grâce à des réunions mensuelles organisées par le Rectorat avec l'ensemble des directeurs des établissements d'enseignement supérieur et les présidents d'université.

David Cascaro rappelle que la professionnalisation des étudiants est un enjeu fort partagé notamment avec la Région Alsace. David Cascaro fait un point sur l'avancée du projet d'une classe franco-allemande, sur la mobilité internationale des étudiants (charte Erasmus).

Cette communication est jointe au présent compte-rendu.

Vincent Dubois fait le point sur les enseignements supérieurs de la musique en rappelant que la révision du cursus en partenariat avec l'Université est en voie de finalisation (baisse du volume horaire des étudiants à l'université, 70% d'enseignement à l'Académie contre 50% auparavant). L'Académie supérieure de musique sera d'autant plus attractive face aux autres écoles françaises car elle proposera une formation avant tout instrumentale. Le partenariat avec le CEFEDM de Lorraine est en voie de concrétisation.

Vincent Dubois informe également du projet de rapprocher l'Académie de la Haute école de Karlsruhe autour d'un pôle son, multimédia, composition ainsi qu'un rapprochement avec la section Son du Quai.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

L'Académie se positionne comme le troisième établissement de France, après Paris et Lyon.

Point 3 : Vote du compte administratif 2011

Aymée Rogé présente cette délibération qui a pour objet de soumettre au conseil pour approbation le compte administratif 2011 de la Haute école des arts du Rhin.

Il est rappelé les caractéristiques particulières du budget primitif 2011 qui est le premier budget de l'établissement, qui portait sur le dernier trimestre 2011 et qui ne comportait pas de section d'investissement.

Le taux d'exécution budgétaire est de 96,5%.

Le CA 2011 présente un résultat de 84 764,16€.

Il est indiqué que les dépenses imputées aux charges de personnel et frais assimilés ainsi que les dépenses du chapitre 012 ont été moins élevées que prévu.

En ce qui concerne les recettes attendues pour 2011, les subventions des villes de Strasbourg et Mulhouse ont été versées ; les recettes tarifaires attendues étaient mal estimées ; une évaluation plus fine sera menée pour les exercices futurs.

Après ces explications, le compte administratif 2011 est approuvé à l'unanimité tel que présenté.

Point 4 : Approbation du compte de gestion 2011

Le compte de gestion pour l'année 2011 de la Haute école des arts du Rhin est présenté aux membres du conseil d'administration et s'avère conforme aux documents comptables tenus par l'ordonnateur. Thierry Louton, comptable public de la HEAR, n'a pas d'observation à formuler.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité le compte de gestion de la HEAR pour l'année 2011.

Point 5 : Vote du budget supplémentaire 2012

Aymée Rogé présente cette délibération qui, après l'approbation du compte administratif en début de séance, doit permettre d'affecter le résultat de l'exercice 2011. Il est proposé au vote des membres du conseil d'administration d'affecter ce résultat à la section de fonctionnement.

Le budget supplémentaire permettra également de procéder à quelques ajustements de crédits indispensables au bon fonctionnement de l'établissement.

L'établissement procède, à partir du budget prévisionnel 2012 et en son nom, à des investissements pédagogiques. Ce budget supplémentaire est l'occasion de mettre au vote les durées d'amortissement des immobilisations des biens d'équipements.

Souad El Maysour souhaite connaître le montant de la subvention de la Région Alsace, qui s'élève à 180 000€ sur trois ans (2012-2014).

L'ensemble des propositions pour le budget supplémentaire 2012 est approuvé à l'unanimité.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Point 6 : Adoption des droits de scolarité à compter de la rentrée 2012

Selon les statuts de l'établissement, le conseil d'administration délibère sur les tarifs et les droits de scolarité.

Il est rappelé que les tarifs d'inscription diffèrent fortement entre les trois sites.

Le but de cette délibération est de procéder à des ajustements tant sur les tarifs que sur les conditions d'octroi des tarifs réduits en vue d'une prochaine harmonisation à l'échelle de l'établissement.

L'harmonisation tarifaire des deux écoles d'arts visuels devra être effective lors de la mise en place du concours commun.

Frédérique Olland expose cette délibération au conseil d'administration.

Il est tout d'abord proposé d'harmoniser les rythmes de paiement sur ceux pratiqués à Strasbourg et de supprimer les frais d'assurance responsabilité civile (assurance que les étudiants en principe contractent personnellement) en vigueur au Quai pour les étudiants.

Il est également proposé d'appliquer une augmentation de 1,5% sur la base de l'inflation annuelle constatée à l'ensemble des tarifs.

Dans le cadre d'une harmonisation des tarifs réduits et des conditions d'octroi de ces tarifs, deux hypothèses sont présentées aux membres du conseil d'administration.

La première hypothèse permet une harmonisation entre l'ESADS et le Quai des conditions d'exonération ou d'octroi d'une tarification réduite des droits de scolarité. Il serait instauré la gratuité des droits de scolarité pour les boursiers du ministère de la culture de niveau 0 et les étudiants de l'école des Beaux-arts de Kinshasa et une tarification réduite de 21,8% pour les boursiers de niveau 1 à 6.

La deuxième hypothèse supprime la condition géographique qui prévalait à Mulhouse pour l'octroi d'une tarification réduite (demi tarif pour les étudiants dont les parents sont imposés aux contributions directes locales de Mulhouse ou qui résident dans l'agglomération mulhousienne, ainsi que pour ceux dont les parents sont employés par la ville ou l'agglomération).

F. Olland précise que cette hypothèse a un coût estimé de 5200€ alors que la première hypothèse maintient le niveau de recettes actuelles.

Il est, en outre, précisé que ces changements n'affecteraient pas les étudiants déjà inscrits dans un cycle d'études.

Michel Samuel-Weis note que l'hypothèse 1 permet d'aller vers un établissement unique. Toutefois, il souligne que dans le cadre de l'hypothèse 1 les tarifs qui seraient pratiqués à Mulhouse seraient beaucoup plus élevés que précédemment.

David Cascaro informe les membres du conseil d'administration que 63 étudiants sur les 150 étudiants mulhousiens sont boursiers et que la mise en place de la gratuité pour les étudiants boursiers de niveau 0 est une nouveauté pour Mulhouse et un bénéfice pour un nombre non négligeable d'étudiants.

Michel Samuel-Weis confirme que l'égalité de traitement proposée dans l'hypothèse 1 conforte l'idée de régionalisation de l'établissement.

Les frais d'inscription et de scolarité de l'Académie supérieure de musique sont aussi augmentés tout comme les tarifs de location d'instrument.

D. Payot propose de mettre au vote l'hypothèse 1.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité les tarifs exposés dans l'hypothèse 1.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Point 7 : Emploi

Suite au départ de certains agents de la HEAR et dans le cadre de la préparation de la rentrée 2012-2013, il est nécessaire de reconfigurer certains postes et de créer un poste dans l'équipe administrative.

Les transformations de postes qui affectent l'équipe pédagogique ont été préalablement présentées et discutées en commission pédagogique.

David Cascaro expose les transformations prévues dans l'équipe pédagogique :

- au Quai, transformation suite à un départ à la retraite d'un poste de professeur d'enseignement artistique (PEA) en technicien territorial chargé de l'atelier bois et des aspects relatifs à la régie du bâtiment ;
- à l'ESADS, transformation suite à un départ à la retraite d'un poste de professeur territorial d'enseignement artistique en assistant territorial d'enseignement artistique chargé de l'atelier verre ;
- à l'ESADS, transformation suite à la fin d'un contrat d'un poste de professeur territorial d'enseignement artistique de l'atelier terre/céramique en assistant territorial chargé de ce même atelier.

Ces trois postes sont intégralement financés par les transformations dont ils découlent.

Aymée Rogé expose la nécessité de créer un poste d'attaché territorial responsable des finances et de la commande publique. Cette création de poste se justifie d'une part par le grand nombre de compétences qui ont été transférées à l'ESADS et à la HEAR lors de la création de l'établissement mais aussi par la mobilité de l'agent qui occupe le poste de comptable régisseur.

Ce responsable pilotera notamment l'ensemble des aspects financiers (suivi budgétaire, procédure comptable, régie, inventaire comptable), des marchés publics, et des demandes de subventions.

Cette création de poste est intégralement financée par le gel du poste de comptable régisseur et par les économies générées par les transformations de postes précédemment exposées.

Daniel Payot propose de procéder à un vote différencié par poste.

Souad El Mayour est satisfaite que l'ensemble des changements dans l'équipe pédagogique se soit fait en concertation avec les enseignants. Toutefois, elle souligne le manque d'implication financière du Conseil général du Bas-Rhin et de la Région Alsace. Elle souligne les difficultés qui risquent d'apparaître si la HEAR doit fonctionner à budget constant.

David Cascaro souligne en effet l'importance d'accroître les recettes de l'établissement (subvention de l'État, des collectivités mais aussi mécénat).

Darek Szuster rappelle l'importance du projet pédagogique et souhaite qu'une réflexion soit menée sur les pistes pour accroître les recettes de l'établissement.

O. Teichert intervient pour confirmer qu'une mise à niveau des subventions est indispensable pour permettre une autonomie pérenne de l'établissement. Il indique que les postes pédagogiques doivent rester ouverts au profit de l'enseignement de l'établissement.

B. Lemonnier souhaite aussi que les postes d'enseignants soient conservés dans les cadres pédagogiques.

Après délibération, les membres du conseil d'administration approuvent les transformations :

- d'un PEA en technicien territorial au Quai avec 2 voix contre et une abstention
- d'un PEA en assistant territorial verre à l'ESADS avec 1 voix contre
- d'un PEA en assistant territorial terre/céramique à l'ESADS avec 1 voix contre

Après délibération, les membres du conseil d'administration approuvent la création d'un emploi d'attaché territorial responsable des finances et de la commande publique à l'unanimité.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Point 8 : Création d'un comité technique

Cette délibération a pour objectif de créer un comité technique de la HEAR, de désigner un président pour cette instance et de fixer les nombre de représentants titulaires des personnels et de l'établissement. Aymée Rogé rappelle le caractère obligatoire de cette instance dans tout établissement employant plus de 5 agents. Ce comité technique est saisi pour toutes les questions à caractère collectif concernant le personnel. La commission administrative paritaire du Centre de Gestion est compétente pour les questions à caractère individuel des agents gérés par l'établissement.

En concertation avec les représentants des syndicats ayant déposés leurs statuts auprès de la HEAR à la date du conseil d'administration (CGT et CFDT de la HEAR), il est proposé au Conseil d'administration de fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel. Il est précisé que ces représentants seront élus lors d'élections professionnelles qui devront se dérouler en novembre 2012.

Il est proposé de fixer à 5 également le nombre de représentants de l'établissement désignés par le Président de la HEAR parmi les membres du conseil d'administration ou parmi les agents.

Il est également proposé au vote que le président du conseil d'administration soit le président du comité technique.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité les propositions concernant le comité technique.

Point 9 : Actualités de l'établissement

Plusieurs événements sont à l'actualité de la Haute école des arts du Rhin :

- musique : concert pour les épreuves de diplômes ;
- arts plastiques : exposition de Frédérique Lucien à La Chaufferie, exposition DAC au CEAAC et à l'ESADS, exposition au Musée du papier peint de Rixheim, Anatomie d'une image à Paris, Mulhouse 012

D. Payot remercie Otto Teichert pour qui cette réunion du conseil d'administration est la dernière car il fera valoir ses droits à la retraite en août 2012 après avoir dirigé ces dernières années Le Quai puis l'ESADS.

Le prochain conseil d'administration se réunira le 27 septembre à Strasbourg.

D. Payot remercie l'ensemble des participants et clôt la séance.

D. PAYOT



Le Président
Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 050-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 2 procurations
Absent: :

3^{ème} point de l'ordre du jour : Vote du compte administratif de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2011.

Le Conseil après en avoir délibéré

approuve

le compte administratif de la Haute école des arts du Rhin – antérieurement dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts - pour l'exercice 2011 tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe et dont les résultats se présentent comme suit :

Comptes de la Haute école des arts du Rhin

Section de fonctionnement – Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	263 685,14 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 709 816,45 €
		1 973 501,59 €

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Section de fonctionnement – Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Produits des services, du domaine et ventes...	848 081,75 €
74	Dotations et participations	1 210 184,00 €
		2 058 265,75 €

Résultat

Résultat de l'exercice : 84 764,16 €

Résultat reporté : -

Résultat cumulé : -

Vote

Votants : 19
Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration
n° 050- 2012 du 26 juin 2012

Objet : Vote du compte administratif de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2011.

Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet de soumettre au conseil aux fins d'approbation le compte administratif de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2011.

Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables de l'ordonnateur. Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par le Comptable public de l'établissement.

Rappels sur le budget primitif 2011 de l'établissement

Pour mémoire, il convient de rappeler les caractéristiques particulières du budget primitif 2011 de la Haute école des arts du Rhin.

Du fait du resserrement initial du calendrier de mise en place de l'établissement, fixé par l'Etat, pour l'adoption des statuts, au 1^{er} janvier 2011, et pour le transfert des biens et des personnes au 1^{er} octobre 2011, le budget primitif 2011 de la Haute école, adopté par délibération du conseil le 23 mars 2011, présentait plusieurs particularités :

- il s'agissait du premier budget de l'établissement ;
- il était fortement susceptible d'évolutions ;
- il ne comportait pas de section d'investissement ;
- il portait sur le dernier trimestre de l'année 2011.

S'agissant d'un premier budget primitif, portant de surcroît sur trois mois de fonctionnement en 2011, ce budget était aussi nécessairement transitoire dans la mesure où il a dû être adopté avant le 30 mars, que subsistait alors un certain nombre d'incertitudes sur le montage de l'établissement.

En effet, comme le relevait la délibération du 23 mars 2011, ce budget primitif était fortement susceptible d'amendements en cours d'année puisqu'il a été extrapolé, comme le prévoit l'article 29 des statuts à partir du recensement des dépenses et recettes - directes et indirectes - réalisées en 2010 par les villes, divisé par quatre pour obtenir le montant du budget primitif 2011 de l'établissement.

Au cours du dernier trimestre 2011, aucune décision modificative n'est venue ajuster ce budget initial. C'est l'exercice 2012, avec la mise en place effective de l'établissement, qui permet, progressivement, au travers des différentes étapes budgétaires, d'apporter les ajustements nécessaires, notamment en matière de dépenses et de recettes de l'enseignement supérieur de la musique et de frais d'autonomisation de l'établissement (dépenses Ressources humaines essentiellement). Il est également à noter que le budget primitif 2012 de l'établissement a prévu, contrairement aux hypothèses initiales, de doter l'établissement d'une section d'investissement, destinée à lui permettre de procéder à des investissements de nature pédagogique, indépendamment des villes, auxquelles demeure la charge des investissements relatifs au bâti notamment.

Résultat de l'exercice 2011

Le compte administratif 2011 de la Haute école des arts du Rhin fait apparaître un résultat de 84 764,16 €.

Le budget prévisionnel 2011 s'équilibrant à 2 400 000 €, le taux d'exécution budgétaire est donc de 96,5 % en 2011.

Ce résultat s'explique principalement par les éléments suivants.

S'agissant des dépenses :

- les dépenses du chapitre 011 (charges de personnel et frais assimilés) se sont révélées moins élevées que prévu du fait de la vacance d'un nombre important de postes administratifs entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2011, du fait de départs en retraite et de mutations, mais aussi de la réintégration de plusieurs agents municipaux au sein de leur collectivité d'origine. Ces postes ont été progressivement remplacés depuis ;
- les dépenses du chapitre 012 (charges à caractère général) ont été un peu moindres que prévu, ce qui était prévisible s'agissant d'un premier exercice et alors même que le décompte précis de chacune des dépenses transférées des villes à l'établissement est encore en cours.

S'agissant des recettes :

- les villes de Strasbourg et Mulhouse ont versé les contributions attendues en 2011, soit, pour mémoire, respectivement 1 210 200 € et 465 450 € ;
- les recettes tarifaires prévisionnelles avaient en revanche été mal estimées, notamment pour la partie relative à l'enseignement supérieur de la musique. Les prochains exercices permettront une évaluation plus fine de l'ensemble des recettes de l'établissement.

Ce faisant, le résultat de l'exercice 2011 témoigne du fait que l'établissement a démarré son activité dans une situation budgétairement saine. Ce fonds de roulement lui permet un début d'activité dans des conditions satisfaisantes, alors même que toutes les dépenses et recettes, celles relatives à l'enseignement supérieur de la musique en particulier, n'avaient pu être intégrées à l'exercice 2011.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après en avoir délibéré
approuve

le compte administratif de la Haute école des arts du Rhin – antérieurement dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts – pour l'exercice 2011 tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe et dont les résultats se présentent comme suit :

Comptes de la Haute école des arts du Rhin

Section de fonctionnement – Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	263 685,14 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 709 816,45 €
		1 973 501,59 €

Section de fonctionnement – Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Produits des services, du domaine et ventes...	848 081,75 €
74	Dotations et participations	1 210 184,00 €
		2 058 265,75 €

Résultat

Résultat de l'exercice : 84 764,16 €

Résultat reporté : -

Résultat cumulé : -



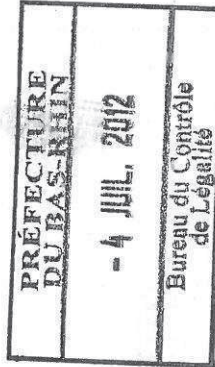
REPUBLIQUE FRANCAISE

POLE ALSACE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES ARTS

M 14

COMPTE ADMINISTRATIF

2011



I - INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	
I	B

POUR MEMOIRE

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre
- au niveau du chapitre
- sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3
- sans vote formel sur chacun des chapitres.

pour la section de fonctionnement;
pour la section d'investissement.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget cumulé de l'exercice précédent

V - Le présent budget a été voté :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II	
A1	

VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

	DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		
Section de fonctionnement	A 1 973 501,59	G 2 058 265,75
Section d'investissement	B 0,00	H 0,00
	+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1		
Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00	I 0,00
Report en section d'investissement (001)	D 0,00	J 0,00
	=	=
TOTAL (réalisations + reports)	=A+B+C+D 1 973 501,59	=G+H+I+J 2 058 265,75

RESULTAT CUMULE			
Section de fonctionnement	=A+C+E 1 973 501,59	=G+H+K 2 058 265,75	
Section d'investissement	=B+D+F 0,00	=H+J+L 0,00	
TOTAL CUMULE	= A+B+C+ D+E+F 1 973 501,59	= G+H+I+ J+K+L 2 058 265,75	

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

II
A2

Chap.	Libellé	(BP+DM +RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	362 400,00	263 685,14	0,00	0,00	98 714,86
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 037 600,00	1 709 816,45	0,00	0,00	327 783,55
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	2 400 000,00	1 973 501,59	0,00	0,00	426 498,41
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	2 400 000,00	1 973 501,59	0,00	0,00	426 498,41
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	2 400 000,00	1 973 501,59	0,00	0,00	426 498,41
	Pour information	0,00				
	D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	(BP+DM +RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	670 000,00	848 081,75	0,00	0,00	-178 081,75
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 730 000,00	1 210 184,00	0,00	0,00	519 816,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	2 400 000,00	2 058 265,75	0,00	0,00	341 734,25
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	2 400 000,00	2 058 265,75	0,00	0,00	341 734,25
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	2 400 000,00	2 058 265,75	0,00	0,00	341 734,25
	Pour information	0,00				
	R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00				

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II
B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	263 685,14		263 685,14
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 709 816,45		1 709 816,45
014	Atténuation de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Secours	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		1 973 501,59	0,00	1 973 501,59

Pour information				0,00
D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges</i>		0,00	0,00
16	Rembt. d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00		0,00
19	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Différences sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
204	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00		0,00
21	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00
22	Immobilisations corporelles	0,00		0,00
23	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00
26	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00
28	<i>Amortissements des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...1	Total des opérations pour compte de tiers	0,00		0,00
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Provisions pour dépréciation des comptes de tiers</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. pour dépréciation des comptes financiers</i>		0,00	0,00
3..	Stocks	0,00		0,00
Dépenses d'investissement - Total		0,00	0,00	0,00

Pour information				0,00
D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuation de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>			0,00
70	Produits des services, du domaine, et ventes diverses		0,00	
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>	848 081,75		848 081,75
72	<i>Travaux en régie</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes		0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 210 184,00		1 210 184,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00		0,00
77	Produits exceptionnels	0,00		0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		2 058 265,75	0,00	2 058 265,75

Pour information				0,00
R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges</i>			0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budg.)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00		0,00
19	Différences sur réalisations d'immobilisations			0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissements des immobilisations</i>			0,00
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>			0,00
39	<i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours</i>			0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>			0,00
49	<i>Provisions pour dépréciation des comptes de tiers</i>			0,00
59	<i>Prov. pour dépréciation des comptes financiers</i>			0,00
3..	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total		0,00	0,00	0,00

Pour information				0,00
R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	362 400,00	263 685,14	0,00	0,00	98 714,86
6251	Voyages et déplacements	0,00	159,32	0,00	0,00	-159,32
627	Services bancaires et assimilés	0,00	6,08	0,00	0,00	-6,08
62878	Remboursement de frais à d'autres organismes	362 400,00	261 809,70	0,00	0,00	100 590,30
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 710,04	0,00	0,00	-1 710,04
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 037 600,00	1 709 816,45	0,00	0,00	327 783,55
6218	Autre personnel extérieur	2 037 600,00	865 620,14	0,00	0,00	1 171 979,86
6331	Versement de transport	0,00	11 965,00	0,00	0,00	-11 965,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	2 920,00	0,00	0,00	-2 920,00
6336	Cotis. au centre national et centres de gestion de la FPT	0,00	5 566,54	0,00	0,00	-5 566,54
64111	Rémunération principale personnel titulaire	0,00	31 120,63	0,00	0,00	-31 120,63
64112	NBI, suppl. familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	655,58	0,00	0,00	-655,58
64118	Autres indemnités personnel titulaire	0,00	2 535,81	0,00	0,00	-2 535,81
64131	Rémunération personnel non titulaire	0,00	531 787,47	0,00	0,00	-531 787,47
64138	Autres indemnités personnel non titulaire	0,00	48 740,41	0,00	0,00	-48 740,41
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	177 744,00	0,00	0,00	-177 744,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	30 801,26	0,00	0,00	-30 801,26
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	308,61	0,00	0,00	-308,61
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	51,00	0,00	0,00	-51,00
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courantes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		2 400 000,00	1 973 501,59	0,00	0,00	426 498,41

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III A1

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 66112 (2) Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES =(a)+(b)+(c)+(d)+(e)		2 400 000,00	1 973 501,59	0,00	0,00	426 498,41
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Op. d'ordre de transfert entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00			0,00
043	Op. d'ordre à l'intérieur de la section de fonct. (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 400 000,00	1 973 501,59	0,00	0,00	426 498,41
D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
A2

Chap/ art.	Libellé	(BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine...	670 000,00	848 081,75	0,00	0,00	-178 081,75
70878	Remboursement de frais par d'autres redevables	670 000,00	848 081,75	0,00	0,00	-178 081,75
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 730 000,00	1 210 184,00	0,00	0,00	519 816,00
74748	Participations autres communes	1 730 000,00	1 210 184,00	0,00	0,00	519 816,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		2 400 000,00	2 058 265,75	0,00	0,00	341 734,25
(a) = (70+73+74+75+013)						

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

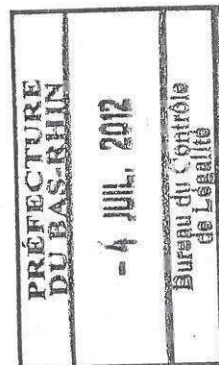
III
A2

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Intérêts encaissés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7622	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Calcul du 7622	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice =					
	Montant de l'exercice N-1 =					
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions (d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES = a+b+c+d		2 400 000,00	2 058 265,75	0,00	0,00	341 734,25
042	Op. d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00			0,00
		0,00	0,00			0,00
043	Op. d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.	0,00	0,00			0,00
		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 400 000,00	2 058 265,75	0,00	0,00	341 734,25
Pour information						
R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

IV - ANNEXES		IV
ARRETE ET SIGNATURES		D2

D2 - ARRETE - SIGNATURES

<p>Présenté par le Président A Strasbourg, le 26 juin 2012 Le Président Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session..... A Strasbourg, le 26 juin 2012</p>	<p>Nombre de membres en exercice Nombre de membres présents Nombre de suffrages exprimés VOTES : Pour Contre Abstentions Date de convocation :</p>
<p>Les membres du conseil d'administration</p>	
<p>Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le _____, et de la publication le _____ A Strasbourg, le 26 juin 2012</p>	



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 051-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

4^{ème} point de l'ordre du jour : Approbation du compte de gestion de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2011.

Le Conseil, après en avoir délibéré

vu les comptes rendus par M. Thierry LOUTON, Comptable public de l'établissement, des recettes et dépenses de l'établissement public de coopération culturelle Haute école des arts du Rhin, antérieurement dénommée Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, du 1er octobre au 31 décembre 2011,
vu le budget primitif de l'exercice 2011,

constate

statuant sur les opérations de l'exercice 2011, sauf le règlement et l'apurement par le juge des comptes, que les opérations effectuées pendant la gestion 2011 se présentent comme suit :

Compte de la Haute école des arts du Rhin

Section de fonctionnement

Dépenses	Recettes
Mandats émis : 1 973 501,59 €	Titres émis : 2 058 265,75 €
Résultat de l'exercice : 84 764,16 €	

Vote

Votants : 19
Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président
Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration
n° 051- 2012 du 26 juin 2012

Objet : Approbation du compte de gestion de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2011.

Exposé des motifs

Le Comptable public de la Haute école des arts du Rhin a présenté le compte de gestion de l'exercice 2011 de la Haute école des arts du Rhin. Ces documents ont été comparés avec les documents comptables tenus par l'ordonnateur, avec lesquels ils sont conformes.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :
Le Conseil
après en avoir délibéré

vu les comptes rendus par M. Thierry LOUTON, Comptable public de l'établissement, des recettes et dépenses de l'établissement public de coopération culturelle Haute école des arts du Rhin, antérieurement dénommée Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, du 1er octobre au 31 décembre 2011,
vu le budget primitif de l'exercice 2011,

constate, statuant sur les opérations de l'exercice 2011, sauf le règlement et l'apurement par le juge des comptes, que les opérations effectuées pendant la gestion 2011 se présentent comme suit :

Compte de la Haute école des arts du Rhin Ville

Section de fonctionnement

Dépenses	Recettes
Mandats émis : 1 973 501,59 €	Titres émis : 2 058 265,75 €
Résultat de l'exercice : 84 764,16 €	



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 052-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

5^{ème} point de l'ordre du jour : Vote du budget supplémentaire 2012 de la Haute école des arts du Rhin

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- décide d'affecter l'excédent de fonctionnement 2011 du budget de la Haute école des arts du Rhin, soit 84 764, 16 €, au financement complémentaire de la section de fonctionnement ;
- arrête par chapitre le budget supplémentaire 2012 de la Ville tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I - EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
011	Charges à caractère général	30 000,00 €
012	Charges de personnel	420 000,00 €
022	Dépenses imprévues	34 764,16 €
		<hr/> 484 764,16 €

Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
002	Résultat de fonctionnement reporté	84 764,16 €
74	Dotations et participations	400 000,00 €
		<hr/> 484 764,16 €

II - EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	-30 000,00 €
		<hr/> 0,00 €

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- adopte les durées d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles (hors bâtiments) comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Procédure : amortissement	Choix du conseil	Recommandations instruction M14
Seuil en deçà duquel les immobilisations de peu de valeurs s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT)	1 000 €	
Biens ou catégories de biens amortis :		
Immobilisations incorporelles :		
Logiciels bureautiques	2 ans	2 ans
Autres applicatifs informatiques	5 ans	5 ans
Immobilisations corporelles:		
Mobilier	10 ans	10 à 15 ans
Matériel de bureau électrique et électronique	5 ans	5 à 10 ans
Matériel informatique	2 ans	2 à 5 ans
Matériels classiques	10 ans	6 à 10 ans
Coffre-fort	20 ans	20 à 30 ans
Installations et appareils de chauffage	10 ans	10 à 20 ans
Autres agencements et aménagements de terrains	20 ans	15 à 30 ans
Agencements et aménagement de bâtiment, installations électriques et téléphoniques	10 ans	10 à 15 ans

Vote

Votants : 19
Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 052-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

5^{ème} point de l'ordre du jour : Vote du budget supplémentaire 2012 de la Haute école des arts du Rhin

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- décide d'affecter l'excédent de fonctionnement 2011 du budget de la Haute école des arts du Rhin, soit 84 764, 16 €, au financement complémentaire de la section de fonctionnement ;
- arrête par chapitre le budget supplémentaire 2012 de la Ville tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I - EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
011	Charges à caractère général	30 000,00 €
012	Charges de personnel	420 000,00 €
022	Dépenses imprévues	34 764,16 €
		<hr/> 484 764,16 €

Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
002	Résultat de fonctionnement reporté	84 764,16 €
74	Dotations et participations	400 000,00 €
		<hr/> 484 764,16 €

II - EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	-30 000,00 €
		<hr/> 0,00 €

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- adopte les durées d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles (hors bâtiments) comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Procédure : amortissement	Choix du conseil	Recommandations instruction M14
Seuil en deçà duquel les immobilisations de peu de valeurs s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT)	1 000 €	
Biens ou catégories de biens amortis :		
Immobilisations incorporelles :		
Logiciels bureautiques	2 ans	2 ans
Autres applicatifs informatiques	5 ans	5 ans
Immobilisations corporelles:		
Mobilier	10 ans	10 à 15 ans
Matériel de bureau électrique et électronique	5 ans	5 à 10 ans
Matériel informatique	2 ans	2 à 5 ans
Matériels classiques	10 ans	6 à 10 ans
Coffre-fort	20 ans	20 à 30 ans
Installations et appareils de chauffage	10 ans	10 à 20 ans
Autres agencements et aménagements de terrains	20 ans	15 à 30 ans
Agencements et aménagement de bâtiment, installations électriques et téléphoniques	10 ans	10 à 15 ans

Vote

Votants : 19
Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

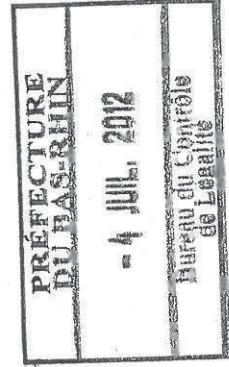
REPUBLIQUE FRANCAISE

HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN

M 14

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

ANNEE 2012



I - INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	
I	B

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3
- sans vote formel sur chacun des chapitres.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif - de l'exercice.

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté :

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE		II
		A1

FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	484 764,16	400 000,00
+		+
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT	0,00	0,00
002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	84 764,16
=		=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	484 764,16	484 764,16

INVESTISSEMENT

DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1063)	0,00	0,00
+		+
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT	0,00	0,00
001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00	0,00
=		=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL		
TOTAL DU BUDGET	484 764,16	484 764,16

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES****A2****DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
011	Charges à caractère général	1 243 660,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 436 100,00	0,00	420 000,00	420 000,00	420 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	113 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	8 792 950,00	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	57 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	34 764,16	34 764,16	34 764,16
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	8 850 000,00	0,00	484 764,16	484 764,16	484 764,16
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	8 850 000,00	0,00	484 764,16	484 764,16	484 764,16
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 850 000,00				484 764,16

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	557 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 274 556,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
75	Autres produits de gestion courante	7 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	8 840 200,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	9 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	8 850 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	8 850 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 850 000,00				484 764,16

Pour information

0,00 Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

A3

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	250 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Particip. créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...1	Total des opér. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00				+
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	550 000,00				=

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonct. capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Particip. créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...2	Total des opér. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00				+
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	550 000,00				=

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 - DEPENSES (du présent budget (1) + restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011 Charges à caractère général	1 273 660,00	0,00	1 273 660,00
012 Charges de personnel et frais assimilés	7 856 100,00		7 856 100,00
014 Atténuation de produits	0,00		0,00
60 <i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante	113 190,00	0,00	113 190,00
656 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges exceptionnelles	57 050,00	0,00	57 050,00
68 Dotations aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71 <i>Production stockée (ou déstockage)</i>	0,00	0,00	0,00
022 Dépenses imprévues	34 764,16		34 764,16
023 <i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total	9 334 764,16		9 334 764,16
		+	0,00
		=	9 334 764,16

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15 <i>Provisions pour risques et charges</i>		0,00	0,00
16 Rembt. d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Compte de liaison : affectation	0,00		0,00
19 Différences sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 000,00	0,00	30 000,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	220 000,00	0,00	220 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	300 000,00	0,00	300 000,00
28 <i>Amortissements des immobilisations (reprise)</i>		0,00	0,00
29 <i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39 <i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...1 Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481 <i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49 <i>Provisions pour dépréciation des comptes de tiers</i>		0,00	0,00
59 <i>Prov. pour dépréciation des comptes financiers</i>		0,00	0,00
3... Stocks	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	550 000,00	0,00	550 000,00
		+	0,00
		=	550 000,00

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

(1) Budget cumulé (y compris étape en cours)

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B2

2 - RECETTES (du présent budget (1) + Restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013 Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00
60 <i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70 Produits des services, du domaine, et ventes diverses	557 734,00	0,00	557 734,00
71 <i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72 <i>Travaux en régie</i>		0,00	0,00
73 Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74 Dotations et participations	8 674 556,00	0,00	8 674 556,00
75 Autres produits de gestion courante	7 910,00	0,00	7 910,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	9 800,00	0,00	9 800,00
78 Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79 <i>Transferts de charges</i>	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total	9 250 000,00	0,00	9 250 000,00
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			+ 84 764,16
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			= 9 334 764,16

INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	250 000,00	0,00	250 000,00
15 <i>Provisions pour risques et charges</i>		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budg.)	0,00	0,00	0,00
18 Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
19 Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 <i>Amortissements des immobilisations</i>	300 000,00	0,00	300 000,00
29 <i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39 <i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...2 Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481 <i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49 <i>Provisions pour dépréciation des comptes de tiers</i>		0,00	0,00
59 <i>Prov. pour dépréciation des comptes financiers</i>		0,00	0,00
3... Stocks	0,00	0,00	0,00
021 <i>Virement de la section de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	550 000,00	0,00	550 000,00
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE			+ 0,00
AFFECTATION AU COMPTE 1068			+ 0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			= 550 000,00

(1) Budget cumulé (y compris étape en cours)

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
011	Charges à caractère général	1 243 660,00	30 000,00	30 000,00
6042	Achats de prestations de serv. (autres que terrains à amén.)	38 440,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	37 970,00	0,00	0,00
60612	Energie - Électricité	219 120,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	3 700,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	13 970,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	300,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	20 600,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	87 980,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	11 600,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services avec des entreprises	78 910,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	200,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	4 860,00	0,00	0,00
61521	Terrains	4 780,00	0,00	0,00
61522	Bâtiments	30 100,00	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	1 300,00	0,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	10 360,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	42 980,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurance	43 320,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	4 250,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	20 090,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	1 500,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	74 350,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	34 950,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	20 670,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	65 100,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	68 640,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	1 130,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	34 740,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
AI

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
6251	Voyages et déplacements	17 940,00	0,00	0,00
6256	Missions	28 090,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	34 100,00	30 000,00	30 000,00
6261	Frais d'affranchissement	38 450,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	11 830,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	20,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	3 630,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts et bois communaux ...)	310,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	100 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	28 380,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 436 100,00	420 000,00	420 000,00
6336	Cotis. au centre national et centres de gestion de la FPT	53 840,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale personnel titulaire	7 145 190,00	400 000,00	400 000,00
64131	Rémunération personnel non titulaire	225 000,00	20 000,00	20 000,00
64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	12 070,00	0,00	0,00
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courantes	113 190,00	0,00	0,00
651	Rodev. pour conces. brevets, lic. proc., dis & val. simil.	2 090,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonc. aux associations & autres organismes droit privé	16 100,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de la gestion courante	95 000,00	0,00	0,00
656	Secours	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES		8 792 950,00	450 000,00	450 000,00
(A) = (011+012+014+65+656)				

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 66112 Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00 0,00	0,00 0,00	0,00 0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	57 050,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	50,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	57 000,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions (d) (6)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	34 764,16	34 764,16
TOTAL DES DEPENSES REELLES = (a)+(b)+(c)+(d)+(e)		8 850 000,00	484 764,16	484 764,16
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		8 850 000,00	484 764,16	484 764,16
RESTES A REALISER N-1				0,00
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00		484 764,16

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
A2

Art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	100 000,00	0,00	0,00
7067	Redevances et droits des services péri-scolaires et d'enseig	276 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de service	161 034,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 500,00	0,00	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (abts & vente d'ouv.)	19 200,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
74718	Autres	8 274 556,00	400 000,00	400 000,00
7473	Départements	1 000 600,00	0,00	0,00
74748	Participations autres communes	200 000,00	0,00	0,00
7477	Budget communautaire et fonds structurels	7 048 156,00	400 000,00	400 000,00
75	Autres produits de gestion courante	25 800,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	7 910,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	3 500,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 700,00	0,00	0,00
		2 710,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		8 840 200,00	400 000,00	400 000,00
(a) = (70+73+74+75+013)				

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

		III		
		A2		
Art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
7621	Intérêts encaissés à l'échéance	0,00	0,00	0,00
7622	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
	Calcul du 7622	0,00	0,00	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice =			
	Montant de l'exercice N-1 =	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	9 800,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	9 800,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions (d)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges (e)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES = A+B+C+D+E		8 850 000,00	400 000,00	400 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		8 850 000,00	400 000,00	400 000,00
RESTES A REALISER N-1				+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00		+
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00		=
				84 764,16
				484 764,16

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	0,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	30 000,00	30 000,00
		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	-30 000,00	-30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	250 000,00	-30 000,00	-30 000,00
		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n°	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	250 000,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	300 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	300 000,00	0,00	0,00
45...1	Opérations pour compte de tiers n°			
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE	550 000,00	0,00	0,00

III	B1
-----	----

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur			
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	550 000,00	0,00	0,00
	RESTES A REALISER N-1			+
				0,00
	D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00		+
				0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	550 000,00		=
				0,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles	Vote
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
13248	Autres communes	250 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	250 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opération)	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	250 000,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transf.	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	300 000,00	0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers n°			
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES DE L'EXERCICE	550 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT				
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE				
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		550 000,00	0,00	0,00
RESTES A REALISER N-1				
				+
R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00		+
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		550 000,00		=
				0,00

IV - ANNEXES

IV

ARRETE ET SIGNATURES

D2

D2 - ARRETE - SIGNATURES

Nombre de membres en exercice
 Nombre de membres présents
 Nombre de suffrages exprimés
 VOTES : Pour

Contre

Abstentions

Date de convocation :

Présenté par le Président

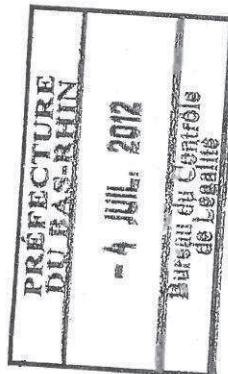
A Strasbourg, le 26/06/2012

Le Président

Délibéré par le groupement, réuni en session.....

A Strasbourg, le 26/06/2012

Les membres du conseil d'administration



Certifié exécutoire par Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le

, et de la publication le

A Strasbourg le 26/06/2012

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 053-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

6^{ème} point de l'ordre du jour : Droits de scolarité à compter de la rentrée 2012-2013

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré

- fixe les droits d'inscription et de scolarité à compter de l'année 2012/2013 de la Haute école des arts du Rhin aux tarifs détaillés en annexe 2,
- autorise l'établissement à percevoir les droits d'inscription et de scolarité correspondants.

Vote

Votants : 19
Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration n° 053 - 2012 du 26 juin 2012

Objet : Droits de scolarité à compter de la rentrée 2012-2013

Exposé des motifs

Selon l'article 12 des statuts de l'établissement, il appartient au conseil d'administration de fixer les droits d'inscription et de scolarité.

Les tarifs actuellement en vigueur concernant les droits d'inscription et de scolarité diffèrent fortement entre les trois sites, de même que les conditions d'octroi des tarifs réduits et le rythme de paiement (voir annexe 1).

Il est proposé cette année de procéder à certains ajustements des droits de scolarité et des conditions d'octroi des tarifs réduits en vue d'une prochaine harmonisation de l'ensemble de ces tarifs, qui devrait être effective pour les deux écoles d'art lors de la mise en place du concours commun. La mise en cohérence proposée constitue une première étape vers cette convergence, à laquelle les étudiants seront associés.

Harmonisation des droits de scolarité dans les deux écoles d'art

Harmonisation des rythmes de paiement :

Afin de mettre en cohérence les rythmes de paiement sur les différents sites, il est proposé d'annualiser les droits de scolarité à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai, comme cela se pratique à Strasbourg, à l'ESADS et à l'Académie supérieure de musique.

Suppression des frais d'assurance responsabilité civile des droits de scolarité du Quai :

Le paiement de l'assurance responsabilité civile étudiante, inclus actuellement dans les frais de scolarité à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai fait souvent double emploi avec une assurance contractée par les étudiants eux-mêmes. Or, celle-ci est actuellement souscrite par l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai pour l'ensemble des étudiants inscrits et son paiement intégré aux droits d'inscription et de scolarité payés par les étudiants pour un montant de 16 € par an.

Il est proposé de supprimer cette assurance, et de réduire d'autant les droits de scolarité des étudiants du Quai.

Revalorisation des droits de scolarité :

Il est proposé au conseil d'administration d'opter pour une revalorisation de l'ensemble des tarifs existants en écoles d'art sur la base de l'inflation annuelle constatée, soit 1,5 %.

Harmonisation des tarifs réduits et des conditions d'octroi des tarifs réduits :

Il est proposé d'harmoniser les réductions et les conditions d'accès au tarif réduit pratiquées jusque là à l'ESADS et à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai, sans toutefois modifier le différentiel de

tarif plein entre l'ESADS et l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai (520 € à l'ESADS ; 714 € au Quai en 2011-12).

Deux hypothèses sont proposées, et présentées respectivement en annexes 2 et 3.

a) *Hypothèse 1 (annexe 2) :*

Cette hypothèse permet de faire bénéficier les étudiants de l'ESADS et de l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai, quel que soit leur lieu d'études, des mêmes conditions d'exonération de droits de scolarité ou d'octroi du tarif réduit, à savoir :

- gratuité des droits de scolarité pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 du Ministère de la culture et de la communication ainsi que pour les étudiants de l'école des Beaux-arts de Kinshasa à l'ESADS, comme à l'école supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai ;
- tarif réduit de 21,8 % pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveaux 1 à 6 du Ministère de la culture et de la communication à l'ESADS, comme à l'école supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai ;

En conséquence,

- le tarif réduit de 21,8 % se substituerait à l'ESADS au demi-tarif pratiqué antérieurement mais continuerait de concerner les étudiants bénéficiaires de bourses de niveaux 1 à 6 du Ministère de la culture et de la communication. Les étudiants actuellement inscrits à l'ESADS bénéficieraient néanmoins du demi-tarif jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP) ;
- l'imposition aux contributions directes locales à Mulhouse et/ou le fait d'habiter Mulhouse Alsace Agglomération ne constituerait plus un critère, à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai, pour bénéficier du tarif réduit. Les étudiants actuellement inscrits au Quai bénéficieraient néanmoins de ce tarif jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP) ;
- les étudiants dont les parents ou conjoint sont agents de la Ville de Mulhouse et/ou de Mulhouse Alsace Agglomération ne bénéficieraient plus, à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai, du demi-tarif. Les étudiants actuellement inscrits à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse - Le Quai bénéficieraient néanmoins de ce tarif jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP).

Cette réforme permet le maintien du niveau de recettes actuelles.

b) *Hypothèse 2 (annexe 3) :*

Cette hypothèse ne permet pas une harmonisation aussi complète des exonérations de droits de scolarité, réductions et conditions d'accès au tarif réduit que la précédente.

Pour l'essentiel, elle substitue au critère géographique (imposition aux impôts directs locaux à Mulhouse ; habiter Mulhouse Alsace agglomération ; étudiants dont les parents ou conjoint sont agents de la Ville de Mulhouse et/ou de Mulhouse Alsace Agglomération) un critère social, apprécié par le bénéfice d'une bourse de niveaux 0 à 6 du Ministère de la culture et de la communication.

Elle ne permet pas de faire bénéficier les étudiants de l'ESADS et de l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai, quel que soit leur lieu d'études, des mêmes conditions d'exonération de droits de scolarité ou d'octroi du tarif réduit.

Les propositions sont les suivantes :

- application du tarif réduit de 21,8 %, à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse du Ministère de la culture et de la communication de niveaux 0 à 6, en lieu et place du critère antérieur, à savoir étudiants imposés aux contributions directes locales à Mulhouse et/ou habitants Mulhouse Alsace Agglomération ;
- suppression du demi-tarif pour les étudiants dont les parents ou conjoint sont agents de la Ville de Mulhouse et/ou de Mulhouse Alsace Agglomération et bénéfice pour ces mêmes étudiants du tarif réduit de 21,8 %, à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai.

En conséquence,

- les exonérations de droits de scolarité, réductions et conditions d'octroi du tarif de l'ESADS seraient inchangées ;
- le demi-tarif pour les étudiants dont les parents ou conjoint sont agents de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération, serait supprimé. Les étudiants actuellement inscrits à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-Le Quai bénéficieraient néanmoins de ce tarif jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP) ;
- l'imposition aux contributions directes locales à Mulhouse et/ou le fait d'habiter Mulhouse Alsace Agglomération ne constituerait plus un critère, à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse-La Quai, pour bénéficier du tarif réduit. Les étudiants actuellement inscrits au Quai bénéficieraient néanmoins de ce tarif jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP).

Cette réforme a un coût estimé à 5 200 €.

Evolution des tarifs de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg

Il est proposé par ailleurs d'augmenter les droits d'inscription et de scolarité du master de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg du fait du passage de 1h à 1h30 de cours pour la dominante.

Enfin, concernant la location d'instruments, il est proposé au conseil d'administration une location d'instruments payable par semestre ainsi qu'une revalorisation de 3 %.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- fixe les droits d'inscription et de scolarité à compter de l'année 2012/2013 de la Haute école des arts du Rhin aux tarifs détaillés en annexe,
- autorise l'établissement à percevoir les droits d'inscription et de scolarité correspondants.



Droits d'inscription et de scolarité de la Haute école des arts du Rhin 2011/2012

A. Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

Cursus diplômant	Tarif normal	Tarif réduit*
Cours	520 €	260 €
Inscription au concours d'entrée (frais de dossier)	35 €	
Frais de dossiers pour commission d'admission ou d'équivalence	35 €	

* Le tarif réduit est accordé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 1 à 6 du ministère de la culture.

Les étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 du ministère de la culture et les étudiants en provenance de l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa inscrits en 5^e année en vue du passage du Diplôme national supérieur en études plastiques, sont exonérés des droits d'inscription.

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne sont susceptibles d'être remboursés, intégralement ou partiellement, sur demande écrite, que dans le cas où une notification de bourse viendrait remettre en cause le tarif perçu.



B. Ecole supérieure d'arts, le Quai, de Mulhouse

Cursus diplômé		Versement	Tarif normal	Tarif spécial*
droit de scolarité		semestriel	290 €	212 €
droit d'inscription		annuel	134€	134 €
Frais de dossier au concours d'inscription		unique	28 €	28 €
Constitution du fonds de matériel scolaire	avance	annuel	50 €	50 €
	réapprovisionnement	En cours d'année (multiple de 10 €)	10 €	10 €

* Le tarif spécial s'applique aux personnes imposées aux contributions directes locales à Mulhouse ainsi qu'aux habitants des communes de la m2A.

Les agents de la Ville de Mulhouse et de la m2A, leurs conjoints et leurs enfants bénéficient du demi-tarif. Tout semestre entamé est dû.



C. Enseignement supérieur de la musique du Conservatoire de Strasbourg

Enseignement	Tarif
Licence commune avec l'Université (par an)	200 €
Master commun avec l'Université (par an)	100 €
Diplôme national supérieur de pratique musicale	400 €
Frais d'inscription aux tests d'admission et aux concours d'entrée	25 €

Location d'instruments aux élèves		Tarif
Valeur de l'instrument	< 610 €	38 €
«	De 610 € à 1525 €	62 €
«	> 1525 €	81 €



**Droits d'inscription et de scolarité de la Haute école des arts du Rhin :
à compter de la rentrée 2012-2013
hypothèse 1**

A. Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg

Cursus diplômant	Tarif normal	Tarif réduit*
Cours	528 €	413 €
Inscription au concours d'entrée (frais de dossier)	35 €	35
Frais de dossiers pour commission d'admission ou d'équivalence	35 €	35

* Le tarif réduit est accordé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveaux 1 à 6 du Ministère de la culture.

Les étudiants en année 2, 3, 4 et 5 jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP) bénéficiaires de bourses de niveau 1 à 6 du Ministère de la Culture continuent à bénéficier du demi-tarif

Les étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 du Ministère de la culture et les étudiants en provenance de l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa sont exonérés des droits de scolarité.

Les tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne sont susceptibles d'être remboursés, intégralement ou partiellement, sur demande écrite, que dans le cas où une notification de bourse viendrait remettre en cause le tarif perçu.



B. Ecole supérieure d'art de Mulhouse - le Quai

Cursus diplômant		Tarif normal	Tarif réduit*
droit d'inscription et de scolarité		709 €	554 €
Inscription au concours d'entrée (frais de dossier)		35 €	35 €
Frais de dossiers pour commission d'admission ou d'équivalence		35 €	35
Constitution du fonds de matériel scolaire	avance	50 €	50 €
	réapprovisionnement en cours d'année (multiple de 10 €)	10 €	10 €

* Le tarif réduit est accordé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveaux 1 à 6 du Ministère de la culture scolarisés à compter de la rentrée 2012-2013.

Ce tarif est également applicable aux étudiants qui sont imposés aux contributions directes locales à Mulhouse ainsi qu'aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération ayant entamé un cycle avant la rentrée 2012-2013.

Les étudiants dont les parents ou conjoint sont agents de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération continuent à bénéficier du demi-tarif en année 2, 3, 4 et 5 jusqu'à la fin du cycle dans lequel ils sont engagés (DNAP, DNSEP).

Les étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 du Ministère de la culture et les étudiants en provenance de l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa sont exonérés des droits d'inscription.

Les tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne sont susceptibles d'être remboursés, intégralement ou partiellement, sur demande écrite, que dans le cas où une notification de bourse viendrait remettre en cause le tarif perçu.



C. Académie supérieure de musique de Strasbourg

Enseignement	Tarif
Licence commune avec l'Université (par an) / Diplôme national supérieur professionnel de musicien *	200 €
Master commun avec l'Université (par an) *	200 €
Diplôme national supérieur professionnel de musicien seul	400 €
Frais d'inscription aux tests d'admission et aux concours d'entrée	25 €

* (+ 200 € payables à l'Université soit un coût total de 400 €)

Location d'instruments aux étudiants (par semestre)		Tarif
Valeur de l'instrument	< 610 €	78 €
«	De 610 € à 1525 €	128 €
«	> 1525 €	166 €

Les tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 054-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

7^{ème} point de l'ordre du jour : Transformations et création d'emplois

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré

- décide la transformation d'un emploi de professeur territorial d'enseignement artistique à temps complet en un emploi de technicien territorial à temps complet

Vote

Votants : 19
Pour : 16
Contre : 2
Abstention : 1

- décide la transformation d'un emploi de professeur territorial d'enseignement artistique à temps complet en un emploi d'assistant territorial d'enseignement artistique à temps complet

Vote

Votants : 19
Pour : 18
Contre : 1
Abstention : 0

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- décide la transformation d'un emploi de professeur territorial d'enseignement artistique à temps complet en un emploi de technicien territorial à temps complet

Vote

Votants	:	19
Pour	:	18
Contre	:	1
Abstention	:	0

- décide la création d'un emploi d'attaché territorial responsable des finances et de la commande publique

Vote

Votants	:	19
Pour	:	19
Contre	:	0
Abstention	:	0

- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration
n° 054-2012 du 26 juin 2012

Objet : Transformations et création d'emplois

Exposé des motifs

Le départ de certains agents de la Haute école des arts du Rhin et la préparation de la rentrée 2012-2013 rendent nécessaires une reconfiguration et la création de certains emplois :

1. Une transformation d'emploi de professeur territorial d'enseignement artistique en technicien territorial :

A l'occasion du départ à la retraite d'un professeur d'enseignement artistique du Quai assurant un cours intitulé « dessin construit, maquette », et suite à concertation avec la communauté enseignante du Quai et eu égard aux besoins identifiés, il est proposé de transformer, à compter du 1^{er} juillet 2012, cet emploi de professeur d'enseignement artistique à temps complet (16h) en celui de technicien territorial à temps complet (35h).

Basé au Quai, ce technicien sera chargé de l'atelier de menuiserie et d'aspects relatifs à la régie du bâtiment. Il sera amené à réaliser des pièces en bois sur plan, concernant les travaux des étudiants, tout projet d'exposition et des travaux légers d'aménagement de l'école (petite menuiserie).

Cet emploi sera financé par la transformation de l'emploi de professeur d'enseignement artistique précité.

2. Une transformation d'emploi de professeur territorial d'enseignement artistique en assistant territorial d'enseignement artistique

A l'occasion du départ à la retraite d'un professeur d'enseignement artistique travaillant au sein de l'atelier verre de l'ESADS, et après consultation des enseignants concernés, il est proposé de transformer, à compter du 1^{er} novembre 2012, cet emploi de professeur d'enseignement artistique à temps complet (16h) en celui d'assistant territorial d'enseignement artistique à temps complet (20h). Cet assistant travaillera également pour le compte de l'atelier verre : il apportera un soutien technique au professeur d'enseignement artistique en charge de l'atelier et permettra d'élargir les plages d'ouverture de ce dernier.

Cet emploi sera financé par la transformation de l'emploi de professeur d'enseignement artistique précité.

3. Une transformation d'emploi de professeur territorial d'enseignement artistique en assistant territorial d'enseignement artistique

Le contrat d'un professeur territorial d'enseignement artistique de l'atelier terre/céramique arrivant à son terme et considérant les besoins de cet atelier, en termes techniques comme de plages d'ouverture horaire, il est proposé, après consultation des enseignants concernés, de transformer, à compter du 1^{er} octobre 2012, cet emploi de professeur d'enseignement artistique à temps complet (16h) en celui d'assistant territorial d'enseignement artistique à temps complet (20h).

Cet emploi sera financé par la transformation de l'emploi de professeur d'enseignement artistique précité.

4. Une création d'emploi d'attaché territorial responsable des finances et de la commande publique

Deux facteurs se cumulent pour justifier la création de cet emploi.

D'une part, de manière structurelle, un grand nombre de compétences ont été transférées des collectivités d'origine au nouvel établissement en matière financière (budget, comptabilité) mais aussi de commande publique. Ce transfert de compétences ne s'est pas traduit jusqu'alors par un transfert de personnel supplémentaire à l'établissement. Toutefois, l'établissement a à souffrir, depuis la rentrée 2011, d'un déficit de moyens humains en ce domaine, pourtant essentiel au bon fonctionnement de l'établissement, y compris la pédagogie.

D'autre part, de manière conjoncturelle, la mobilité de l'agent occupant, par transfert, depuis le 1^{er} octobre 2011, l'emploi de comptable-régisseur de l'ESADS (poste à temps complet de catégorie B) accélère la création d'un poste de responsable de catégorie A.

En effet, étant donné le budget de l'établissement (plus de 9 M€), la complexité de ses enjeux, la nécessité pour l'établissement de se doter de procédures de marchés adaptées mais également de procéder au lancement et à la passation d'un grand nombre de marchés publics dans les années à venir, il apparaît indispensable de créer un poste de responsable financier de l'établissement de catégorie A, à temps complet, faute de pouvoir recruter.

Ce responsable sera ainsi notamment en charge :

- du pilotage des aspects financiers : pilotage et suivi budgétaires, pilotage et maîtrise des procédures comptables, gestion et suivi de l'inventaire comptable, responsabilité du bon fonctionnement des régies de recettes et du suivi de la trésorerie ;
- du pilotage et de la mise en place des marchés publics : supervision du recueil et de l'analyse des besoins, détermination des procédures applicables, lancement, attribution et participation au suivi de l'exécution de l'ensemble des marchés publics ;
- élaboration et suivi des demandes de subventions ;
- suivi du voler financier de projets de l'établissement.

La création de ce poste permanent à temps plein est financée sur la masse salariale de l'établissement, par le gel du poste de comptable régisseur de l'Esads (1 ETP de cat. B) et des économies générées par les transformations de poste précitées.

Conformément à l'article 34 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, si ce poste devait être occupé par un agent non titulaire, il y sera pourvu, selon l'article 3-3 alinéa 3 de la loi précitée selon les modalités suivantes :

- diplômes de niveau BAC + 4 ou 5 et bonne connaissance et/ou pratique des finances publiques locales et/ou des marchés publics locaux ;
- niveau de rémunération : fourchette indiciaire, en fonction du profil du candidat retenu, entre le 1^{er} échelon d'attaché (IM 349) et le dernier échelon d'attaché principal (IM 783)

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- décide des transformations et de la création d'emplois susmentionnées ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au BP 2012 de l'établissement.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 055-2012

Séance du : 26 juin 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : membres
Absents excusés : absents excusés dont procurations
Absent non excusé :

8^{ème} point de l'ordre du jour : Création d'un comité technique et détermination du nombre de représentants

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

- désigne Monsieur Daniel PAYOT, Président de la HEAR, en qualité de président du comité technique de la HEAR ;

- fixe :

- à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel au comité technique de la HEAR ;
- à 5 le nombre de représentants titulaires de l'établissement au comité technique de la HEAR.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Vote

Votants	:	19
Pour	:	19
Contre	:	0
Abstention	:	0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration n° 055- 2012 du 26 juin 2012

Objet : Création d'un comité technique et détermination du nombre de représentants

Exposé des motifs

Conformément à l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la Haute école des arts du Rhin (HEAR), établissement public employant au moins cinquante agents, doit se doter d'un comité technique.

Le comité technique est une instance consultative obligatoirement saisie pour les questions à caractère collectif concernant le personnel prévues par le statut (notamment plan de formation, organisation du temps de travail, conditions d'accueil des apprentis...).

En l'état actuel de la réglementation, les questions d'hygiène et sécurité, compte tenu de la taille de l'établissement, relèvent également de la compétence du comité technique.

Le comité technique est composé de représentants du personnel et d'un ou plusieurs représentants de l'établissement, dont le président du comité technique.

Il est rappelé que la commission administrative paritaire du Centre de gestion du Bas-Rhin est compétente pour les questions à caractère individuel des agents gérés par l'établissement.

Détermination du nombre de représentants du personnel

Il appartient au conseil d'administration de la HEAR, après consultation des organisations syndicales, de déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, dans une fourchette comprise entre 3 et 5 représentants, eu égard à l'effectif de l'établissement (de 50 à 350 agents). Le nombre de membres suppléants est identique au nombre de membres titulaires.

Après consultation, par la direction de l'établissement, des organisations syndicales ayant déposé leurs statuts auprès de la HEAR, à savoir « la cellule CGT des personnels du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts » et la « section syndicale CFDT de la HEAR », il est proposé de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 5.

Conformément au décret n° 85-565 du 30 mai 1985, les représentants du personnel seront désignés à l'issue des élections professionnelles, lesquelles seront organisées au courant du deuxième semestre de l'année 2012, vraisemblablement courant novembre 2012.

Détermination du nombre de représentants de l'établissement

Le ou les représentants de l'établissement sont désignés par le Président de la HEAR parmi les membres du Conseil d'administration ou parmi les agents de l'établissement.

Le nombre de représentants de l'établissement ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel.

Afin de favoriser le paritarisme au sein du comité technique, il est proposé de fixer le nombre de représentants de l'établissement à 5 .

Désignation du président du comité technique

Le président du comité technique est désigné parmi les membres du Conseil d'administration de la HEAR. Il figure automatiquement dans le collège des représentants de l'établissement. Il est proposé que le président du comité technique soit le Président de la Haute école.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

- désigne Monsieur Daniel PAYOT, Président de la HEAR, en qualité de président du comité technique de la HEAR ;

- fixe :

- à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel au comité technique de la HEAR ;
- à 5 le nombre de représentants titulaires de l'établissement au comité technique de la HEAR.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Réunion du Conseil d'administration du 27 septembre 2012 École supérieure des arts décoratifs- Strasbourg

En présence de :

Les membres du Conseil d'administration

- Daniel PAYOT, Président,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Bernard GOY, pour le Directeur régional de l'action culturelle
- Hélène Le BON, pour le directeur général de la création artistique,
- pour Christine GANGLOFF-ZIEGLER, Présidente de l'UHA, Jean-Philippe BEDEZ (Vice-président vie étudiante et politiques culturelles),
- Pierre LITZLER, directeur de l'UFR des arts, représentant l'Université de Strasbourg,
- Robert CAHEN, plasticien,
- Bernard BLENY, représentant du personnel pédagogique,
- Bertrand LEMONNIER, représentant du personnel pédagogique,
- Olivier PONCER, représentant du personnel pédagogique,
- Philippe GEISS, représentant du personnel pédagogique,
- Alain SPOHR, représentant du personnel administratif et technique,
- Yannick WEYNACHT, représentant du personnel administratif et technique,
- Stéphane CLOR, représentant des étudiants en musique,

Membres excusés :

- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Sophie ROHFRIETSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Gérard BUQUET, compositeur et tubiste, pouvoir
- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de la Ville de Mulhouse, pouvoir,
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de la Ville de Mulhouse,
- François BAUER, représentant des étudiants en arts plastiques,
- Alain HAUSS, Directeur régional de l'action culturelle,
- Robert HERRMANN, Premier Adjoint au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg

Autres présents :

- David CASCARO, Directeur de la Haute école des arts du Rhin,
- Aymée ROGÉ, Administratrice la Haute école des arts du Rhin,
- Estelle PAGES, Directrice des études d'arts plastiques, directrice adjointe de la Haute école des arts du Rhin de l'ESADS,
- Vincent DUBOIS, Directeur du Conservatoire de Strasbourg, directeur adjoint de la Haute école des arts du Rhin
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe la Haute école des arts du Rhin,
- Catherine MARCO, Directrice adjointe du Conservatoire,
- Laurent DOUCELANCE, Responsable communication de la Haute école des arts du Rhin,

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- Thierry LOUTON, Receveur des finances, comptable de l'établissement public,
- Pierre de SAINT-CHAMAS, Directeur adjoint, Direction de l'innovation, recherche et de l'enseignement supérieur, Conseil régional d'Alsace
- Marie-Hélène FOURNIER, Conseillère aux études supérieures musicales de la Haute école des arts du Rhin,
- Jean WILLMÉ, Directeur général adjoint, Pôle Épanouissement de la personne, Ville de Mulhouse,
- Aziz KAHLOUCH, suppléant du représentant du personnel administratif,
- Chantal KUNKLER, suppléante du représentant du personnel administratif et technique,
- Gabrielle KWIATKOWSKI, responsable du département des arts visuels
- Stéfanie ESCHENBRENNER, Assistante de direction, Haute école des arts du Rhin,

Excusé :

- Yves AUBERT, Directeur général adjoint, Pôle culture, territoires et démocratie locale de la Ville et la CUS

Daniel Payot accueille les nouveaux membres du Conseil d'administration :

- Estelle Pagès, nouvelle directrice des études en arts plastiques et directrice adjointe de la HEAR. Avec son arrivée l'équipe de direction de la HEAR est au complet. Estelle Pagès était auparavant en charge de la direction de l'école des Arcades à Issy-les-Moulineaux, elle s'est mobilisée ces dernières années sur le projet de création d'une école d'art multisite en Ile-de-France et a contribué à fonder le réseau des classes préparatoires publiques en arts plastiques dont elle est toujours la présidente. Elle a par ailleurs longuement enseigné l'histoire de l'art en école d'art en cultivant une grande proximité aux artistes
- Pierre Litzler, nouveau représentant de l'Université de Strasbourg au Conseil d'administration de la Haute école, à la place de Vincent Dubois qui effectue des recherches aux États-Unis. Architecte de formation, Pierre Litzler est professeur de design et actuellement directeur de l'UFR des arts qui réunit les arts visuels, les arts du spectacle, la musique et le CFMI, ce qui le prédisposait, à rejoindre notre assemblée pluridisciplinaire
- Hélène Le Bon, pour le ministère de la culture qui représente le directeur général de la création artistique.

Daniel Payot présente également Nathalie Groch, élève de l'INET en stage auprès de Aymée Rogé jusqu'à la fin du mois d'octobre.

Comme le prévoient les statuts, les élections des représentants des étudiants se tiendront d'ici à la prochaine séance puisque ceux-ci sont renouvelés chaque année. François Bauer et Stéphane Clor sont remerciés pour leur implication, eux qui ont eu le privilège cette année d'inaugurer ces mandats.

Point 1 : Approbation du compte-rendu de la séance du 26 juin 2012

Le procès verbal du Conseil d'administration du 13 avril est approuvé à l'unanimité.

Point 2 : Actualités et perspectives de l'établissement

David Cascaro introduit cette réunion du Conseil d'administration par un discours de rentrée.

« Je souhaite redire ici quel projet porte cet établissement car le Conseil d'administration est bien l'endroit de présentation, d'explication et de validation de ce dernier. Chacune des délibérations que vous adoptez permet à la HEAR de bien fonctionner. Chacune des délibérations doit être remise en perspective dans le cadre de ce projet.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Nous nous efforcerons désormais de rappeler à l'occasion des séances du Conseil d'administration à quelle étape de la construction du projet nous nous situons et quel rôle chaque délibération porte dans le développement de ce projet.

Cet exposé permettra également de présenter les objectifs à remplir dans les mois à venir, d'ici à la fin de l'année 2013 dont nous adopterons en principe le budget à notre séance du 18 décembre à Mulhouse.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le présenter, les trois axes qui animent et animeront les trois premières années d'activité de la HEAR sont les suivants :

Axe 1 Valoriser une grande école des arts

Axe 2 Qualifier un établissement d'enseignement supérieur

Axe 3 Construire et animer un établissement public

I Axe 3 Construire et animer un établissement public

Si les deux premiers axes contiennent le développement de notre école, le troisième est tout à la fois un objectif et un moyen. *Construire et animer un établissement public* est évidemment d'abord un outil au service du projet éducatif. Et on ne doit bien sûr pas confondre l'objectif de notre école qui est de *préparer des étudiants à produire un projet original dans différents domaines artistiques en pleine connaissance de la création contemporaine et de ses multiples contextes professionnels* avec le fait que notre école soit un EPCC.

Ces quatre lettres dont peu de gens connaissent le sens (« établissement public de coopération culturelle ») ont encore tendance à enfermer nos écoles dans une image réglementaire et dépersonnalisée.

Et pourtant, voilà maintenant presque un an que nous apprenons à nous connaître autour de cette table qui réunit des étudiants, des enseignants, des artistes, des représentants du personnel administratif et technique de notre école, des élus locaux et régionaux et des représentants de l'État et des universités. Voilà un fait assez rare : réunir des représentants de communautés qui n'avaient autrefois jamais l'occasion de travailler ensemble. Cette table est le reflet incarné de ce nouveau statut qui prévoit tout à la fois l'animation d'un projet par une direction et l'organisation d'un Conseil d'administration qui valide les grandes orientations.

De même, les EPCC peuvent parfois donner l'impression d'un montage complexe. Or, la création d'un établissement public est aussi l'occasion de clarifier des situations par l'application des règles du droit public, notamment dans les secteurs des finances et des ressources humaines. Les délibérations emploi et prime de coordination entrent dans ce cadre.

La situation strasbourgeoise des chargés de cours, vacataires réguliers reconduits d'année en année parfois depuis très longtemps devait être traitée à l'occasion du transfert de personnel de la ville à l'établissement. Grâce au travail minutieux mené par les services des ressources humaines et des finances de la HEAR et de la ville de Strasbourg et grâce à l'attention portée par la direction générale de la ville de Strasbourg, cette situation connaît un véritable changement avec la délibération emploi proposée ce jour, qui prévoit la création de 13 postes d'enseignants, qui assureraient des missions régulières d'enseignement. Dernière étape d'un processus entamé au profit de l'option communication en 2010, cette délibération a le grand mérite de traiter en bloc ces cas au démarrage de l'année scolaire

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

2012/2013. Nous sommes très fiers aujourd'hui de porter cette délibération devant le Conseil dans la mesure où elle entamait à la fois le moral des équipes et les marges de manœuvre de travail de la HEAR. Il faut lui reconnaître un caractère historique.

Dans le respect des modalités de travail qui caractérisent un site ou une discipline, la Haute école des arts du Rhin permet l'adoption de règles communes de fonctionnement. La délibération sur la prime de coordination entre dans ce cadre qui permet l'harmonisation de la situation entre Mulhouse et Strasbourg. Cette délibération ouvre un chantier plutôt qu'elle ne le clôt en inscrivant à l'agenda de l'année 2013 la précision du rôle des coordinateurs entre les arts plastiques et la musique, avec l'hypothèse de créer de nouvelles missions de responsables de département ou d'option.

Pour parachever le système de gouvernance, notre établissement devra en 2012 et 2013 se doter de nouvelles instances.

1) Tout d'abord avec la mise en place *d'instances paritaires professionnelles* dont l'organisation d'élections professionnelles en novembre seront le point de départ, avec la participation des trois organisations syndicales actuellement signalées : la CGT, la CFDT et la FA-FPT.

2) Ensuite avec la nécessité d'instituer le *conseil artistique et scientifique* prévu par nos statuts.

3) Enfin, l'année scolaire ne suffira peut être pas pour compléter le *règlement intérieur* dont il reste à rédiger les chapitres portant sur l'organisation du travail du personnel et l'organisation des études.

Signalons que le Sénat étudie actuellement les révisions nécessaires à la loi sur les EPCC et a interrogé à ce sujet les villes et les associations professionnelles. En effet, ce statut n'avait pas à l'origine été fondé pour accueillir des établissements d'enseignement. L'ANDEA (association nationale des écoles supérieures d'art), tout comme des représentants des pôles supérieurs de musique (qui doivent se transformer en EPCC) seront auditionnés par la commission des affaires culturelles du Sénat. Nous avons rédigé à cette occasion une note encourageant le Sénat à améliorer la part de représentation des enseignants dans les Conseils d'administration. Nous vous présenterons aujourd'hui une délibération concernant l'adhésion de la HEAR à l'ANDEA dont le Conseil d'administration est désormais ouvert aux enseignants et aux personnels des écoles.

Les pôles supérieurs de musique n'ont pas encore d'association professionnelle mais leurs directeurs et leur personnel se rencontrent déjà depuis plusieurs années. Vincent Dubois a récemment porté à Dijon une délégation de la HEAR.

II Axe 1 Valoriser une grande école des arts

Concernant le premier axe « **Valoriser une grande école des arts** », je voudrais insister sur le calendrier bâti pour l'année 2012/2013 qui regroupe, faisant vivre la Charte de la HEAR, des rendez vous partagés :

1) à l'attention de tous les étudiants de musique et des arts plastiques

-semaine Hors limite

-Week-end avant première

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN
École supérieure des arts décoratifs
1, rue de l'Académie – F-67076 Strasbourg cedex
Accueil : + 33 (0)3 69 06 37 77

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- Semaine de workshops à Mulhouse
- Commission d'aide à projet étudiant
- Semaine des diplômés

2) à l'attention des enseignants de musique et d'arts plastiques

- Conseils pédagogiques de la HEAR

3) à l'attention de l'équipe de direction qui partage son travail tous les quinze jours dans un comité où les points de rencontre et différences entre musique et arts plastiques sont régulièrement partagés.

Constitutive du projet de la HEAR, cette pluridisciplinarité se retrouve dans les journées d'études sur *la Transe* organisées les 16 et 17 novembre prochains par Joachim Montessuis et Philippe Lepeut, enseignants et artistes. Celles-ci seront l'occasion de faire le point sur les phénomènes de transe avec des chercheurs ethnologues, historiens, des musiciens et des artistes intéressés par ces problématiques. Ces journées débiteront par un concert d'orgue de Charlemagne Palestine à l'église Saint Guillaume et s'achèveront par une soirée de performances à la Chaufferie.

La pluridisciplinarité est aussi à l'honneur dans un cycle de conférences imaginées avec les partenaires culturels du « cluster » formé autour de l'Université de Strasbourg. Avec l'école nationale supérieure d'architecture, la bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg, l'école du Théâtre national de Strasbourg et l'UFR des arts de l'Université de Strasbourg, la HEAR instaure en 2012/2013 un cycle de 6 conférences de designer, compositeur, plasticiens et architectes qui se tiendront dès le 5 novembre 2012 à l'auditorium de la Cité de la musique et de la Danse.

Désireuse de porter une image unique comme le catalogue des diplômés l'a démontré en juin dernier, la HEAR se dotera en 2012/2013 de cartes étudiants et enseignants homogènes et étudiera la création d'un site internet ramassant l'ensemble des informations concernant ses filières. Le choix de créer un poste de webmaster pour gérer et alimenter ces informations qui vous est proposé dans la délibération emploi va clairement dans ce sens.

Pour améliorer cette connaissance réciproque des secteurs des arts plastiques et de la musique mais aussi pour réunir les équipes administratives des trois sites de Mulhouse et de Strasbourg, une journée de formation sera organisée au mois de novembre prochain dans le cadre stimulant du musée Würth à Erstein.

III Qualifier un établissement d'enseignement supérieur

Concernant l'axe 2 « **Qualifier un établissement d'enseignement supérieur** », qui correspond aux standards internationaux de légitimité, l'année 2012/2013 porte plusieurs objectifs dans les trois secteurs de la professionnalisation, de la recherche et de l'international.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

La professionnalisation

Depuis la rentrée, les étudiants de musique peuvent désormais poursuivre un parcours supplémentaire au CEFEDM de Lorraine. Vincent Dubois aura l'occasion de nous le détailler.

L'été a permis de dégager les grandes lignes de la programmation de la salle d'exposition de la Chaufferie en réservant plusieurs semaines de travaux encadrés pour les étudiants.

De plus, le principe de l'accueil en résidence de deux artistes plasticiens par an a été retenu en favorisant la venue de personnalités en capacité de produire des pièces dans les ateliers et adaptés au site particulier de la Chaufferie.

Une résidence consacrée aux arts sonores est lancée à Mulhouse en partenariat avec l'université de Haute Alsace et la Kunsthalle ; elle accueillera un premier artiste en février 2013.

Composée de six enseignants des trois sites et de deux personnalités qualifiées pour la musique et les arts plastiques, la Commission d'aide à projet étudiant se réunira dès le 12 décembre et au moins trois fois cette année comme signalé sur le calendrier.

Après les designers dont le projet présenté à la foire de Milan a pu être exposé à la *Paris Design Week* très fréquentée, les plasticiens et scénographes sont impliqués dans de nombreux projets en immersion dans des musées (option objet au musée de l'œuvre Notre Dame ; option scénographie au musée de Besançon), des centres d'art (Le plateau à Paris avec l'atelier peinture de Daniel Schlier) et des lieux insolites comme la manufacture de Tabacs pour les 24h de l'architecture qui a offert de nombreux stages ou des vitrines de boutiques à Mulhouse pour la présentation des diplômés 2012.

Nous rechercherons en 2012/2013 à mobiliser le réseau des anciens musiciens et plasticiens afin de développer des liens durables avec ceux qui souhaitent accueillir des étudiants en stage.

La recherche

Fait nouveau à signaler, le budget 2013 de la HEAR comportera une part dédiée à la recherche.

Prévue par les statuts, le *conseil artistique et scientifique* dont une des missions est d'évaluer la qualité des projets de recherche, devra être prochainement institué et permettra d'éclairer les choix de la direction dans ce domaine.

De même, la mise en place de la commission d'attribution de l'aide à projet de la Région Alsace devra intervenir avant la fin 2012 pour un soutien annuel de 20 000 euros par an jusqu'en 2015. Ces crédits qui ne sont pas exclusivement dédiés à la recherche permettront d'encourager des projets favorisant les relations entre l'école et des partenaires (académiques, économiques) du territoire.

Le ministère de la culture a confirmé cet été son soutien à deux projets portés par la HEAR : le projet *Didactique tangible* et le projet *De trait et d'esprit*, tous deux portés par des enseignants de communication ont reçu respectivement 7000 et 14 000 euros, sur 18 mois à 2 ans et demi, qui permettront l'organisation de journées d'études, de workshop, de colloques et de publications en 2013. Précisons que 7 projets ont été sélectionnés sur 46 à l'échelle de la France et le fait que la HEAR en ait recueilli 2 sur 7 est très encourageant.

Le mois de septembre a été l'occasion pour une dizaine d'étudiants de scénographie de découvrir la ville de Johannesburg grâce au projet *Play Urban* qui a obtenu le soutien de l'Institut Français dans la cadre

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

de la saison française en Afrique du Sud (25 000 euros). Une restitution à la Chaufferie est prévue pendant les 24h de l'architecture qui se tiennent les 19 et 20 dans la manufacture de Tabac.

Enfin, Il est important de signaler l'attention portée, lors des jurys de recrutement actuellement en cours, aux candidats qui mènent des travaux de recherches reconnus ou qui possèdent un doctorat pour le recrutement des professeurs de théorie. Nous ne ferons pas du doctorat une condition de recrutement mais il faut noter que le ministère de la culture le pose d'emblée dans des textes réglementaire en cours de rédaction. Le choix de créer en option art un poste dédié aux nouveaux médias abonde également cette démarche.

L'international

L'international n'est pas en lui-même une fin mais bien la dimension dans laquelle la HEAR doit s'inscrire. Dans ce sens, nous privilégierons dans les recrutements en cours et à venir des candidats ayant une dimension internationale. De même, sont encouragés les projets de stages et de recherche avec des pays étrangers.

L'axe franco allemand reste dans nos objectifs avec notamment le projet « Lignes de front » sur les images de guerre produites autour de la première guerre mondiale. Une exposition avec les étudiants de Bâle et de Freiburg est prévue en 2013 à la Kunstverein d'Offenburg avec le soutien de Pro Helvetia favorisant l'émergence d'une scène artistique dans le Rhin supérieur.

A l'automne 2013, la saison sud africaine en France se tiendra à Strasbourg et des artistes et étudiants sud africains viendront nourrir le projet *Play Urban*.

La qualité de l'accueil des étudiants étrangers est un objectif du service des relations internationales. Avec près de 60 échanges concernant des étudiants et des enseignants, avec le Canada, la Roumanie, la République Tchèque, la Grande Bretagne, la Finlande, la Pologne, notre école confirme son attractivité. »

Point 3 : Transformation et créations d'emplois

Avant de présenter cette délibération, David Cascaro souhaite rappeler le travail effectué par le service des Ressources Humaines de la HEAR et les services de la communauté urbaine de Strasbourg qui ont œuvré durant tout l'été.

Aymée Rogé rappelle le contexte. A la création de l'établissement, des engagements ont été pris vis-à-vis des personnels pédagogiques vacataires depuis de nombreuses années à l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg.

La déprécarisation de ces postes permettra

- la création des treize emplois de professeurs et assistants territoriaux en enseignement artistique par la transformation des 13 postes sous statut de vacataire correspondants. Il serait donc proposé à chacun des agents concernés de conclure un contrat de droit public à durée déterminée, ceux-ci seraient incités à se présenter aux concours de la fonction publique territoriale. Le surcoûte ces transformations est financé par la Ville de Strasbourg.
- la création d'un poste de webmaster. L'ESADS employait depuis plusieurs années un webmaster sous statut de vacataire. Ces fonctions sont devenues pérennes au sein de la HEAR.

Daniel Payot rappelle que cela mettrait fin à une position anormale et insiste sur la rapidité avec laquelle les services de la HEAR et de la communauté urbaine de Strasbourg ont fait évoluer cette situation.

Bernard GOY rejoint la position de Daniel Payot.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Le départ à la retraite d'un enseignant, la préparation de la rentrée 2012-2013 ont fait apparaître de nouveaux besoins au niveau de l'équipe pédagogique. Aussi est-il proposé la transformation du poste d'enseignant artistique « Couleur » à plein temps en deux postes de professeur d'enseignant à mi temps (un professeur « Couleur » et un professeur « Nouveaux médias »),

Darek Szuster s'inquiète de la situation des agents mulhousiens qui seraient vacataires réguliers. David Cascaro informe que la situation au Quai avait été clarifiée depuis quelques années.

Bernard Blény souhaite des éclaircissements sur le type de contrat qui sera proposé aux enseignants et assistants territoriaux d'enseignement artistique. Aymée Rogé renseigne les membres du Conseil d'administration : les personnels de catégorie A auront un contrat de 3 ans, les personnels de catégorie B un contrat de 1 an.

L'ensemble des membres du Conseil d'administration approuve cette délibération.

Point 4 : Extension de la prime de coordination aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse siégeant en commission pédagogique de site

Frédérique Olland expose cette délibération qui permettrait de verser aux enseignants coordinateurs de Mulhouse une prime de coordination. En effet, la convention de mise à disposition du personnel signée le 30 septembre 2011 entre la HEAR et la Ville de Mulhouse n'autorise pas l'établissement à attribuer aux agents mis à disposition un complément à leur rémunération qui leur est versée par leur collectivité d'origine.

Frédérique Olland rappelle que le coordinateur d'option construit avec la direction des études et en concertation avec les enseignants les cursus et les emplois du temps de l'option. Le coordinateur est l'interlocuteur privilégié des étudiants pour l'organisation des bilans, évaluations et passages de diplômes. Il contribue à la bonne circulation des informations entre les enseignants qu'il représente en commission pédagogique de site et les différentes équipes de l'école (scolarité, international, finances, etc.)

Dans un souci d'équité avec les enseignants coordinateurs de Strasbourg, il est proposé d'accorder aux enseignants mulhousiens siégeant à la commission pédagogique du Quai une prime de coordination d'un montant de 95,30€ bruts mensuels.

Après délibération, les membres du Conseil d'administration autorisent la mise en place de la prime de coordination aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse siégeant en commission pédagogique de site. Ils approuvent la modification dans ces termes de la convention de mise à disposition du personnel de la Ville de Mulhouse au profit de la HEAR.

Point 5 : Modification des conventions de mise à disposition de personnels de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la Haute école des arts du Rhin

Les agents mulhousiens mis à disposition de la HEAR continuent à bénéficier des prestations de l'Amicale de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération.

La Ville de Mulhouse et M2A avancent pour le compte de la HEAR la participation à la subvention de fonctionnement versée à l'Amicale.

Pour permettre à la HEAR de rembourser à la Ville de Mulhouse et à M2A, les articles 5 des conventions conclues entre la HEAR et la Ville de Mulhouse et la HEAR et M2A doivent être complétés.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération et autorisent le président ou son représentant à signer les deux avenants aux conventions.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Point 6 : Indexation du taux horaire brut de rémunération des gardiens vacataires au smic horaire

Aymée Rogé rappelle que lors de la réunion du Conseil d'administration du 30 septembre 20011, le président de la HEAR était autorisé à engager des vacataires pour des besoins déterminés.

La délibération précisait que les gardiens vacataires ainsi employés seraient rémunérés à un taux horaire brut de 9,11€.

Depuis le 29 juin 2012, le taux horaire est de 9,40€.

Après délibération, les membres du Conseil d'administration approuvent à l'unanimité l'indexation du taux horaire brut de rémunération des vacataires exerçant la fonction de gardien au smic horaire brut. Le Président est autorisé à procéder à la régularisation de la situation de ces agents gardiens vacataires.

Point 7 : Décision modificative n°1 de la Haute école des arts du Rhin

Aymée Rogé expose cette décision modificative n°1 qui porte uniquement sur la section de fonctionnement.

Cette décision modificative porte sur des compensations de crédits entre différents chapitres et sur de nouvelles inscriptions de crédits. Cela est rendu possible grâce à l'inscription de recettes nouvelles non prévues au BP 2012.

Les recettes proviennent :

- de l'ajustement de la contribution de la Ville de Strasbourg à hauteur de 106 200€,
- du soutien de l'Institut français (25 000€) à Johannesburg dans le cadre de la résidence d'étudiants et d'enseignants de la HEAR (projet Play Urban),
- de la subvention de la Région Alsace à hauteur de 20 000€ pour l'année 2012 au titre de la professionnalisation des étudiants et de la promotion des métiers et des talents,
- de la contribution de l'Agence Europe Éducation Formation France pour les mobilités dans le cadre d'Erasmus ,
- et du soutien à deux projets de recherche à hauteur de 6 300€ par le ministère de la culture et de la communication.

Ces nouvelles recettes permettront d'augmenter les crédits de financement des projets de recherches pour lesquels des financements ont été obtenus, de mener des actions de professionnalisations (Mulhouse 012, VIA, Paris Design Week...), d'augmenter de 10 000€ l'enveloppe aide à projets étudiants de la HEAR et de créer des emplois d'enseignants au sein de la HEAR comme cela a été approuvé dans la délibération 056 de cette réunion du Conseil d'administration.

Les recettes et dépenses de fonctionnement s'équilibrent.

Ces nouvelles recettes montrent que l'établissement commence à être mieux pris en considération par les collectivités et les partenaires extérieurs.

Les membres du Conseil d'administration approuvent à l'unanimité la décision modificative présentée.

Point 8 : Débat d'orientations budgétaires

David Cascaró introduit ce débat.

Pour le prochain exercice, la HEAR recherche des économies :

- en développant de méthodes de travail partagées et en responsabilisant les services sur un suivi de budget rigoureux,
- en limitant les publications et les impressions ; en privilégiant la communication dématérialisée,
- en limitant la semaine *Hors limites* à des interventions d'enseignants de la HEAR,

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- en encourageant à mobiliser des enseignants de la HEAR pour les jurys blancs plutôt que des intervenants extérieurs,
- en réduisant le nombre d'expositions de la Chaufferie pour redonner l'occasion aux étudiants d'expérimenter cet espace de travail et en rationalisant les jours d'ouverture,
- en publiant un livret commun pour les arts plastiques à Strasbourg et Mulhouse,
- en partageant l'enseignement du français langue étrangère entre les étudiants de Strasbourg en musique et en arts plastiques,
- en rationalisant les conférences davantage orientées vers les projets de recherche.

David Cascaro rappelle que pour assurer l'accroissement de la visibilité et de la réputation de la HEAR, des moyens devront être mobilisés notamment :

- sur la recherche et la professionnalisation,
- sur la formation des agents et notamment des enseignants qui n'ont presque jamais été concernés,
- et enfin sur la mobilité Strasbourg Mulhouse.

David Cascaro souligne que la masse salariale de la HEAR doit être stabilisée. Toutefois, le statut d'établissement public accroîtra mécaniquement le travail du service des ressources humaines qui effectue un travail très rigoureux sous la responsabilité de Vincent Bapst.

La perspective d'accroître les recettes de l'établissement méritera également de s'interroger sur l'opportunité de développer ces compétences en interne.

David Cascaro rappelle également qu'il recherche avec l'administratrice Aymée Rogé la plus grande adaptation des services dits ressources au bénéfice du projet d'établissement.

David Cascaro poursuit le débat d'orientation budgétaire par un point sur les recettes propres de l'établissement.

David Cascaro sollicite un accroissement de la participation de l'État eu égard au caractère exemplaire (pluridisciplinaire et multisite) de l'établissement qui fait de la HEAR le premier modèle mis en place, conformément aux attentes du ministère de la culture telles qu'elles ont été formulées en 2009 et en 2010 lors de déclarations communes avec le ministère de l'enseignement supérieur.

David Cascaro rappelle les excellentes relations nouées avec l'université qu'il s'agisse des licences et master partagées dans les domaines de la musique ou bien des projets montés en art ou en communication avec l'UFR des arts et d'autres départements à Mulhouse et à Strasbourg sans compter le rôle moteur joué par la HEAR dans le cluster initié par l'université. De même, David Cascaro rappelle que le ministère a reconnu le niveau d'excellence des projets de recherche en sélectionnant deux projets de la HEAR.

Une attention particulière doit être portée aux ressources propres de l'établissement qui devront se développer. Un chantier doit être lancé pour passer le cap supérieur de l'harmonisation des droits de scolarité. En effet, l'instauration d'un concours unique au printemps 2013 devra déboucher sur l'adoption de droits de scolarité homogènes. Ce travail permettra de poser clairement quels profils d'étudiants la HEAR souhaite accueillir, en terme de diversité culturelle, générationnelle et sociale.

Hélène Le Bon, représentant le ministère de la Culture, rappelle le contexte budgétaire très contraint.

Olivier Poncer rappelle que des fonds européens peuvent être demandés mais que les enseignants se sentent désarmés pour constituer ce type de dossier.

Point 9 : Autorisation à signer le contrat financier 2012 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne (programme ERASMUS) - délégation

Aymée Rogé présente cette délibération qui permettra la signature du contrat financier pour l'année 2012 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie du programme ERASMUS.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Grâce à ce partenariat, la HEAR est en lien avec 64 écoles dans 18 pays européens, 5 étudiants sont partis en stage et 6 enseignants ont été invités dans des écoles partenaires, 24 étudiants étrangers ont été accueillis.

Il est aussi proposé que le Conseil d'administration donne une délégation de signature au directeur.

Les membres du Conseil d'administration approuvent le contrat financier pour l'année 2012 et autorisent le directeur de la HEAR à signer ce contrat.

Point 10 : Adhésion de la Haute école des arts du Rhin à l'ANDEA

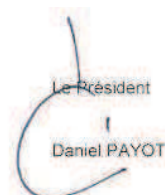
Le Conseil d'administration a décidé d'adhérer à l'Association Nationale des Directeurs d'École d'Art lors de la réunion du 13 avril pour un montant de 700 €.

Depuis, l'ANDEA est devenue l'Association Nationale des Écoles d'Art et sa cotisation annuelle a fortement augmenté (2500€).

Après délibération, le Conseil d'administration décide à l'unanimité d'adhérer à l'ANDEA pour un montant annuel de 2500€

Daniel Payot remercie l'ensemble des participants. La séance se termine sur la projection du film de Boris Grzeszczak (étudiant diplômé en juin 2012).

D. PAYOT



Le Président
Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration
n° 056 du 27 septembre 2012

Objet : Transformation et créations d'emplois

Exposé des motifs

Le départ à la retraite d'un agent de la Haute école des arts du Rhin et la préparation de la rentrée 2012-2013 ont fait apparaître de nouveaux besoins rendant nécessaire la transformation d'un emploi de Professeur d'enseignement artistique.

D'autre part, un an après le passage à l'autonomie du nouvel établissement, les engagements pris par la Ville de Strasbourg, collectivité d'origine, et la Direction de l'établissement vis-à-vis de personnels engagés depuis plusieurs années en qualité de vacataires à l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, sont tenus puisqu'il est proposé, à l'occasion de cette rentrée, de créer les emplois correspondants.

1. Une transformation d'emploi de professeur d'enseignement artistique à plein temps en deux emplois de professeur d'enseignement artistique à mi-temps :

Suite au départ à la retraite d'un professeur d'enseignement artistique de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg assurant un cours de couleur, il est proposé de transformer l'emploi occupé, à compter du 1^{er} octobre 2012, en deux postes de professeur d'enseignement artistique à mi-temps (8 heures par semaine) :

- un poste de professeur de couleur ;
- un poste de professeur en nouveaux médias.

Conformément à l'article 34 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, si ces postes devaient être occupés par des agents non titulaires, il y sera pourvu, selon l'article 3-3 alinéa 3 de la loi précitée selon les modalités suivantes :

- diplômes de niveau BAC + 4 ou 5 minimum et très bonne connaissance des matières enseignées ;
- niveau de rémunération : fourchette indiciaire, en fonction du profil du candidat retenu, entre le 1^{er} échelon de professeur d'enseignement artistique (IM 382) et le dernier échelon de professeur d'enseignement artistique hors classe (IM 783)

Ces emplois seront financés par la transformation de l'emploi de professeur d'enseignement artistique précité.

2. Treize créations d'emplois de professeurs et assistants territoriaux d'enseignement artistique :

Treize chargés de cours, sous le statut de vacataires, travaillent, de manière régulière et récurrente (depuis 18 ans pour le plus ancien et 3 ans pour le plus récent), à un niveau proche d'un mi-temps d'enseignant, à l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, pour couvrir des besoins d'enseignement pérennes.

La Haute école des arts du Rhin, avec le concours de la Ville de Strasbourg, souhaite donc régulariser ces situations, en créant les emplois correspondants, en proposant à chacun des agents concernés de conclure, sur la base des articles 3 et suivants de la loi n° 84-53 précitée, un contrat de droit public à durée déterminée et en les incitant à se présenter aux concours de la fonction publique territoriale.

Au regard des missions actuellement dévolues à ces agents, il apparaît que onze d'entre eux relèvent du cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et que deux relèvent du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Compte tenu de ces éléments, il convient, par conséquent, de créer, à compter du 1^{er} octobre 2012 :

- onze postes de professeurs territoriaux d'enseignement artistique à mi-temps ;
- deux postes d'assistant territorial d'enseignement artistique à mi-temps.

Le surcoût lié à la création de ces emplois est financé par la Ville de Strasbourg.

3. Une création d'emploi de webmaster :

Un agent exerce depuis plusieurs années à l'Ecole supérieure des arts décoratifs les fonctions de webmaster à temps non complet, sous statut de vacations.

Les missions remplies à ce titre, *a fortiori* dans le contexte élargi de la Haute école des arts du Rhin, étant pérennes, il convient de créer l'emploi équivalent.

Aussi est-il proposé de créer au sein de la Haute école, à compter du 1^{er} octobre 2012, un poste de webmaster à temps non complet, à hauteur de 60 % (21 heures par semaine), relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

La création de ce poste permanent à temps non complet est financée sur la masse salariale de l'établissement.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- décide de la transformation et des créations d'emplois susmentionnées ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n°1

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget 2012 de l'établissement.



**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 27 septembre 2012
relative à la transformation et aux créations d'emplois permanents**

**PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN**

28 SEP. 2012

Bureau du Contrôle
de Légalité

emplois transformés ou créés	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	Cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir
emploi transformé	Professeur de couleur	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TC (100%)	1,00	01/10/2012
nouveaux emplois suite à transformation	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Professeur territorial d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeur territorial d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Assistant territorial d'enseignement artistique	Culturelle	B	Assistant territorial d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Assistant territorial d'enseignement artistique	Culturelle	B	Assistant territorial d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe	TNC (50%)	0,50	01/10/2012
emploi créé	Webmaster	Administrative	B	Rédacteur territorial	Rédacteur	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	TNC (60%)	0,60	01/10/2012

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 057-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : 0

4^{ème} point de l'ordre du jour : Extension de la prime de coordination aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse siégeant en commission pédagogique de site

Le Conseil
après en avoir délibéré

- autorise la Haute école des arts du Rhin à attribuer aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse et coordinateurs élus siégeant en commission pédagogique de site une prime de coordination, complémentaire à la rémunération versée par la Ville de Mulhouse
- approuve la modification de l'article 5 de la convention de mise à disposition de personnel de la Ville de Mulhouse au profit de la Haute école des arts du Rhin tel que mentionné ci-dessus.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 12 du budget de la HEAR.

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration n°057- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Extension de la prime de coordination aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse siégeant en commission pédagogique de site.

Exposé des motifs

La convention de mise à disposition du personnel signée le 30 septembre 2011 entre la Haute école des arts du Rhin (HEAR), anciennement Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, et la Ville de Mulhouse n'autorise pas l'établissement à attribuer aux agents mis à disposition un complément à la rémunération que leur verse la collectivité d'origine.

Or, dans un souci d'équité, il est proposé que les coordinateurs élus siégeant en commission pédagogique à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse Le Quai puisse bénéficier, à l'instar de leurs collègues affectés à l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, d'une prime de coordination, comme l'autorise l'article 9 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Le montant de cette prime est fixé à 95.90 € bruts mensuels :

- pour les personnels enseignants, au titre de la part modulable de l'indemnité de suivi et d'orientation prévue par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 ;
- pour les personnels techniques, le cas échéant, au titre d'un complément à la prime de service et de rendement prévue par le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 ou d'un complément à l'indemnité d'administration et de technicité prévue par le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002.

La mission de coordinateur implique tout à la fois la concertation avec l'équipe pédagogique représentée, notamment en matière d'emploi du temps et de projets, la transmission d'informations entre l'équipe pédagogique et les différentes instances de l'Ecole (commission pédagogique de site notamment), et le rôle d'interlocuteur privilégié des étudiants pour l'organisation des bilans, des évaluations, des passages de diplômes.

Cette indemnité est versée aux coordinateurs désignés dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement en son chapitre 1, titre 2, article 3 (« désignation des coordinateurs ») et pour la durée de l'exercice de leurs fonctions.

Par conséquent, en application des dispositions du décret n° 2008 – 580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, il est proposé de modifier le premier alinéa de l'article 5 de la convention de mise à disposition de personnel de la Ville de Mulhouse au profit de la Haute école des arts du Rhin tel qu'il a été modifié par l'article 4 de l'avenant n°1 à cette même convention comme suit :

« Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires aux agents concernés. La Haute école des arts du Rhin pourra verser à ces agents un complément de rémunération :

- pour les personnels enseignants, au titre de la part modulable de l'indemnité de suivi et d'orientation prévue par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993;
- pour les personnels techniques, le cas échéant, au titre d'un complément à la prime de service et de rendement prévue par le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 ou un complément à l'indemnité d'administration et de technicité prévue par le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002. »

Délibéré

Le Conseil
après en avoir délibéré

- autorise la Haute école des arts du Rhin à attribuer aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse et coordinateurs élus siégeant en commission pédagogique de site une prime de coordination, complémentaire à la rémunération versée par la Ville de Mulhouse
- approuve la modification de l'article 5 de la convention de mise à disposition de personnel de la Ville de Mulhouse au profit de la Haute école des arts du Rhin tel que mentionné ci-dessus.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 12 du budget de la HEAR.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 058-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : 0

5^{ème} point de l'ordre du jour : Modification des conventions de mise à disposition de personnels de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la Haute école des arts du Rhin

Le Conseil
après en avoir délibéré

autorise le Président ou son représentant à signer les deux avenants aux conventions définissant les modalités de mise à disposition de personnels de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la Haute école des Arts du Rhin.

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n°058- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Modification des conventions de mise à disposition de personnels de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la Haute école des arts du Rhin

Exposé des motifs

Les agents mis à disposition de la Haute école des arts du Rhin (anciennement dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts) par la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), en vertu respectivement des conventions signées le 30 septembre 2011 et le 27 janvier 2012, continuent à bénéficier des prestations de l'Amicale de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération, en application de ses statuts.

A ce titre, la Ville de Mulhouse et m2A avancent, pour le compte de la Haute école des arts du Rhin (HEAR), la participation à la subvention de fonctionnement versée à l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A.

Afin de permettre à la HEAR de rembourser cette avance à la Ville de Mulhouse et à m2A, il est proposé au conseil de compléter :

- l'article 5 de la convention conclue entre la Ville de Mulhouse et la HEAR comme suit : « En contrepartie des prestations de l'Amicale de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération offertes aux agents mis à disposition de la Haute école des Arts du Rhin, cette dernière s'engage à rembourser trimestriellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, la participation à la subvention de l'Amicale correspondante » ;
- l'article 5 de la convention conclue entre m2A et la HEAR comme suit : « En contrepartie des prestations de l'Amicale de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération offertes aux agents mis à disposition de la Haute école des Arts du Rhin, cette dernière s'engage à rembourser trimestriellement à Mulhouse Alsace Agglomération, sur présentation d'une facture, la participation à la subvention de l'Amicale correspondante ».

Délibéré

Le Conseil
après en avoir délibéré

- autorise le Président ou son représentant à signer les deux avenants aux conventions définissant les modalités de mise à disposition de personnels de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la Haute école des Arts du Rhin.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 059-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : \emptyset

6^{ème} point de l'ordre du jour : Indexation du taux horaire brut de rémunération des gardiens vacataires au smic horaire brut

Le Conseil
après en avoir délibéré

- approuve, rétroactivement au 30 novembre 2011, l'indexation du taux horaire brut de rémunération des vacataires exerçant la fonction de gardien au smic horaire brut ;
- autorise le Président de la Haute école des arts du Rhin à procéder à la régularisation de la situation des gardiens ayant perçu, à tort, une rémunération brute inférieure au smic horaire brut en vigueur à la date de leurs interventions.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 12 du budget de la HEAR.

Vote

Votants : 13
Pour : 13
Contre : \emptyset
Abstention : \emptyset

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration
n°059- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Indexation du taux horaire brut de rémunération des gardiens vacataires au smic horaire brut

Exposé des motifs

Dans sa délibération n°07-2011 du 30 septembre 2011, le Conseil d'administration de la Haute école des arts du Rhin (HEAR), anciennement dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, a autorisé le Président de la HEAR à engager des vacataires pour des besoins déterminés selon les conditions de rémunération détaillées dans l'annexe 4 à la délibération.

Or, il apparaît, dans ce dernier document, que le taux horaire brut de rémunération des vacataires exerçant la fonction de gardien, fixé à 9,11 €, est inférieur, depuis le 30 novembre 2011, au salaire minimum interprofessionnel de croissance (smic) horaire brut.

Par conséquent, il est désormais proposé d'indexer le taux horaire brut de rémunération des gardiens au smic horaire brut, rétroactivement au 30 novembre 2011.

Il y a également lieu de régulariser la situation des gardiens ayant perçu, à tort, une rémunération brute inférieure au smic horaire brut en vigueur à la date de leurs interventions.

A titre d'information, ce taux est fixé à 9,40 € bruts depuis le 29 juin 2012.

Délibéré

Le Conseil
après en avoir délibéré

- approuve, rétroactivement au 30 novembre 2011, l'indexation du taux horaire brut de rémunération des vacataires exerçant la fonction de gardien au smic horaire brut ;
- autorise le Président de la Haute école des arts du Rhin à procéder à la régularisation de la situation des gardiens ayant perçu, à tort, une rémunération brute inférieure au smic horaire brut en vigueur à la date de leurs interventions.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 12 du budget de la HEAR.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 060-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : 0

7^{ème} point de l'ordre du jour : Décision modificative n° 1 de la Haute école des arts du Rhin

Le Conseil
après en avoir délibéré

- Arrête, par chapitre, la décision modificative n° 1 pour l'exercice 2012 de la Haute école des arts du Rhin tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe aux sommes suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	65 300 €
012	Charges de personnel	175 700 €
065	Autres charges de gestion courante	- 69 500 €
067	Charges exceptionnelles	10 000 €
		<hr/>
		181 500 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
74	Dotations et participations	181 500 €
		<hr/>
		181 500 €

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président
Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n°060- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Décision modificative n°1 de la Haute école des arts du Rhin

Exposé des motifs

La décision modificative n°1 porte uniquement sur la section de fonctionnement, la section d'investissement demeurant inchangée. Elle s'équilibre, en dépenses et en recettes de fonctionnement, à hauteur de 181 500 €.

Les ajustements portent essentiellement sur des compensations de crédits entre différents chapitres et de nouvelles inscriptions de crédits, lesquelles sont permises par l'inscription de recettes nouvelles, non prévues au budget primitif 2012. Ces dernières sont détaillées ci-dessous.

Ajustement de la section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

Sont concernés par des augmentations de crédits :

- le chapitre 011 (« charges à caractère général ») à hauteur de 65 300 €

Ces crédits permettront de financer des projets de recherche pour lesquels des financements complémentaires ont été obtenus : le projet de résidence en Afrique du Sud mené en partenariat avec la Wits University dans le cadre du projet de recherche Play urban, deux projets de recherche portés par l'option Communication *Didactique tangible* et *De traits et d'esprit*; de mener des actions participant à la professionnalisation des étudiants comme l'opération Mulhouse 012 ou la suite du VIA 2012 à Paris en automne 2012 (Paris Design Week), etc ;

- le chapitre 067 (« charges à caractère exceptionnelles ») à hauteur de 10 000 €

Ces crédits permettront d'augmenter l'enveloppe dédiée aux appels à projets étudiants qui concerneront, à compter de la rentrée 2012, l'ensemble des étudiants de la HEAR. Pour mémoire, ces bourses, auxquelles sont éligibles les étudiants des trois sites, constituent l'un des outils innovants de leur professionnalisation que l'établissement met en place, avec le concours de la Région Alsace ;

- le chapitre 012 (« charges de personnel et frais assimilés ») à hauteur de 106 200 €

Ces crédits supplémentaires permettront la création des emplois d'enseignants au sein de la Haute école des arts du Rhin, qui font l'objet de la délibération « Emplois » présenté au présent conseil. Ils permettront également de faire face à un certain nombre de frais relatifs aux ressources humaines non prévus à ce jour tel l'externalisation de la gestion des dossiers chômage (gestion et calcul des allocations de retour à l'emploi).

Recettes de fonctionnement

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré par l'inscription des nouvelles recettes suivantes, émergeant toutes au chapitre 74 « Dotations et participations » :

- 106 200 € émanant de la Ville de Strasbourg, au titre d'ajustements à sa contribution initiale pour divers frais encore non comptabilisés dans le cadre du CA 2010, du BP 2011 et du BP 2012 ;

- 25 000 € de l'Institut français,
au titre de son soutien au projet de résidence de la Haute école des arts du Rhin en Afrique du Sud à l'été et à l'automne 2012, dans le cadre de la saison française en Afrique du Sud (projet *Play Urban* de l'option Scénographie) ;
- 20 000 € de la Région Alsace,
au titre de sa subvention 2012 pour la promotion des métiers et des talents et de la professionnalisation des étudiants ;
- 24 000 € de l'Agence Europe-Education-Formation France,
au titre des mobilités Erasmus ;
- 6 300 € du Ministère de la culture et de la communication,
en soutien à deux projets de recherche portés par la Haute école des arts du Rhin en 2012 et au-delà, *Didactiques tangibles* et *De traits et d'esprits*, l'un et l'autre porté par l'option Communication.

Compensation de crédits

Il est proposé que le chapitre 065, dédié aux « autres charges de gestion courante », fasse l'objet d'une compensation de crédits, à hauteur de 69 500 €, au profit du chapitre 012 (« charges de personnels et frais assimilés »), de sorte à financer le 13^{ème} mois des agents mis à disposition par les villes, les cotisations pour la médecine préventive et autres frais relatifs aux ressources humaines.

Délibéré

Le Conseil
après en avoir délibéré

- Arrête, par chapitre, la décision modificative n° 1 pour l'exercice 2012 de la Haute école des arts du Rhin tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe aux sommes suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
011	Charges à caractère général	65 300 €
012	Charges de personnel	175 700 €
065	Autres charges de gestion courante	- 69 500 €
067	Charges exceptionnelles	10 000 €
		<hr/>
		181 500 €

Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
74	Dotations et participations	181 500 €
		<hr/>
		181 500 €



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 061-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : 0

8^{ème} point de l'ordre du jour : Débat d'orientations budgétaires 2013

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2013
de la Haute école des arts du Rhin.

Vote

Votants :
Pour :
Contre :
Abstention :

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n°061- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Débat d'orientations budgétaires

Exposé des motifs

Prévu par l'article 2312-1 du Code général des collectivités territoriales introduit par la loi du 6 février 1992, le débat d'orientations budgétaires (DOB) a vocation à éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de l'établissement. Il doit permettre au conseil d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

1. Les éléments de contexte et la situation de la Haute école des arts du Rhin

L'année 2012 aura été celle du premier budget de plein exercice de la Haute école des arts du Rhin. Budget de transition, du fait du passage à l'autonomie budgétaire de l'établissement au 1^{er} octobre 2011, ce budget initial aura connu plusieurs ajustements importants en cours d'année, notamment du fait de contributions complémentaires de la Ville de Strasbourg, qui visaient à corriger des transferts de charges non identifiées initialement. De tels ajustements étaient prévisibles, dans le calendrier alors très contraint de passage à l'autonomie de l'établissement.

Si le compte administratif 2011, qui portait uniquement sur le dernier trimestre 2011, a fait apparaître un résultat de 84 764,16 €, c'est surtout le compte administratif 2012, voté au premier semestre 2013, qui permettra une analyse approfondie de l'exécution budgétaire 2012 et de la situation financière de l'établissement.

Dans ce contexte, les prévisions portent sur une hypothèse de recettes et de dépenses, au global, constantes.

2. Les marges de manœuvre et les perspectives pour l'année 2013

L'élaboration du budget de la Haute école des arts du Rhin pour 2013 s'appuie pour la seconde année consécutive sur des perspectives d'évolution visant à contenir les dépenses de fonctionnement, notamment les charges courantes et les dépenses de personnel, en vue de dégager les marges de manœuvre nécessaires au développement du projet de l'établissement.

a) Une maîtrise des dépenses de fonctionnement

Il est visé, au global, une masse salariale constante par rapport aux crédits inscrits en 2012, frais d'autonomisation compris (adhésion au CNAS, assurance des risques statutaires, indemnisation chômage, cotisations au Centre de gestion, etc), lesquels intègrent les prévisionnels désormais connus des dépenses relatives aux heures d'enseignement supérieur de la musique, estimées à 500 000 euros par an, jurys, évaluations et concours d'entrée compris.

Il est précisé que cette masse salariale, consacrée très majoritairement à l'enseignement, comprend également la rémunération des personnels administratifs et techniques, outre les frais dits d'autonomisation précités. L'objectif est donc celui d'une stabilité globale de ce poste de dépenses et il n'est pas à exclure, dans les années à venir, une hausse relative des crédits consacrés à la masse salariale des personnels administratifs et techniques, induite par le changement de statut des écoles en établissement public de coopération culturelle.

S'agissant des dépenses de fonctionnement courant, il est visé un effort de rationalisation des moyens de fonctionnement concernant certains postes comme la communication et la promotion de l'établissement, la programmation de la Semaine Hors limite 2013 ou l'organisation de jurys blancs, par exemple.

De même, une réflexion est menée sur la politique des expositions, à la Chaufferie notamment, de sorte à optimiser l'usage de cet outil tout à la fois de professionnalisation des étudiants, de diffusion et de promotion de l'établissement comme de ses étudiants.

Ces efforts permettront de :

- maintenir à la même hauteur qu'antérieurement les dépenses de fonctionnement dédiées aux enseignements *stricto sensu* (fournitures scolaires, interventions extérieures par exemple),
- préserver les crédits dédiés aux investissements pédagogiques,
- conforter les crédits nécessaires à la mobilité entre les sites,
- dégager des crédits pour des projets de recherche,
- développer des résidences d'artistes, dans une visée de professionnalisation des étudiants notamment.

b) Des marges de manœuvre restreintes sur les recettes

L'hypothèse est celle de recettes au moins équivalentes à celles inscrites, au total, en 2012.

En effet, les charges induites par le changement de statut de l'établissement exercent une pression sur les dépenses qui ne sera viable qu'avec un niveau de ressources au moins équivalent, sauf à hypothéquer le succès du projet à l'origine de la création de l'établissement : un établissement d'enseignement supérieur multi-sites et pluri-disciplinaire, à rayonnements national et international, doté d'une véritable politique de recherche, favorisant l'internationalisation des études et la professionnalisation des étudiants.

Aussi est-il attendu une contribution des villes de Strasbourg et Mulhouse au moins équivalente à celle de 2012, étapes budgétaires comprises.

De même, les subventions de la Région Alsace et du Département du Bas-Rhin s'inscrivent-elles désormais dans un cadre pluriannuel.

S'agissant des subventions de l'Etat, l'hypothèse minimale est celle d'une reconduction identique à celles des années passées. A cet égard, il convient de souligner que l'établissement n'a pas perçu à l'heure actuelle de subvention d'équipement, pour ses équipements pédagogiques, comme par le passé. Par ailleurs, le soutien financier de l'Etat à l'établissement, exemplaire au plan national à plus d'un titre au regard des critères fixés par le Ministère de la culture et de la communication, peut sembler modeste étant donné, d'une part, la mobilisation des équipes enseignantes pour la fondation du nouvel établissement, et d'autre part, s'agissant de l'enseignement supérieur de la musique.

S'agissant des ressources propres de la HEAR, les réformes décidées par le conseil d'administration en matière de droits de scolarité et de droits d'inscription en ateliers publics conduisent à une estimation de recettes constante, toutes choses étant égales par ailleurs. En revanche, l'incertitude concernant le remboursement par l'Etat des droits de scolarité aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 au-delà de 2012, n'est pas neutre, budgétairement, a fortiori vues les exonérations de droits de scolarité accordés à ces étudiants votées par le conseil en juin dernier.

Il est par ailleurs rappelé qu'en 2013, à la mise en œuvre d'un concours d'entrée commun pour les étudiants en arts plastiques, les tarifs des droits d'inscription devront être harmonisés. Cette réforme devra également être menée avec le souci de son impact sur le niveau de recettes.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le texte suivant :

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2013
de la Haute école des arts du Rhin.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 062-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 14 membres
Absents excusés : 14 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : 0

9^{ème} point de l'ordre du jour : Autorisation à signer le contrat financier 2012 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne (programme ERASMUS) – Délégation

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le contrat financier 2012 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie entre la HEAR et l'agence Europe-Education-Formation France, joint en annexe,
- approuve l'encaissement des recettes correspondant aux différentes indemnités prévues au contrat,
- autorise la HEAR à reverser directement ces indemnités à leurs bénéficiaires,
- donne délégation au directeur de l'établissement pour signer les contrats financiers Erasmus et ses avenants, le cas échéant.

Vote

Votants : 17
Pour : 17
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n°062-2012 du 27 septembre 2012

Objet : Autorisation à signer le contrat financier 2012 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne (programme ERASMUS) – Délégation

Exposé des motifs

Depuis 1987, le programme sectoriel ERASMUS du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie vise à créer un espace européen de l'enseignement supérieur en subventionnant la mobilité des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs. Tous les ans, l'agence Europe-Education-Formation France, qui met en œuvre le programme ERASMUS en France, attribue une allocation forfaitaire aux établissements d'enseignement supérieur pour soutenir ces différents types de mobilité.

En 2011/2012, ont pu profiter des bourses du programme ERASMUS : 5 étudiants en stage à l'étranger, 24 étudiants en échange et 6 enseignants invités dans les écoles partenaires. A titre d'information, la HEAR est désormais en lien avec 64 écoles partenaires dans 18 pays européens.

Le présent contrat financier – joint en annexe – vise à permettre à la HEAR de percevoir les différents types d'indemnités que prévoit le programme ERASMUS, concernant :

- la mobilité des étudiants « Etudes »,
- la mobilité des étudiants « Stages »,
- la mobilité d'enseignement,
- la mobilité de formation,
- l'organisation de la mobilité,

et, le cas échéant, de les verser directement à leurs bénéficiaires.

D'autre part, les délais imposés par l'agence Europe-Education-Formation France, à savoir 45 jours suite à l'envoi du contrat, comme de ses avenants, le cas échéant, impose une grande réactivité que la tenue des conseils d'administration tous les deux mois environ, ne permet pas toujours.

Aussi est-il également proposé au Conseil de donner délégation au Directeur pour signer les contrats financiers du programme Erasmus et ses avenants éventuels.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le contrat financier 2012 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie entre la HEAR et l'agence Europe-Education-Formation France, joint en annexe,
- approuve l'encaissement des recettes correspondant aux différentes indemnités prévues au contrat,
- autorise la HEAR à reverser directement ces indemnités à leurs bénéficiaires,
- donne délégation au directeur de l'établissement pour signer les contrats financiers Erasmus et ses avenants, le cas échéant.



HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 063-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 14 membres
Absents excusés : 14 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé :

10^{ème} point de l'ordre du jour : Adhésion de la Haute école des arts du Rhin à l'ANDEA

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Approuve l'adhésion de la Haute école des arts du Rhin à l'association ANDEA et autorise cette dépense à hauteur de 2 500 euros en 2012 ;
- Décide d'imputer la dépense correspondante sur la ligne 62 81.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement

Vote

Votants : 17
Pour : 17
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration

n°063- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Adhésion de la Haute école des arts du Rhin à l'ANDEA

Exposé des motifs

Le 13 avril dernier, le conseil avait décidé l'adhésion de la Haute école des arts du Rhin à un certain nombre d'organismes professionnels, dont l'Association nationale des directeurs d'école d'art (ANDEA), devenue depuis Association nationale des écoles d'art (ANDEA).

L'association a pour mission de valoriser et promouvoir, au plan national et international, les enjeux et les actions développés par les établissements d'enseignement supérieur des arts plastiques et de faire évoluer les statuts de ces institutions.

Elle est le principal interlocuteur des Ministères de la culture et de l'enseignement supérieur pour les questions pédagogiques et institutionnelles. Les écoles d'art de Strasbourg et Mulhouse en étaient déjà membres par le passé puisque les villes de Mulhouse et Strasbourg adhéraient à l'association.

La cotisation annuelle à l'ANDEA ayant substantiellement augmenté cette année, et depuis le vote du conseil en avril dernier – de 700 à 2 500 €, pour les établissements accueillant entre 501 et 800 élèves - l'autorisation du conseil est sollicité pour consentir cette dépense sur ce nouveau montant.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Approuve l'adhésion de la Haute école des arts du Rhin à l'association ANDEA et autorise cette dépense à hauteur de 2 500 euros en 2012 ;
- Décide d'imputer la dépense correspondante sur la ligne 62 81.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

